

*élus et en avance au moment de mettre sous presse (pourcentage du vote)



PLC : 171* (41%)

AC : 67* (25%)

BQ : 38* (10%)

PC : 12* (12%)

NPD : 13* (8%)

MONTRÉAL | MARDI 28 NOVEMBRE 2000 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 117^e ANNÉE > NO 40 > 88 PAGES > 6 CAHIERS | 60 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢ | FLORIDE 1,75 \$ U.S.

ENCORE PLUS FORT

Jean Chrétien réussit l'exploit de faire élire un gouvernement libéral majoritaire pour un troisième mandat consécutif

KATIA GAGNON

Les Canadiens ont réélu hier un troisième gouvernement libéral majoritaire de suite, un événement qui ne s'était pas produit depuis un demi-siècle. Fort d'une majorité accrue de 172 sièges, Jean Chrétien fait en effet son entrée dans le club sélect des premiers ministres trois fois majoritaires, aux côtés de MacDonal, Laurier et Mackenzie King.

Les libéraux ont donc fait élire dix-sept députés de plus qu'en 1997, neuf de plus qu'à la dissolution de la Chambre. Ils ont obtenu 42 % du vote populaire, quatre points de plus qu'en 1997. L'Alliance canadienne de Stockwell Day a à peine fait mieux que le Parti réformiste de Preston Manning en remportant 67 sièges, seulement sept de plus que le Reform, et surtout, seulement deux à l'est du Manitoba. L'Alliance a remporté 23 % du vote populaire.

À l'issue de la soirée électorale, le premier ministre Chrétien a tenu à lancer un message d'unification. « Nous nous trouvons à la fin d'une campagne électorale qui a été très dure. J'espère que tout le monde va oublier ce qui s'est passé au cours de la campagne: il faut tourner la page et se donner la main, d'où que nous soyons au pays », a déclaré M. Chrétien. « Nous continuons d'être l'option pour tous ceux qui veulent un autre forme de gouvernement », a pour sa part déclaré Stockwell Day, qui a en quelque sorte donné rendez-vous aux Canadiens pour le prochain scrutin.

Le Nouveau Parti démocratique a réussi à conserver le statut de parti officiel, avec treize députés, sept de moins cependant qu'aux dernières élections. Le parti d'Alexa McDonough a récolté 10 % du vote populaire. Grâce à l'élection par la peau des dents d'André Bachand, le seul conservateur qui demeurait au Québec, le parti de Joe Clark est parvenu de justesse à obtenir ce convoité statut. Les conservateurs ont aussi remporté 15 % du vote populaire et surtout, Joe Clark a fait un pied de nez à son adversaire allianciste en se faisant élire dans Calgary-Centre. « Ce scrutin, c'est la preuve qu'on peut faire l'impossible », a lancé M. Clark à l'issue de la soirée.

C'est cependant au Québec que s'est produit la surprise de la soirée électorale.

Voir PLUS FORT en A2



PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse

Avec sa femme Aline à ses côtés, le premier ministre Jean Chrétien a remercié avec émotion, hier soir à Shawinigan, les citoyens de la circonscription de Saint-Maurice qui l'ont réélu pour une onzième fois aux Communes.

Le bloc en perte de vitesse

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le Parti libéral de Jean Chrétien est parvenu à aller chercher la pluralité des votes au Québec, ce qui s'est soldé hier soir par plusieurs pertes pour le Bloc québécois.

Dans la région de Québec où les fusions municipales étaient un enjeu déterminant, le parti de Gilles Duceppe, identifié au gouvernement Bouchard, a clairement encaissé le mécontentement des électeurs.

Avec ces ingrédients, le recul était inévitable pour le Bloc québécois. Dès le début de la soirée il était évident que le parti de Gilles Duceppe serait en perte de vitesse dans plusieurs circonscriptions où, en 1997, le candidat bloquiste

s'était faufilé entre les candidats libéral et conservateur. Le Bloc ne pourra rééditer son résultat de 1997, 44 circonscriptions, résultat qui était déjà un recul par rapport aux 54 circonscriptions récoltées en 1993.

Au moment de mettre sous presse, tôt ce matin, le Bloc était gagnant ou en avance, dans 38 circonscriptions, et le PLC ratait de très peu son objectif d'obtenir la majorité des 75 sièges au Québec. Le parti de Jean Chrétien est parvenu à devancer le Bloc dans les suffrages exprimés.

Alors qu'en 1997 le parti de Gilles Duceppe avait obtenu 38 % des suffrages contre 36 % au PLC, les conservateurs dirigés par Jean Charest arrachaient 22 % des voix. Aux élections 2000, l'écrasement évi-

dent du vote conservateur au Québec a profité au PLC: en fin de soirée, plus de 44 % des suffrages exprimés au Québec étaient allés au PLC contre 40,3 % au Bloc québécois. L'Alliance ne récoltait que 6,2 % des suffrages.

Mauvaise nouvelle pour le Bloc, le taux de participation 59 % a été beaucoup plus faible que les 73 % de 1997. Déjà que les clientèles les plus susceptibles d'appuyer le Bloc québécois — la population active et les jeunes — affichent un taux de participation habituellement moins élevé que la moyenne.

La campagne sans faux pas de Gilles Duceppe lui aura permis de sauver les meubles.

Voir BLOC en A2



LYSIANE GAGNON

Le triomphe du statu quo

Jean Chrétien a gagné son pari. Non seulement a-t-il infligé à l'Alliance une cuisante défaite, mais au moment d'aller sous presse, le Bloc Québécois était en net recul, malgré la campagne sans faille majeure menée par Gilles Duceppe.

À prévoir: de sérieuses remises en questions dans tous les camps.

Stockwell Day sera le premier chef à devoir rendre des comptes. Malgré la douloureuse métamorphose à laquelle s'est plié le Reform Party dans l'espoir de faire une percée à l'est du Manitoba, l'Alliance est restée à la case départ, et M. Day, le leader qui l'été dernier avait le vent dans les voiles, n'a pas fait mieux que Preston Manning en 1997.

Joe Clark a réussi à se faire élire dans Calgary-Centre, mais son parti reste dans les limbes. Malgré le succès d'estime récolté grâce à sa performance aux débats des chefs, M. Clark a vu le terrain lui glisser de dessous les pieds, tant dans l'Ouest qu'au Québec.

Voir TRIOMPHE en A2

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Arts et spectacles	C1-C8	Loteries	A2, D5
- télévision	C2	Monde	A19-A20
Bandes dessinées	D21	Mots croisés	D21
Bridge	E7	Mot mystère	D21
Décès	E6	Petites annonces	D22
Économie	D1-D24	- immobilier	D22
Éditorial	A22	- marchandises	D22, D23
Étes-vous observateur?	D22	- emplois	D23
Feuilleton	D21	- automobile	D23, E5
Forum	A23	- affaires	D2
Horoscope	E7	Politique	cahier A

MÉTÉO

Voir S16

Percées de soleil
Maximum 2 > minimum -1



6 21924 98765 1

Répartition des sièges au moment de mettre sous presse.

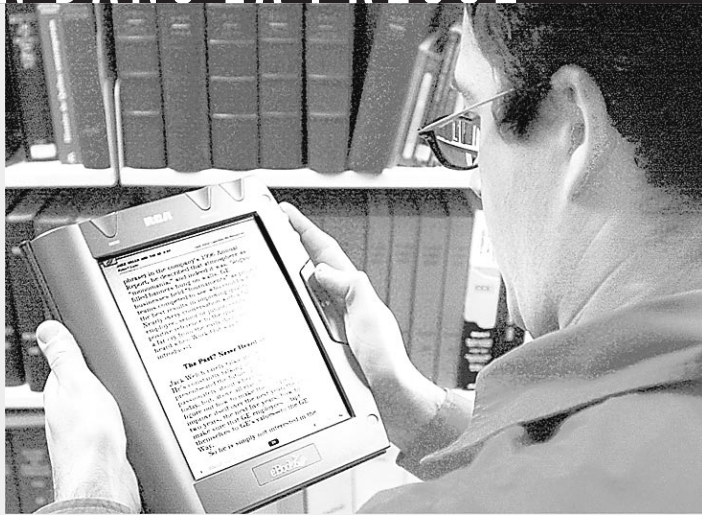
PARTI	COLOMBIE-BRITANNIQUE	YUKON	ALBERTA	SASKATCHEWAN	MANITOBA	TERRITOIRES DU NORD-OUEST	NUNAVUT	ONTARIO	QUÉBEC	NOUVEAU-BRUNSWICK	ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	NOUVELLE-ÉCOSSE	TERRE-NEUVE
PLC	6	1	1	1	5	1	1	100	37	6	4	4	5
AC	27	0	24	10	4	0	0	2	0	0	0	0	0
PC	0	0	1	0	1	0	0	0	1	3	0	4	2
NPD	1	1	0	3	4	0	0	1	0	1	0	3	0
BQ	0	0	0	0	0	0	0	0	37	0	0	0	0
AUTRES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

DEMAIN DANS LA PRESSE

Le livre à puces

Les grands éditeurs américains sont en état d'alerte: leurs publications peuvent maintenant être distribuées et lues sur des tablettes électroniques. Stephen King a vendu lui-même ses romans *Riding the Bullit* et *The Plant* sur Internet. Ce faisant, il a inspiré des milliers d'auteurs, réels ou en devenir. Mais la technologie de lecture numérique patouge encore dans la confusion des formats (pas moins de 25). Envoyée spéciale au eBook World Conference de New York, Marie-Andrée Amiot explique l'imbroglio technologique et raconte les appréhensions des éditeurs.

À lire demain dans le cahier TECHNOZONE.



POUR NOUS JOINDRE

La Presse 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9
www.cyberpresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070

Nouvelles générales
general@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Éditorial, Forum
edito@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4816

Actuel
actuel@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Auto, Mon toit, Santé Voyages
aso@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4809

Quoi faire aujourd'hui
andre.cloutier@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Arts, Spectacles, Cinéma, Livres
arts@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4814

Économie
econo@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4809

Sports
sports@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 350-4854

Têtes d'affiche
denis.lavoie@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

RENSEIGNEMENTS (514) 285-7272
PROMOTION (514) 285-7100
COMPTABILITÉ (514) 285-6892
RECOURS (514) 285-6900

PUBLICITÉ

Les petites annonces : (514) 285-7111
Télécopieur : (514) 848-6287
Lundi au vendredi : 8 h 00 à 17 h 30
Décès et remerciements : (514) 285-6816
Lundi au vendredi : 8 h 30 à 17 h 30
Détailants : (514) 285-6931
National et Télé-Plus : (514) 285-7306
Carrières et professions, Nominations : (514) 285-7320

ABONNEMENT (514) 285-6911

Par télécopieur : (514) 285-7039
Lundi au vendredi : 6 h 30 à 17 h 30
Samedi : 7 h à midi / Dimanche : 7 h à 11 h

Envois de publication canadienne
Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti.
(USPS003692) Champlain N. Y. 12199-1518

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

LOTÉRIES | **LA QUOTIDIENNE** > À trois chiffres : **9-1-6** > À quatre chiffres : **9-2-05**

SUITES DE LA UNE



PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse

L'ambiance était à la fête hier soir à Shawinigan dans le camp libéral: Paul Bournival a suivi avec attention la poussée victorieuse des troupes du premier ministre Jean Chrétien.



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

Réunis au Spectrum de Montréal, les partisans du Bloc québécois ont trouvé la soirée plutôt longue.

PLUS FORT

Suite de la page A1

La lutte est longtemps demeurée extrêmement chaude, à l'image des sondages qui montraient que les deux partis étaient au coude à coude, mais les libéraux ont finalement enregistré leur meilleure performance depuis l'époque de Pierre Trudeau. En plus de ses 36 sièges, dix de plus qu'en 1997, le PLC a réussi l'exploit de rafler la pluralité des voix au Québec, avec 43 %. Une première depuis 20 ans, que n'a pas manqué de souligner Jean Chrétien.

Le Bloc québécois a augmenté son vote — passant de 38 % en 1997 à 41 % — mais a

cependant perdu cinq comtés, passant de 44 sièges à 37. Les bloquistes ont vraisemblablement subi les contrecoups de l'écrasement du vote conservateur ainsi que de la grogne antifusions. À l'issue d'une soirée électorale difficile, le chef bloquiste Gilles Duceppe semblait extrêmement déçu et, comble de malchance, on n'a pu l'entendre prononcer son discours à la télé puisqu'il s'est fait voler la vedette par le premier ministre Jean Chrétien, qui a décidé de prendre la parole au même moment.

Le scrutin constitue également une immense déception pour l'Alliance canadienne,

qui n'a pas réussi à percer le château fort libéral de l'Ontario, une province que les libéraux ont encore une fois balayée, remportant 100 des 103 comtés. Le parti de Stockwell Day y a fait élire seulement deux députés, le NPD, un. Jim Jones, le seul député allianciste qui faisait partie de la Chambre des communes avant la dissolution, s'est fait battre à plate couture par la vedette libérale John McCallum.

Le parti de Stockwell Day a cependant conservé une solide base dans l'Ouest, faisant élire 24 députés sur 26 en Alberta, 10 sur 14 en Saskatchewan, 28 sur 34 en Co-

lombie-Britannique.

Dans l'Atlantique, le raz-de-marée qu'espéraient les libéraux ne s'est pas produit mais un fort vent libéral a tout de même soufflé sur les quatre provinces. Le parti de Jean Chrétien, qui avait subi une raclée dans la région en 1997, a remporté 19 des 32 circonscriptions. Les conservateurs ont réussi à emporter neuf comtés, seulement quatre de moins qu'en 1997.

Un taux de participation au scrutin est l'un des plus bas de l'histoire canadienne à 59 %. En 1997, 67 % des Canadiens s'étaient rendus aux urnes.

BLOC

Suite de la page A1

Le scrutin de juin 1997 s'était tenu au terme d'une première tournée carrément désastreuse pour le chef bloquiste. La plupart des ténors bloquistes, Gilles Duceppe dans Laurier-Sainte-Marie, Pierre Brien dans Témiscamingue, Louis Plamondon dans Bas-Richelieu, Yvan Loubier dans Saint-Hyacinthe, Suzanne Tremblay dans Rimouski-Neigette, Michel Gauthier dans Roberval, et Francine Lalonde dans Mercier, ont été réélus. L'ex-syndicaliste Pierre Paquette s'est ajouté à l'équipe dans Joliette, une circonscription déjà acquise au Bloc.

Daniel Turp, en revanche, a mordu la poussière aux mains du libéral Serge Maril dans Beauharnois. Rare bonne nouvelle hier soir pour M. Duceppe; Serge Cadrin a conservé Sherbrooke aux dépens du candidat libéral, Jean-François Rouleau, le cousin de Jean Charest. Le candidat-vedette dans Argen-teuil, Mario Laframboise a aussi sauvé les meubles.

Un seul gain paraissait possible pour le Bloc — aux dépens du Parti conservateur. Dans Richmond, le seul député demeuré fidèle à Joe

Clark au Québec, André Bachand, a passé la soirée au coude à coude avec le bloquiste André Bellavance — la campagne assidue du PLC dans la circonscription aura nui aux chances de M. Bachand en suscitant la division du vote fédéraliste.

Dans une demi-douzaine de circonscriptions, les libéraux paraissent pouvoir faire des gains; plusieurs bloquistes élus de justesse en 1997 n'ont pu survivre à la coalition des voteurs libéraux et des conservateurs québécois de 1997.

Tous les ministres ont été réélus, Jean Chrétien en tête. Comme le laissent prévoir les plus récents sondages, le premier ministre et son parti sont sortis indemnes des controverses apparues dans la circonscription de Saint-Maurice. Les 29 députés libéraux du Québec au déclenchement de l'élection devraient être plus nombreux aux Communes — 6 étaient en avance au moment de mettre sous presse.

Pratiquement absent de l'est du Québec en 1997, le PLC a enregistré des gains un peu partout en province. Dans Bonaventure-Gaspé, une circonscription blo-

PARTI	2000		1997	
	Sièges	%	Sièges	%
PARTI LIBÉRAL	37	44,2	26	36,7
ALLIANCE CANADIENNE**	0	6,2	—	—
PARTI CONSERVATEUR	1	5,6	5	22,2
NPD	0	1,8	—	2
BLOC QUÉBÉCOIS	37	39,9	44	37,9
AUTRES	0	—	—	1
TOTAL	75	—	75	—

* Répartition des sièges au moment de mettre sous presse.

** En 1997, le Parti réformiste

quiste, le libéral Georges Farrah était élu.

Résultat crève-cœur pour Gilles Duceppe qui avait causé des vagues en désignant son candidat dans la circonscription de Chicoutimi, normalement une prise facile pour le Bloc, André Harvey un transfuge conservateur, a été élu pour le PLC.

Un autre transfuge *tory*, David Price, dans Compton-Stanstead, était lui sûr de la victoire avec le PLC. Diane Saint-Jacques, la conservatrice passée elle aussi dans le

giron libéral, après une chaude lutte, a devancé le candidat bloquiste dans Shefford.

Dans Laval-Centre, Pierre Lafleur a été battu par le député bloquiste Madeleine Dalphond-Guiral. La libérale Carole Marie-Allard a arraché la circonscription au Bloc dans Laval-Est.

La campagne antifusions municipales, appuyée par le chef du PLQ Jean Charest, ne semble pas avoir eu beaucoup d'effet sur la Rive-Sud de Montréal, un château fort du Bloc.

La situation a été tout autre à Québec, autre territoire bloquiste où le PLC est parvenu à faire des percées importantes.

Les candidats libéraux étaient en bonne posture dans Charlesbourg, et dans Portneuf, toutes des circonscriptions bloquistes. Plus tôt, le PLC avait remporté Louis-Hébert — Hélène Scherrer a battu la bloquiste Hélène Alarie. Tous ces reversesments s'expliqueraient en partie par la vive controverse autour des fusions municipales, un enjeu important dans la région de la Capitale.

Dans Bellechasse, le ministre libéral Gilbert Normand, élu avec seulement 47 voix de majorité en 1997, a augmenté son avance.

L'indifférence des Québécois au parti de Stockwell Day, aura mis au jour la précarité de plusieurs élus bloquistes de 1997. Seulement 11 des 44 élus de 1997 pouvaient compter sur une majorité absolue de voix et une dizaine avaient été élus avec environ 40 % des suffrages.

TRIOMPHE

Suite de la page A1

La droite canadienne se retrouve au même stade qu'il y a un an: désunie, désorganisée, sans leader crédible et sans avenir. Les prochains mois verront les conservateurs et les alliés aux prises avec les mêmes dilemmes qu'ils n'avaient pu résoudre en deux ans de palabres.

À quoi attribuer la médiocre performance

du Bloc? La crise des fusions ne peut expliquer à elle seule le relatif recul des souverainistes. Gilles Duceppe avait fait une bonne campagne, et les bloquistes espéraient récolter une cinquantaine de sièges. S'agit-il d'un recul de la cause souverainiste? L'électorat voudrait-il tout simplement sortir de la marginalité où l'enferme le Bloc, parti d'opposi-

tion perpétuel, pour participer directement au pouvoir? Chose certaine, quelle qu'en soit la raison, le recul du Bloc a été la surprise de la soirée.

M. Chrétien, quant à lui, a toutes les raisons de se réjouir. Cette victoire le rendra-t-il plus arrogant ou plus attentif aux frustrations de l'électorat et des provinces? La gro-

gne qui s'était manifestée contre lui, au sein même des troupes libérales, s'éteindra-t-elle d'elle-même? Quel avenir attend Paul Martin? Gardera-t-il les Finances? Se retrouvera-t-il aux Affaires extérieures? Ses partisans se rangeront-ils derrière le vainqueur du 27 novembre? Autant de questions qui restent en suspens.

ÉLECTIONS 2000



LE CHOIX DES CANADIENS

Montréal vote massivement rouge

Libéraux (14) et bloquistes (4) conservent leur château fort

MARIE-CLAUDE LORTIE

FIDÈLE à elle-même, l'île de Montréal a voté une fois de plus massivement pour les libéraux et envoyé 14 députés rouges à la Chambre des communes.

Au moment d'aller sous presse, plus de 57 % des résidents de l'île — environ 5 % de plus qu'en 1997 — avaient voté pour le parti de Jean Chrétien, 26,6 % pour le Bloc québécois. Pour leur part, les conservateurs ont obtenu 5,3 % des appuis, soit environ 10 % de moins qu'en 1997. L'Alliance canadienne a eu 4,3 % des voix.

Le Bloc a repris ses quatre comtés dans l'est de l'île, ceux qui lui restaient depuis les élections de 1997. Les libéraux ont repris le reste.

Le premier député officiellement élu fut Irwin Cotler, dans Mont-Royal.

Pour le Bloc, ce fut Gilles Duceppe, le leader, dans Laurier-Sainte-Marie où il a été élu en 1990, lors d'élections partielles.

Le mouvement anti-fusion-municipale-anti-Bloc ne semble pas avoir touché le parti indépendantiste, puisque les quatre comtés bloquistes sont essentiellement dans la Ville de Montréal.

Sur 18 comtés, les libéraux en ont 14 depuis 1997 et rien n'a changé. Comme aux élections de 1997, les libéraux de l'ouest de l'île sont allés chercher des majorités écrasantes.

Irwin Cotler, dans Mont-Royal, le comté où Pierre Trudeau a régné et qui vote libéral depuis 1949, a été consacré gagnant avant même qu'il soit 22 h. M. Cotler a été élu à

des élections partielles en novembre 1999 avec plus de 90 % des voix.

Ensuite, peu après 22 h, on a appris que Gilles Duceppe avait été réélu.

Puis ce fut le tour d'Yvon Charbonneau, l'ancien syndicaliste, dans Anjou-Rivière-des-Prairies.

Les ministres montréalais ont tous été reportés au pouvoir par la suite, ainsi que les députés bloquistes.

Denis Coderre, ministre d'État au sport amateur a été réélu dans Bourassa (un autre qui a tassé le député du Bloc en 1997), Pierre Pettigrew, ministre du Commerce international, dans Papineau-Saint-Denis, Martin Cauchon, ministre du Revenu dans Outremont, Lucienne Robillard, présidente du Conseil du Trésor, dans Westmount, Paul Martin, ministre des

Finances, dans LaSalle-Émard, Stéphane Dion, ministre des Affaires intergouvernementales dans Saint-Laurent-Cartierville, Alfonso Gagliano, ministre des Travaux publics, dans Saint-Léonard-Saint-Michel. Reste maintenant à voir s'ils feront encore partie du cabinet de Jean Chrétien et avec quels portefeuilles.

Les propos du ministre Pettigrew sur le « Québec profond » n'ont pas choqué les électeurs montréalais et la grande discrétion de Stéphane Dion, notamment pour des raisons de santé, non plus.

À part M. Duceppe, les bloquistes seront représentés à Montréal par Réal Ménard dans Hochelaga-Maisonneuve, Francine Lalonde dans Mercier et Bernard Bigras dans Rosemont-Petite-Patrie.

À Montréal, donc, c'est le statu quo et ce n'est pas étonnant.

Même les partis ne semblaient pas s'attendre à des changements. Aucun d'entre eux n'a présenté de challenger vedette identifiant ainsi des comtés « gagnables ».

Le NPD n'a fait parler de lui qu'à un seul endroit, dans Papineau-Saint-Denis, où Hans Marotte s'est présenté contre le ministre Pettigrew. M. Marotte s'est rendu célèbre en 1988, alors qu'il avait 20 ans, quand il a avoué qu'en tant que membre d'un groupe d'activistes pro-loi 101, il avait accroché une bannière sur la croix du Mont-Royal et commis divers actes de vandalisme. On a aussi vu durant la campagne un candidat inusité, le sans-abri Michel Laporte qui s'est présenté dans Westmount-Ville-Marie (circonscription qui inclut le centre-ville) comme indépendant, contre la ministre libérale Lucienne Robillard.

La Rive-Sud reste fidèle au Bloc

Le bloquiste Daniel Turp battu par le libéral Serge Marcil dans Beauharnois-Salaberry

PASCALE BRETON

LE BLOC QUÉBÉCOIS a perdu une circonscription importante aux mains des libéraux hier sur la Rive-Sud de Montréal. Le candidat libéral Serge Marcil a délogé le bloquiste Daniel Turp, modifiant ainsi la configuration du vote sur le territoire de la Rive-Sud.

En 1997, le Bloc québécois y avait fait élire neuf députés sur 12. Il n'a pu répéter de façon identique ce scénario hier, mais en a tout de même fait élire huit. Le changement est survenu dans Beauharnois-Salaberry où Daniel Turp avait obtenu plus de 39 % du vote lors des précédentes élections fédérales. Hier, le candidat libéral Serge Marcil lui a enlevé la circonscription en remportant 23 786 voix contre 21 011 après le dépouillement partiel des 204 boîtes de scrutin. La bataille a été rude dans cette circonscription à certaines périodes de la campagne, particulièrement depuis que les libéraux y avaient promis, il y a quelques semaines, la construction de deux ponts permettant de prolonger la 30.

Les bloquistes espéraient enlever les trois circonscriptions libérales de la Rive-Sud, dont Saint-Lambert qu'avait remporté la libérale Yolande Thibault avec une mince avance de seulement 978 voix en 1997. Hier, le Bloc québécois a cependant perdu son pari. Mme Thibault a été réélue avec une majorité plus forte qu'en 1997. Elle a obtenu 12 194 voix contre 10 561 pour le bloquiste Christian Picard après le dépouillement de 125 boîtes de scrutin sur 188.

Les libéraux ont également conservé leur fief dans Brossard-La Prairie. Le député Jacques Saada a été réélu aisément. Après le décompte de 55 bureaux de scrutin sur 212. En 1997, le député libéral avait récolté 7334 des suffrages. Dans Vaudreuil-Soulanges le libéral Nick Discepola a aussi été réélu devant le bloquiste Éric Simon.

Les fusions municipales annoncées par le gouvernement péquiste de Lucien Bouchard et dénoncées à grands cris sur la Rive-Sud n'ont pas semblé influencer le vote, du moins dans la circonscription de Saint-Bruno/Saint-Hubert. La députée bloquiste Pierrette Venne a été réélue facilement hier. En 1997,



Daniel Turp a été battu hier par Serge Marcil, un ancien député libéral à l'Assemblée nationale.

elle avait obtenu 45,13 % de l'électorat alors que les libéraux avaient récolté un peu plus de 32 % des votes et les progressistes-conservateurs, 20 %.

Dans la circonscription de Verchères-Les Patriotes, le portrait était sensiblement le même. Le député Stéphane Bergeron du Bloc québécois a été réélu avec près de 5000 voix sur son plus proche rival, Mark Provencher. La victoire bloquiste est moins imposante que celle de 1997 où Stéphane Bergeron avait remporté la victoire avec une part de 53,74 % des votes.

Pour ce qui est des comtés de Chambly, Châteauguay, Longueuil, Saint-Hyacinthe-Bagot et Saint-Jean, il y a eu peu de changement hier.

La candidate bloquiste Caroline St-Hilaire a été réélue dans Longueuil. Dans Châteauguay, même si la libérale Carole Marcil a chauffé le bloquiste dans la soirée, c'est tout de même Robert Lanctôt qui a été réélu. Ghislain Labelle a de nouveau obtenu la majorité dans la circonscription de Chambly, Louis Plamondon a de nouveau obtenu le vote de confiance de ses électeurs dans le comté du Bas-Richelieu-Nicolet-Bécancour. Pour sa part, Claude Bachand a été reporté au pouvoir dans la circonscription de Saint-Jean. Il en a été de même dans le comté de Saint-Hyacinthe-Bagot, où le Bloc avait remporté la victoire avec un peu plus de 4800 voix en 1997, le candidat Yvan Loubier a été réélu.



Photo RÉMI LEMÉE, La Presse

Paul Martin a célébré hier soir la victoire des troupes libérales dans les bras de son épouse Sheila Ann Cowan.

Un ciel bleu tacheté de rouge dans la couronne nord

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

LA CARTE électorale fédérale des régions des Laurentides et de Lanaudière demeure bleu ciel, tandis que dans Laval, elle devient presque rouge avec un gain des libéraux sur les bloquistes. Sur un total de neuf comtés dans ces trois régions, le Bloc québécois est assuré d'en remporter six.

Ces dernières années dans l'île Jésus, seul le comté de Laval-Ouest était demeuré au Parti libéral du Canada. Le PLC a voulu jouer serré dans ces élections en allant chercher deux candidats qui avaient de fortes chances d'enlever au Bloc les circonscriptions de Laval-Centre et Laval-Est. Il a gagné une fois.

Dans Laval-Est, Carole-Marie Allard, une

avocate et ex-journaliste, a enlevé au Bloc le comté qu'il avait depuis sept ans en défaisant Mathieu Alarie par 800 voix environ. Comme représentant des troupes de Gilles Duceppe, M. Alarie, un jeune homme de 27 ans, remplaçait Maud Desbiens, qui a décidé de quitter la vie politique.

Dans Laval-Centre, la bloquiste Madeleine Dalphon-Guiral a été réélue pour un troisième mandat. La lutte a été cependant très chaude. Durant une bonne partie de la soirée, le libéral Pierre Lafleur avait les devants et il a perdu à la toute fin. À minuit et trente, Mme Dalphon-Guiral avait une majorité de 340 voix ; il restait à venir le décompte de six des 236 bureaux de scrutin. Avant de devenir candidat libéral, M. Lafleur était chef de cabinet du maire Gilles Vaillancourt et il

avait auparavant été chef de cabinet de Jeanne Sauvé alors qu'elle occupait le poste de lieutenant-gouverneur.

Dans Laval-Ouest, Raymonde Falco a été réélue sans difficulté. Les électeurs de l'extrémité ouest de l'île Jésus votent rouge tant au provincial qu'au fédéral.

Mario Laframboise a réussi à garder à la troupe de Gilles Duceppe le comté Argenteuil/Papineau/Mirabel. Il a défait Lise Bourgault qui, après avoir été députée conservatrice au sein du gouvernement Mulrony, avait décidé de revenir sur la scène fédérale, cette fois dans l'équipe libérale. Elle avait perdu son poste il y a sept ans aux mains de Maurice Dumais qui a cédé sa place à M. Laframboise, ex-président de l'Union des municipalités du Québec

(UMQ). Il est maire de Notre-Dame-de-la-Paroisse, près de Mont-Laurier.

Dans Terrebonne/Blainville, Diane Bourgeois succède à Paul Mercier comme député du Bloc. Ex-maire de Blainville, M. Mercier était député bloquiste durant deux mandats et il a décidé de se retirer.

Monique Guay, députée sortante du Bloc, a été réélue pour un troisième mandat dans les Laurentides. Elle a défait la libérale Dominique Boyer et Jacques Vien qui a été député conservateur sous le gouvernement Mulrony. Il avait été battu par Mme Guay.

Dans Joliette, le vice-président du Bloc, Pierre Paquette a remporté la victoire. Il est un ancien président de la CSN.

Benoit Sauvageau, du Bloc, a été réélu dans Repentigny.

ÉLECTIONS 2000 LE CHOIX DES CANADIENS

Les fusions ont fait au moins une victime

PAUL ROY

QUÉBEC — Les fusions municipales ont fait des victimes, hier, dans la région de Québec. La première, celle qu'on attendait, s'appelle Hélène Alarie et elle représentait la circonscription de Louis-Hébert depuis 1993 pour le Bloc québécois. Elle a été défaite par la libérale Hélène Scherrer, qu'elle avait battue par 3700 voix en 1997.

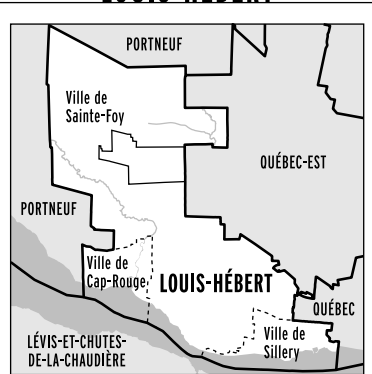
À 23h10, avec les résultats de 115 des 231 bureaux de scrutin, Mme Scherrer menait par un peu plus de 900 votes.

Pour le Bloc, Louis-Hébert a le malheur d'abriter deux municipalités cossues, Sillery et Sainte-Foy, dont les citoyens verront leurs taxes augmenter après la fusion avec Québec et neuf autres municipalités, dans un an. Sainte-Foy, en plus, a pour mairesse Andrée Boucher, la championne antifusions toutes catégories.

Le mot d'ordre des adversaires des fusions était de voter contre le Bloc, question de punir le Parti québécois, celui par qui les fusions arrivent. Mais voilà, ce mot d'ordre a eu peu d'effet à Westmount, Baie-d'Urfé et autres municipalités anglophones de l'Ouest de l'île de Montréal, où l'on vote libéral de toutes façons. À Sainte-Foy (population : 71 000), c'est une autre histoire.

La libérale Hélène Scherrer a donc pris sa revanche. Les quatre visites du chef bloquiste Gilles Dupeppe, durant la campagne, n'ont pu sauver sa candidate Hélène Alarie. Pas plus d'ailleurs que celle, en

LOUIS-HÉBERT



RÉSULTATS de 2000

KARL ADOMEIT (NPD)	1 184
➤ HÉLÈNE ALARIE (BQ)	20 938
GISÈLE DESROCHERS (ML)	369
CLERMONT GAUTHIER (PC)	5 127
LÉONCE-E. ROY (AC)	5 782
HÉLÈNE SCHERRER (LIB)	23 299
225 BUREAUX SUR 231	

fin de semaine dernière, de Jacques Parizeau. Il faut dire qu'Hélène Scherrer aussi a eu de la visite. On a pu la voir aux côtés des Paul Martin, Lucienne Robillard, Martin Cauchon, Pierre Pettigrew...

Chez les bloquistes, on comptait sur les étudiants de l'université Laval pour faire contrepoids aux fusions. En 97, l'élection ayant eu lieu en juin, les cours étaient terminés et plusieurs étudiants étaient partis au moment de voter. Semble-t-il qu'on en ait trop demandé aux étudiants...



Hélène Alarie, en compagnie de Jacques Parizeau.

Photo : PC

D'autres circonscriptions bloquistes de la région de Québec, où la grogne antifusions s'est également fait sentir étaient également menacés au moment de mettre sous presse : dans Québec-Est, le bloquiste Jean-Paul Marchand, qui tirait de l'arrière en milieu de soirée, menait par quelques centaines de voix sur le libéral Jean-Guy Carignan en fin de soirée, avec 150

autres circonscriptions bloquistes de la région de Québec, où la grogne antifusions s'est également fait sentir étaient également menacés au moment de mettre sous presse : dans Québec-Est, le bloquiste Jean-Paul Marchand, qui tirait de l'arrière en milieu de soirée, menait par quelques centaines de voix sur le libéral Jean-Guy Carignan en fin de soirée, avec 150

autres circonscriptions bloquistes de la région de Québec, où la grogne antifusions s'est également fait sentir étaient également menacés au moment de mettre sous presse : dans Québec-Est, le bloquiste Jean-Paul Marchand, qui tirait de l'arrière en milieu de soirée, menait par quelques centaines de voix sur le libéral Jean-Guy Carignan en fin de soirée, avec 150

Richmond-Arthabaska, comme la Floride

ANDRÉ DUCHESNE

LE COMTÉ DE Richmond-Arthabaska avait des couleurs de l'État de la Floride hier soir alors qu'après le dépouillement de plus de 200 bureaux de scrutin sur 216, le député conservateur sortant André Bachand ne menait que par 264 voix sur son adversaire bloquiste André Bellavance.

« Le vent commence à tourner de bord », se réjouissait un membre de l'équipe de la campagne de M. Bachand, Mario Maillet, joint par La Presse vers minuit.

Or, plus tôt dans la soirée, on croyait M. Bachand, le seul député conservateur au Québec, battu alors qu'il traînait par environ 900 voix sur son adversaire bloquiste. On se croyait en pleine soirée électorale américaine du 7 novembre dernier alors qu'après avoir été déclaré vainqueur de la Floride, le candidat démocrate Al Gore a

perdu cet État aux mains de George W. Bush.

L'équipe de Joe Clark comptait énormément sur la réélection de M. Bachand afin de maintenir sa présence au Québec. De plus, son élection permettrait aux conservateurs de remporter 12 sièges et ainsi conserver le statut de parti officiel à la Chambre des Communes.

Homme connu et populaire, M. Bachand avait réussi à gagner le siège de Richmond-Arthabaska à l'élection du 2 juin 1997, dans la foulée de l'effet Charest dans les Cantons de l'Est.

La chance a plus souri au néo-libéral David Price dans le comté de Compton-Stanstead. Il y a défait le candidat bloquiste Gaston Leroux avec une marge relativement confortable. Après 141 bureaux de scrutin comptabilisés sur 174, M. Price menait par une avance insurmontable de 2816 voix sur son adversaire bloquiste.

M. Price avait également été élu sous la bannière conservatrice en 1997 avant de passer chez les libéraux le 12 septembre dernier, au lendemain de l'élection de Joe Clark dans le comté de Kings-Hants à l'occasion d'une élection partielle.

Même chose pour la députée libérale de Shefford Diane St-Jacques qui a battu son adversaire du Bloc québécois Michel Benoit par quelques centaines de votes seulement. Plus tôt en soirée, Mme St-Jacques avait une très mince avance de 70 votes sur M. Benoit, ayant accumulé 12 532 voix contre 12 462 pour ce dernier.

« Je suis très heureuse. Ce fut une lutte très serrée jusqu'à la fin mais les trois ans et demi de travail de députée ont porté fruits. On sème pour récolter », a dit Mme St-Jacques.

Elle est surtout heureuse de voir que les électeurs ont accepté sa décision de passer des conservateurs

aux libéraux. « On ne sait jamais les conséquences d'un tel geste. Je pense toutefois que je pourrai ainsi mieux servir mes électeurs. »

Sherbrooke reste avec le Bloc

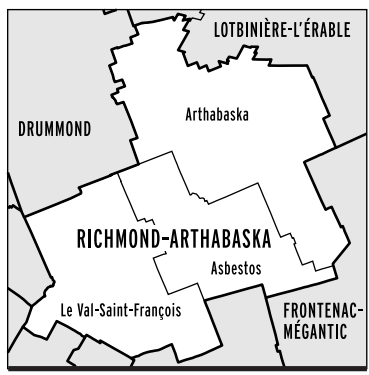
Dans Sherbrooke, où la lutte avait été extrêmement serrée à l'occasion de l'élection partielle du 14 septembre 1998, le député sortant du Bloc québécois Serge Cardin a réussi à conserver son siège.

Après 199 bureaux de scrutin recensés sur un total de 223, M. Cardin avait une majorité de 3619 voix sur le libéral Jean-François Rouleau, cousin de Jean Charest.

Élu avec seulement 219 voix de majorité en 1998, M. Cardin avait insisté sur l'importance de faire sortir le vote pour ce scrutin général.

Mentionnons enfin que la candidate bloquiste de Drummond Pauline Picard a été élue, tout comme le député libéral sortant de Brome-Missisquoi, Denis Paradis.

RICHMOND-ARTHABASKA



RÉSULTATS de 2000

PHILIPPE ARDILLIEZ (AC)	1 954
➤ ANDRÉ BACHAND (PC)	18 430
ALDÉI BEAUDOIN (LIB)	10 426
ANDRÉ BELLAVANCE (BQ)	18 067
VINCENT BERNIER (NPD)	319
CHRISTIAN SIMARD (LN)	375
212 BUREAUX SUR 215	

Histoires de chicanes de famille

PAUL ROY

QUÉBEC — Dans Chicoutimi-Le Fjord, libéraux et bloquistes avaient quelque chose à se faire pardonner par les électeurs.

Chez les libéraux, c'était le candidat, André Harvey, élu comme conservateur en 97, qui avait à se faire pardonner d'avoir viré capot juste avant les élections. Opportunisme ? Reste qu'avant de rejoindre la troupe de Jean Chrétien, M. Harvey ne s'était pas gêné pour critiquer les libéraux. Il avait d'ailleurs voté contre le projet de loi C-20 sur la clarté référendaire, que M. Chrétien lui-même dit considérer comme une des plus grandes législations de son gouvernement.

Au Bloc, c'était le chef, Gilles Dupeppe, qui avait irrité des militants en nommant d'autorité « son » candidat, Noël Tremblay, la veille du déclenchement du scrutin. Ce faisant, il avait privé d'une as-

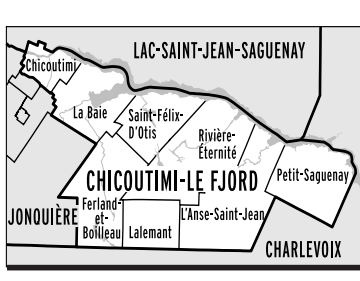
semblée d'investiture les partisans de Sylvain Gaudreault, un jeune qui « travaillait » le comté depuis un bon moment.

Des jeunes avaient démissionné d'instance du Bloc en guise de protestation. Et Mauril Desbiens, un militant souverainiste de longue date, s'était présenté comme indépendant pour « recueillir » les votes des bloquistes fâchés contre leur chef.

Or, faut croire qu'on en voulait plus au chef bloquiste : à 23h21 hier, avec les résultats de 176 des 183 bureaux de scrutin, André Harvey menait par près de 5000 votes (19 243 contre 14 519 pour Noël Tremblay). Quant à Mauril Desbiens, il a récolté 3690 votes.

Samedi, lors d'une visite à Chicoutimi, Gilles Dupeppe avait commis un lapsus : « Je suis persuadé que c'est André Harvey qui sera le député le 27 au soir. » En fait, ce n'était pas un lapsus.

CHICOUTIMI-LE FJORD



RÉSULTATS de 2000

MAURIL DESBIENS (IND)	3 786
➤ ANDRÉ HARVEY (LIB)	20 005
ALAIN RANGER (NPD)	692
DOUGLAS SCHOEDER-TABAH (AC)	2 001
NOËL TREMBLAY (BQ)	15 086
183 BUREAUX SUR 183	



Photo: Jeannot Lévesques, collaboration spéciale

André Harvey, en compagnie de sa petite-fille.

Georges Farrah est élu

JEAN GUENETTE
collaboration spéciale

Avec 14 774 votes le candidat libéral Georges Farrah a été élu hier soir avec une majorité de plus de 2496 voix dans la circonscription de Bonaventure—Gaspé—Îles-de-la-Madeleine—Pabok. Il a défait son opposant bloquiste Raynald Blais qui obtient 12 320 votes. C'était le décompte au moment d'aller sous presse avec 149 sections sur 186.

Le nouveau député libéral Georges Farrah, qui a oeuvré plus de 15

ans en politique provinciale avant de faire le saut dans l'arène fédérale, était comblé par sa victoire avec plus de 52 % du vote. « C'est un sentiment de satisfaction car ce fut une campagne éprouvante, le comté est grand. Il y a beaucoup de travail à faire avec les dossiers de l'usine de la Gaspésie de Chandler, le dossier de l'assurance-emploi et il ne faut pas oublier le dossier des pêches, explique Georges Farrah. Ce fut une campagne relativement propre avec mes adversaires. Je crois que les citoyens ont vu en moi un homme d'expérience qui fera la différence. Un

homme d'ici qui va les défendre à Ottawa et non un homme d'Ottawa dans la région. »

De son côté le candidat bloquiste Raynald Blais qui a obtenu 43 % du suffrage était déçu du résultat du vote. « J'accepte le verdict de la population. Je tiens à féliciter le gagnant. J'espère qu'il va respecter ses promesses. Je vais continuer à défendre les intérêts des gens de la région. Ce fut une campagne qui m'a permis de rencontrer beaucoup de gens et leurs situations de crise, explique le candidat défait. C'était une bataille à deux et une polarisa-

tion des votes. Je vais continuer à défendre la région, comme journaliste, syndicaliste et politicien. C'est le même combat qui se poursuit. »

Le taux de participation des 54 068 électeurs inscrits était de 53 %, selon les dernières données disponibles.

La candidate de l'Alliance canadienne, Linda Fournier, n'a reçu l'appui que de 661 électeurs alors que le candidat du Nouveau Parti démocratique, Fred Kraenzel, n'a pu faire mieux que 493 votes.

Notons que le Parti conservateur

n'avait pas présenté de candidat dans la circonscription. Ce qui explique peut-être selon plusieurs que le vote traditionnel des conservateurs soit passé au libéral.

Lors de la dernière campagne électorale en 1997, le bloquiste Yvan Bernier (aujourd'hui retiré) avait gagné l'élection par une faible majorité de 179 voix sur le libéral de l'époque Patrick Gagnon.

La circonscription de Bonaventure—Gaspé—Îles-de-la-Madeleine—Pabok couvre un immense territoire de plus de plus de 12 000 km carrés et compte une population de 75 543 personnes.

ÉLECTIONS 2000 LE CHOIX DES CANADIENS

AILLEURS AU CANADA*

PARTI	TERRE-NEUVE		NOUVELLE-ÉCOSSE		ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD		NOUVEAU-BRUNSWICK		ONTARIO		MANITOBA		SASKATCHEWAN		ALBERTA		COLOMBIE-BRITANNIQUE	
	2000	1997	2000	1997	2000	1997	2000	1997	2000	1997	2000	1997	2000	1997	2000	1997	2000	1997
PARTI LIBÉRAL	5	4	4	0	4	4	6	3	100	101	5	6	1	1	1	2	6	6
ALLIANCE CANADIENNE**	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	4	3	10	8	24	24	27	25
PARTI CONSERVATEUR	2	3	4	5	0	0	3	5	0	1	1	1	0	0	1	0	0	0
NPD	0	0	3	6	0	0	1	2	1	0	4	4	3	5	0	0	1	3
AUTRES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	7	7	11	11	4	4	10	10	0	103	0	14	0	14	0	26	0	34

* Répartition des sièges au moment de mettre sous presse.

** En 1997, le Parti réformiste

Stockwell Day se heurte au mur de l'Ontario

C'est le même Ontario qui avait fermé la porte à Preston Manning en 1997

GÉRALD LEBLANC

Tout le monde avait, hier soir, les yeux rivés sur l'Ontario où se jouait le sort autant du libéral Jean Chrétien que de l'allianciste Stockwell Day.

C'est l'Ontario qui avait donné 101 sièges aux libéraux en 1997 et leur avait permis de former un gouvernement majoritaire.

C'est le même Ontario qui avait fermé la porte à Preston Manning, alors leader du Reform Party devenu l'Alliance canadienne, qui cherchait à sortir son parti de l'Ouest.

Durant toute la campagne électorale, les sondages laissaient présager, comme en 1993 et 1997, un balayage libéral permettant à Jean Chrétien d'être le premier contemporain à former trois gouvernements majoritaires d'affilée.

Quand la télévision nous a appris que les libéraux avaient repris huit des 20 sièges perdus en 1997 dans le bloc de l'Atlantique, la pression est devenue encore plus forte pour les alliancistes de briser le monopole libéral sur l'Ontario.

Les premiers résultats en provenance de l'Ontario ressemblaient à une litanie de libéraux élus, à Toronto certes, mais aussi un peu partout dans la province qui compte le tiers des députés du Canada. Même les circonscriptions des petites villes de province, comme Kitchener et Peterborough, ont reconduit leur député libéral.

L'Alliance n'a finalement remporté que deux sièges en Ontario, qui a aussi élu un néo-démocrate. Ce qui laisse 100 sièges sur 103 aux libéraux alors que c'était 101 sur 103 en 1997. De la suite dans

les idées, ces Ontariens !

Comme l'indiquaient les sondages, les Ontariens, qui traversent une autre période de très grande prospérité, n'éprouvent plus l'admiration d'antan pour le petit gars de Shawinigan, mais la désaffection n'a pas suffi à briser la résistance à l'endroit de l'expérimenté *preacher* albertain, Stockwell Day.

« Les Ontariens votent pour le budget de Paul Martin » disait le président d'une firme de sondage pour expliquer ce vote en faveur d'un premier ministre impopulaire. Et le prestigieux quotidien *Globe and Mail* a demandé aux gens de voter libéral, en espérant que Paul Martin remplace Jean Chrétien le plus vite possible.

Seule consolation pour Stockwell Day, le pourcentage du vote populaire, passé de 18,7 à 19,1 % de 1993 à 1997, atteint 25 % cette fois-ci.

Même en formant l'opposition officielle avec ses 60 députés réformistes, tous de l'Ouest, Preston Manning ne pouvait pas plus prétendre parler au nom de l'ensemble canadien que le Bloc québécois. Ce sera la même chose pour Stockwell Day, avec ses 68 députés et le statut d'opposition officielle.

C'est finalement l'ultime leçon de ces élections, les troisièmes en sept ans où Jean Chrétien se maintient au pouvoir sans vraiment recevoir l'appui de la majorité des Franco-Québécois et des Westerners.

On a souvent dit que le meilleur allié du Bloc et du Reform était Jean Chrétien lui-même, incarnation du refus des différences régionales, mais on peut tout aussi bien dire que les plus grands alliés de Jean Chrétien sont ces mêmes adversaires régionaux du Québec et de l'Ouest.



La ministre libérale Sheila Copps, tout sourire, a voté dans sa circonscription d'East Hamilton, en Ontario.

Photo PC

Les libéraux regagnent une partie du terrain perdu dans les Maritimes

ISABELLE HACHEY

LA DÉCONFITURE du Parti libéral du Canada (PLC) dans les provinces atlantiques n'aura duré que le temps d'un mandat. Après avoir infligé une giflette retentissante aux troupes de Jean Chrétien, en 1997, les électeurs ont finalement décidé, hier, de leur accorder une nouvelle chance.

Le PLC a repris une partie du terrain perdu en remportant 19 des 32 sièges que comptent les quatre provinces atlantiques. Le Parti conservateur (PC) conserve neuf circonscriptions, tandis que le Nouveau Parti démocratique (NPD) doit se contenter de quatre sièges. L'Alliance canadienne, considérée comme un « parti de l'Ouest » dans les Maritimes, n'aura réussi qu'à diviser les votes de la droite au profit du PLC.

Le nouveau porte-flambeau libéral dans les provinces atlantiques, le ministre de l'Industrie Brian Tobin, l'a emporté dans sa circonscription de Terre-Neuve avec une confortable majorité de près de 11 000 voix. L'autre poids lourd libéral de la région, Bernie Boudreau, n'a toutefois pas réussi à arracher son siège à la dramaturge néo-démocrate Wendy Lill, en Nouvelle-Écosse.

En 1997, les électeurs des provinces atlantiques avaient clairement fait savoir leur mécontentement aux candidats de Jean Chrétien. De 31 sièges (sur un total de 32), les libéraux avaient chuté à seulement 11, au profit des conservateurs (13) et des néo-démocrates (8). Cet important revers a été largement attribué à la réforme de l'assurance-emploi, durement ressentie par les travailleurs saisonniers des Maritimes.

Mais la colère semble s'être assoupie. En Nouvelle-Écosse, le chef du NPD, Alexa McDonough, conserve son siège dans Halifax, mais elle retournera avec une équipe ré-

duite à la Chambre des communes. Trois néo-démocrates et un conservateur cèdent leurs sièges à des libéraux dans cette province qui avait totalement balayé le PLC en 1997. Dorénavant, la Nouvelle-Écosse compte quatre députés conservateurs, quatre députés libéraux et trois députés néo-démocrates.

Au Nouveau-Brunswick, le libéral Dominic LeBlanc, fils de l'ancien gouverneur général Roméo LeBlanc, a fait mordre la poussière à Angéla Vautour, qui avait été élue sous la bannière du NPD en combattant la réforme de l'assurance-emploi, mais qui avait rallié le camp conservateur en cours de route.

Le néo-démocrate Yvon Godin conserve son siège dans Acadie-Bathurst. Du côté libéral, la ministre de la Santé Claudette Bradshaw a été réélue avec une bonne majorité, tandis que l'ancien solliciteur général, Andy Scott, a profité de la division des votes de la droite entre le PC et l'Alliance. Dans l'ensemble du Nouveau-Brunswick, six sièges reviennent au PLC, trois au PC et un seul au NPD.

À Terre-Neuve, les libéraux ont fait un gain aux dépens des conservateurs, dans la circonscription de Burin-Saint-Georges, où le transfuge Bill Matthews, qui est passé du PC au PLC en cours de mandat, a été réélu. Le PLC détient maintenant cinq sièges dans cette province, contre deux pour les conservateurs.

Les libéraux conservent leur château fort de l'Île-du-Prince-Édouard, dont les quatre sièges demeureront rouges pour un troisième mandat libéral consécutif. Le solliciteur général du Canada, Lawrence McAuley, fait partie des libéraux réélus dans cette province.

Alliance se taille la part du lion dans l'Ouest

MARC THIBODEAU

DE FAÇON prévisible, l'Alliance canadienne s'est taillé hier la part du lion des comtés des provinces de l'Ouest.

Les résultats préliminaires disponibles avant minuit indiquaient que la formation de Stockwell Day allait consolider son emprise sur la région, en ajoutant environ une dizaine de députés au total de 57 dont elle disposait au moment du déclenchement des élections.

Le parti devait notamment gagner une confortable majorité de sièges en Saskatchewan, en Alberta ainsi qu'en Colombie-Britannique. Le Nouveau Parti démocratique (NPD) et les libéraux, qui espéraient conserver leurs modestes assises politiques dans l'Ouest, lui livraient une bataille plus rude au Manitoba, où un gain de quelques sièges était néanmoins prévisible.

M. Day, lui-même, a été facilement réélu dans le comté d'Okanagan-Coquihalla, en Colombie-Britannique, où il avait remporté 70 % des voix lors d'une élection partielle, en septembre. Son prédécesseur, Preston Manning, a été réélu dans Calgary-Sud-Ouest.

Barry Kay, professeur de sciences politiques à la Wilfrid Laurier University, en Ontario, prédisait hier après-midi, avant la fermeture des bureaux de scrutin, que ce serait surtout le NPD qui ferait les frais de la montée de l'Alliance.

Les libéraux, selon lui, devaient perdre deux sièges sur leur total de 19, en incluant ceux qu'ils occupaient dans les Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut. Au moment de mettre sous presse, ils menaient dans 15 comtés.

Les enjeux étaient particulièrement importants pour les troupes de Jean Chrétien dans le comté d'Edmonton-Ouest, où la ministre de la Justice libérale, Anne McLellan a dû lutter bec et ongles pour défendre son siège face à l'allianciste Betty Unger, qu'elle a finalement battue par 770 votes. Le ministre de l'Environnement, David Anderson, était légèrement en avance dans la circonscription de Victoria, qu'il avait remporté par 3000 voix en 1997.

Le ministre des Ressources naturelles, Ralph Goodale, qui était menacé dans son comté de Wascana, en Saskatchewan, par la grogne des agriculteurs, a réussi quant à lui à conserver son siège. Son collègue David Kilgour a réussi à faire de même dans Edmonton-Sud-Est.

Pour les conservateurs, qui ne comptaient qu'un seul député dans l'Ouest avant le déclenchement des élections — dans le comté de Brandon-Souris, au Manitoba — la pêche devait s'avérer aussi maigre qu'en 1997. Le chef du parti, Joe Clark, a néanmoins gagné son pari face au candidat Eric Lowther dans le comté de Calgary-Centre.





















Le NPD, en vertu des prévisions de M. Kay, devait s'attendre à perdre une demi-douzaine de ses 12 sièges dans les provinces de l'Ouest aux mains de l'Alliance mais aussi des libéraux. Les résultats disponibles au moment de mettre sous presse indiquaient un recul plus modeste de trois sièges.

Le comté de Churchill River, en Saskatchewan, a notamment basculé aux mains des libéraux alors que celui de Kamloops, Thomson and Highland Valleys, en Colombie-Britannique, a été pris par les alliancistes. Le populaire député néo-démocrate Svend Robinson a su résister pour sa part aux assauts des autres partis.

ÉLECTIONS 2000 LE CHOIX DES CANADIENS

TÊTES D'AFFICHE*

* Résultats au moment de mettre sous presse.

 ANDRÉ BACHAND > PC RICHMOND / ARTHABASKA ÉLU	 JEAN CHRÉTIEN > PLC SAINT-AURICE ÉLU	 DENIS CODERRE > PLC BOURASSA ÉLU	 STÉPHANE DION > PLC SAINT-LAURENT / CARTIERVILLE ÉLU	 GILLES DUCEPPE > BQ LAURIER / SAINT-MARIE ÉLU
 GEORGES FARRAH > PLC BONAVENTURE / GASPÉ / ÎLES-DE-LA-MADELEINE / PABOK ÉLU	 ALFONSO GAGLIANO > PLC SAINT-LÉONARD / SAINT-MICHEL ÉLU	 ANDRÉ HARVEY > PLC CHICOUTIMI / LE FJORD ÉLU	 GÉRARD LATULIPPE > AC CHARLEBOURG / JACQUES-CARTIER BATTU	 NIC LEBLANC > AC SAINT-LAMBERT BATTU
 SERGE MARCIL > PLC BEAUHARNOIS / SALABERRY ÉLU	 PAUL MARTIN > PLC LASALLE / ÉMARD ÉLU	 GILBERT NORMAND > PLC BELLECHASSE / ETCHEMINS / MONTMAGNY / L'ISLET ÉLU	 PIERRE PAQUETTE > BQ JOLIETTE ÉLU	 PIERRE PETTIGREW > PLC PAPINEAU / SAINT-DENIS ÉLU
 LOUIS PLAMONDON > BQ BAS-RICHELIEU / NICOLET / BÉCANCOUR ÉLU	 DAVID PRICE > PLC COMPTON / STANSTEAD ÉLU	 LUCIENNE ROBILLARD > PLC WESTMOUNT / VILLE-MARIE ÉLUE	 SUZANNE TREMBLAY > BQ RIMOUSKI / NEIGETTE- ET-LA-MITIS ÉLUE	 DANIEL TURP > BQ BEAUHARNOIS / SALABERRY BATTU

Le Bloc faiblit mais ne se rend pas

MARTIN PELCHAT

Malgré le recul encaissé par le Bloc québécois, son chef, Gilles Duceppe, a tenu hier soir à avertir le Canada anglais que la question du Québec n'était pas réglée pour autant.

Cette question ne se réglera qu'au Québec et le Bloc poursuivra la lutte, a-t-il lancé vers minuit, devant ses militants réunis au Spectrum de Montréal. «La lutte du peuple du Québec passe quelques fois par des chemins plus difficiles mais, au plus profond de moi, je sais qu'un jour le Québec sera un pays, sera notre pays», a-t-il conclu.

Les dirigeants du Bloc affichaient un optimisme débordant en fin de campagne mais, au moment de mettre sous presse, le parti se dirigeait vers une décevante récolte de 38 comtés qui lui assureraient de justesse la majorité au Québec. M. Duceppe se montrait convaincu dimanche que le Bloc allait améliorer son score de 44 comtés en 1997. Ses proches parlaient même de 50 sièges.

«Le Bloc, dans cette campagne, a augmenté son vote populaire, a toutefois insisté M. Duceppe. On n'a pas le nombre espéré de députés, semble-t-il, mais il n'en demeure pas moins, au moment où je vous parle, qu'on a la majorité des sièges et cela a une certaine importance. Je demeure intimement per-

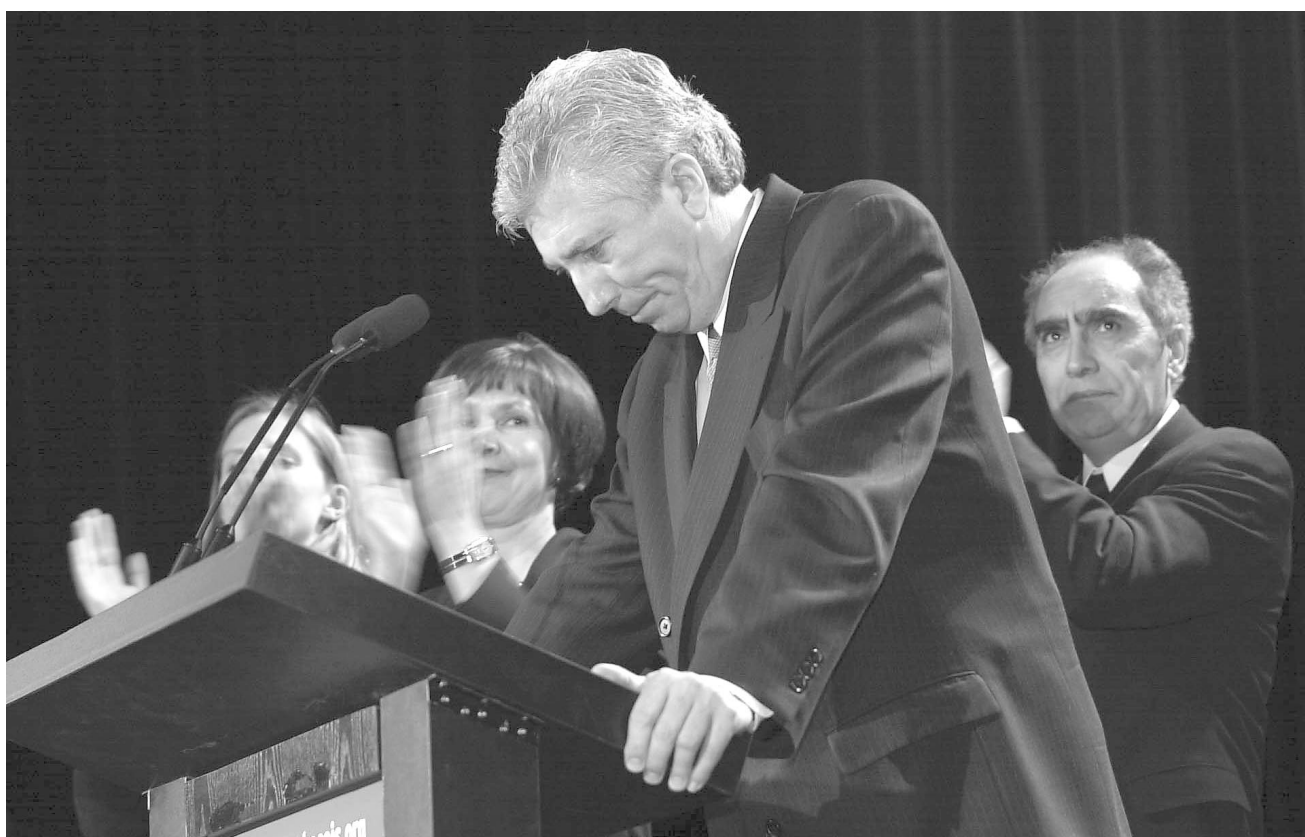


Photo MARTIN C. CHAMBERLAND, La Presse

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a été acclamé par ses troupes hier soir au Spectrum.

suadé qu'on a mené une belle campagne.»

M. Duceppe a félicité les chefs des autres partis, y compris M. Chrétien, pour leurs victoires personnelles, mais il a réservé un avertissement au chef libéral: «Il a un mandat majoritaire, je pense qu'il devrait l'exercer avec beaucoup de compassion», a-t-il dit, avant de réitérer sa demande de

siéger en décembre afin d'apporter des correctifs au régime d'assurance-emploi.

La campagne antifusions qui a pris le Bloc pour cible a visiblement fait mal dans la région de Québec, où la députée sortante de Louis-Hébert, Hélène Alarie, a perdu aux mains de la libérale Hélène Scherrer. Son collègue Jean-Paul Marchand, dans Québec-Est,

était pour sa part en difficulté au moment de mettre sous presse.

Le Bloc a également été incapable de prendre, comme il le prédisait, les comtés des transfuges libéraux de Chicoutimi-Le Fjord, Compton-Stanstead, Abitibi et Shefford, où André Harvey, David Price, Guy Saint-Julien et Diane Saint-Jacques ont été réélus. Dans la forteresse souverainiste de Chi-

coutimi, la décision de Gilles Duceppe d'imposer son candidat, Noël Tremblay, aux dépens d'un jeune militant, reviendra sans doute à hanter au moment des bilans.

Pendant que leur chef écoutait les résultats à la maison, les bloquistes rassemblés au Spectrum ont dû réfréner leur enthousiasme de fin de campagne très tôt en apprenant que la Gaspésie venait de leur glisser des mains. L'ancien député libéral provincial des Îles-de-la-Madeleine, Georges Farrah, a répondu aux attentes de son nouveau patron, Jean Chrétien.

Un autre ancien libéral provincial, Serge Marcil, a pour sa part infligé la défaite au député sortant, Daniel Turp, dans Beauharbois-Salaberry. Le Parti libéral a promis pendant la campagne d'ériger deux ponts dans le comté pour prolonger l'autoroute 30, au coût de 350 millions.

Un peu plus tard, la déception était manifeste au Spectrum quand Laval-Est est à son tour tombé aux mains des libéraux, puis Frontenac-Mégantic, où le député bloquiste Jean-Guy Chrétien avait gaffé en début de campagne en parlant de «faire chanter» un gouvernement libéral minoritaire.

Malgré une campagne presque impeccable de Gilles Duceppe, les organisateurs de son parti craignaient comme la peste un faible taux de participation. Ils insistaient fortement en soirée sur le fait que les données disponibles le situaient à environ 65%, par rapport à 73% en 1997.



Photo Reuters

Le chef conservateur Joe Clark et sa femme, Maureen McTeer, sortent du bureau de scrutin de Calgary où ils ont voté hier.

«On a réussi l'impossible!» s'écrie Clark

RICHARD LABBÉ

CALGARY — Il était environ 20h30, hier, lorsque le Metropolitan Center de Calgary a explosé. Enfin, la bonne nouvelle était arrivée: Joe Clark venait de gagner ses élections dans Calgary-Centre. Et surtout, il venait de battre Eric Lowther, le candidat de l'Alliance tant détesté par tous les fidèles du chef conservateur.

«Vous et moi, on a réussi l'impossible!» a commencé par dire Joe Clark à la centaine de fidèles, qui l'ont accueilli en hurlant «Joe!», «Joe!», «Joe!». Passant sans problème du français à l'anglais, il a enchaîné: «Je suis si fier d'avoir été élu ici. On était loin derrière, mais on a réussi ensemble. C'est la preuve qu'il n'y a rien d'impossible. On vient de prouver que le Parti progressiste-conservateur est une force essentielle dans le paysage politique canadien.»

M. Clark a poursuivi en remerciant ses proches, et en précisant l'importance d'un système de santé adéquat, tout en lançant un appel à l'unité canadienne. «Il y a déjà eu

assez de divisions dans ce pays», a-t-il ajouté.

Victoire pour M. Clark, donc. D'autant plus qu'à l'heure de mettre sous presse, le Parti conservateur était en voie de conserver son statut de parti officiel à la Chambre des communes, avec le minimum requis de 12 élus.

Mais, dans la petite salle du Met, cela ne faisait aucun doute: on était là avant tout pour célébrer la défaite de Eric Lowther, figure controversée qui a perdu moult plumes au cours des dernières semaines à Calgary.

«Il fallait gagner pour contrer Eric Lowther et l'Alliance», a lancé une dame dans la soixantaine, qui arborait fièrement un macaron blanc sur lequel il était simplement inscrit «Joe», en bleu bien évidemment. D'un même souffle, la dame a ajouté: «Vous savez ce qu'ils ont fait, les gens de l'Alliance? Ils ont passé les dernières semaines à briser nos affiches, à répandre leur propagande en faisant du porte à porte. Vous savez, c'est de cette façon que le nazisme a commencé!»

La salle a de nouveau explosé lorsque

l'écran a confirmé la deuxième grande victoire de la soirée: le triomphe de 12 députés conservateurs, permettant au PC d'obtenir un statut officiel à la Chambre des communes.

«C'est incroyable pour les Conservateurs, et Joe a fait des progrès énormes dans Calgary-Centre au cours des dernières semaines. On était confiants qu'il allait battre Lowther à la dernière minute, a soufflé Peter Yates, un jeune de 27 ans qui avait le profil du jeune professionnel. Joe a été le meilleur au cours des débats, et il est ici chez lui. De toute façon, par ici, on commence à en avoir assez des tactiques de Lowther. Il se comporte comme une brute dans une cour d'école.»

Cela ne faisait aucun doute: à Calgary-Centre, pourtant le château fort de l'Alliance, ceux qui ont voté pour Clark l'ont fait pour mieux vaincre Lowther. Avec ses tactiques plus ou moins «propres», ce dernier s'est attiré les foudres des artistes, des gays, et même des libéraux. En pleine campagne, les supporters de Joe Clark n'avaient-ils pas exhorté tout ce beau monde à voter pour «Joe», afin de «battre Eric Lowther»?

Ils peuvent maintenant dire «mission accomplie».

Alexa McDonough pourrait se sentir seule en Chambre

Presse Canadienne

HALIFAX — Alexa McDonough a remporté une victoire facile dans sa circonscription d'Halifax, hier, mais elle pourrait se sentir seule à son retour à la Chambre des communes.

Même si le leader néo-démocrate a devancé par une large majorité le candidat libéral Kevin Little, ses partisans avaient le triomphe un peu triste. Ils étaient préoccupés par le recul subi par le parti, qui a perdu la moitié des huit sièges qu'il détenait dans les Maritimes.

Mme McDonough leur a toutefois rappelé que les succès du NPD aux élections de 1997 constituaient un exploit sans précédent pour ce parti.

«Trois ans et demi plus tard, nous devons à notre tour naviguer sur une mer plus agitée», a-t-elle déclaré dans une brève allocution devant ses partisans.

Elle a toutefois souligné que les néo-démocrates demeurent bien présents dans les Maritimes, malgré la vague libérale qui a balayé la région.

«Les gens ont réaffirmé que le NPD constituait une puissance politique, fortement enracinée dans cette région, a-t-elle déclaré. Nous allons continuer d'être la puissance qui dénonce le patronage et l'intimidation en politique.»

En fin de soirée, le NPD semblait en voie de conserver son statut de parti officiellement reconnu à la Chambre des communes. Il avait remporté ou détenait l'avance dans 13 circonscriptions, alors que le minimum requis de sièges pour obtenir cette reconnaissance est de 12.



Photo PC

Le chef du NPD, Mme Alexa McDonough, salue ses partisans à Halifax à la suite de sa réélection.

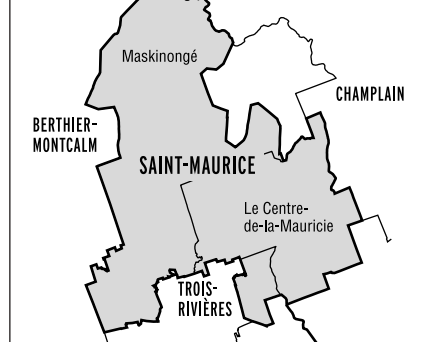
ÉLECTIONS 2000 LE CHOIX DES CANADIENS

LES COMTÉS DES CHEFS*

* Résultats partiels au moment de mettre sous presse.

SAINT-MAURICE
QUÉBEC
JEAN CHRÉTIEN > PLC
 23 345

Sylvain Archambault (COM)	220
Pierre Blais (PC)	966
Raymond Chase (NPD)	359
François Marchand (BQ)	16 821
Jean-Guy Mercier (AC)	1 458



CALGARY-CENTRE
ALBERTA
JOE CLARK > PC
 26 356

Michael Alvarez-Toye (PV)	1 169
Margaret Peggy Askin (ML)	133
Don LePan (NPD)	1 604
Joanne Levy (LIB)	5 704
Eric Lowter (AC)	21 962
Beverly Smith (IND)	304



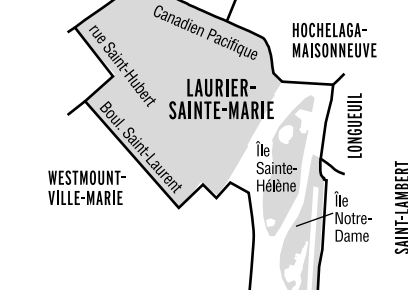
OKANAGAN-COQUIHALLA
COLOMBIE-BRITANNIQUE
STOCKWELL DAY > AC
 28 799

Tom Chapman (LIB)	9 915
Ken Ellis (NPD)	4 096
Clay Harmon (SA)	95
Elizabeth Innes (LN)	167
Harry Naegel (PV)	1 111
Dorothy-Jean O'Donnell (ML)	116
Gordon John Seiter (PC)	2 927
Larry Taylor (AC)	463
Teresa Taylor (PM)	838



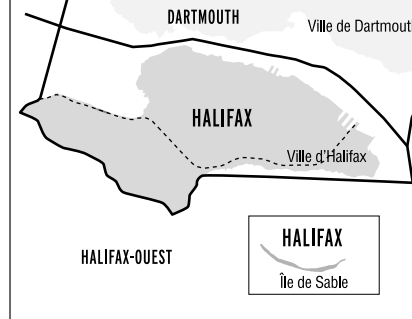
LAURIER-SAINTE-MARIE
QUÉBEC
GILLES DUCEPPE > BQ
 23 472

Ginette Boutet (ML)	277
Richard Chartier (NPD)	2 121
Jean Philippe Côté (LIB)	11 429
Dylan Perceval-Maxwell (PV)	2 170
Stéphane Prud'homme (AC)	957
Marc-Boris St-Maurice (PM)	2 156
Jean-François Tessier (PC)	1 889



HALIFAX
NOUVELLE-ÉCOSSE
ALEXA McDONOUGH > NPD
 16 567

Amery Boyer (AC)	2 346
Kevin Dumont Corkill (ML)	114
Paul Fitzgibbons (PC)	7 259
Kevin Little (LIB)	13 600
Michael G. Oddy (PV)	607
Mike Patriquen (PM)	623



Une victoire accueillie avec modestie



GILLES TOUPIN

SHAWINIGAN — Le « p'tit gars de Shawinigan » a accueilli avec la plus grande modestie vers minuit hier son éclatante victoire en rendant hommage d'abord à ses électeurs de Saint-Maurice et à ses adversaires politiques, les enjoignant de tourner la page sur une campagne trop négative pour l'aider à construire le Canada du XXI^e siècle.

« Bienvenue dans le nouveau millénaire ! », a-t-il lancé avec émotion avec son épouse Aline à ses côtés.

« Mes premiers mots sont pour remercier mes électeurs du comté de Saint-Maurice qui m'ont réélu pour la onzième fois ce soir », venait de déclarer Jean Chrétien dès son arrivée à son quartier général à Shawinigan.

« Les Canadiens ont renouvelé leur confiance en notre programme et en mon leadership, a affirmé le chef libéral. C'est avec grande humilité qu'une fois de plus j'accepte cet honneur et cette responsabilité. Je promets de travailler fort chaque jour pour continuer de mériter votre appui. »

Jean Chrétien a tenu aussitôt à rendre hommage à Stockwell Day, à Gilles Duceppe, à Joe Clark et à Alexa McDonough pour la lutte acharnée qu'ils ont menée au cours de la campagne, soulignant qu'ils ont désormais de « grandes responsabilités aux Communautés ».

Puis, il a parlé de la tâche qui l'attendait. « Ce n'est pas facile d'être premier ministre, a-t-il confié. C'est difficile. J'espère que tout

le monde va oublier ce qui s'est passé. Il faut tourner la page. Il faut se donner la main. Que nous soyons de l'Est, du Québec de l'Ouest, du Nord, nous sommes tous une très belle famille, la famille canadienne. »

Le chef du gouvernement a promis d'affronter les problèmes sociaux qui subsistent au Canada, rappelant, comme il l'a souvent fait au cours de la campagne, que le gouvernement pouvait jouer un rôle positif au sein de la société.

Quant à sa percée au Québec, une première majorité des voix pour le PLC depuis 1980, a-t-il souligné, M. Chrétien l'a qualifiée de « très valorisante pour lui ». Le député de Saint-Maurice a aussi insisté sur la présence libérale dans chacune des provinces du pays, sauf une.

Dans un des moments les plus touchants de son discours, le premier ministre a serré son épouse Aline contre lui et lui a rendu un vibrant hommage. « Il y a une personne que je veux remercier plus que quiconque, ma femme Aline, a-t-il dit. Tout le monde sait que sans elle je n'aurais pas réussi ce que j'ai réussi. Elle est encore pour moi le roc de Gibraltar. »

« On va utiliser cette majorité, a conclu le premier ministre, pour s'assurer que le Canada progressera au XXI^e siècle. »

Jean Chrétien était réélu hier à la Chambre des communes pour la douzième fois en trente-sept ans de vie politique, dont onze dans son comté de Saint-Maurice. Il est ainsi devenu le second premier ministre canadien français libéral de l'histoire du Canada, après Wilfrid Laurier, à mener son parti à une troisième majorité consécutive — un rêve qu'il chérissait depuis toujours.



Jean Chrétien est félicité par ses militants dans son comté.

Photo ROBERT MAILLOUX, La Presse ©

Pari perdu pour Stockwell Day

La percée espérée en Ontario n'a pas eu lieu



VINCENT MARISSAL

PENTICTON (C.-B.) — Stockwell Day a perdu son pari.

Celui qui devait transformer le très régional Parti réformiste en une véritable alliance canadienne n'a non seulement pas réussi à chasser les libéraux du pouvoir, mais il a également échoué à supplanter les conservateurs comme seul meneur de la droite canadienne. La division du vote de droite aura encore une fois coûté cher à l'Alliance canadienne en Ontario, où les libéraux ont récolté 100 comtés.

Le chef allianciste, Stockwell Day, a appelé le premier ministre Jean Chrétien peu après 23 h pour le féliciter. « Il a obtenu la confiance (des Canadiens) et le droit de gouverner et moi, je vais continuer à être le chef de l'opposition, a-t-il dit aux gens de son comté d'Okanagan-Coquihalla. Nous sommes toujours la seule solution pour ceux qui souhaitent opter pour une alternative fédérale et nous allons y travailler pendant les prochaines années. »

Constatant que les Canadiens lui ont dit « pas maintenant », M. Day affirme avoir trouvé dans les résultats d'hier soir le courage de continuer. « Nous sommes le seul parti à avoir augmenté ses appuis dans toutes les régions du pays », a-t-il lancé en concédant la victoire à son adversaire libéral.

Les alliancistes qui caressaient de grands rêves en début de campagne n'avaient finalement pas grand chose à célébrer hier soir. Au moment d'aller sous presse, leur total de sièges tournait autour de

67 ou 68, soit seulement huit ou neuf de mieux qu'en 1997.

Ils ont fait quelques gains dans l'Ouest, mais il n'ont même pas réussi à battre le chef conservateur Joe Clark dans Calgary-Centre, ce qui aura constitué une des grandes déceptions de la soirée pour les stratèges et ses supporters.

À peine l'écran géant de la salle du centre des conférences de Penticton venait-il de s'allumer, à 19h, que les 500 militants de Stockwell Day ont reçu une tonne de briques sur la tête quand CTV a annoncé que les libéraux allaient former un troisième gouvernement majoritaire de suite.

Le directeur de la campagne allianciste, Rod Love, reconnaissait quelques minutes plus tard que la percée tant espérée en Ontario n'aurait pas lieu. « Il faudra voir combien de comtés les libéraux ont gagné à cause de la division du vote (entre Alliance et Parti conservateur) », a-t-il expliqué.

Dès le début de la soirée électorale, qui a commencé vers 17h30 en Colombie-Britannique en raison du décalage horaire, il était devenu évident que l'Alliance canadienne aller rester une force politique marginale à Terre-Neuve, dans les Maritimes et au Québec.

M. Day et ses stratèges ne se faisaient pas d'illusion en termes de sièges remportés dans ces cinq provinces, en particulier au Québec, mais les 9 % de votes recueillis en Atlantique ont été reçus hier soir à Penticton comme la première douche froide de la soirée.

Après quelques succès de foule dans le sud-ouest du Nouveau-Brunswick, l'Alliance canadienne avait tout de même quelques espoirs dans ce coin de pays.

Ce sont toutefois les premiers résultats en Ontario qui ont achevé l'enthousiasme des supporters de Stockwell Day. Vers 22h30, heure

de Montréal, les grands réseaux de télévision accordaient 100 comtés (sur 103) aux libéraux.

Pris de vitesse par Jean Chrétien, Stockwell Day a néanmoins réussi à mener une campagne vigoureuse. Il se sera battu jusqu'à la fin, prononçant un dernier discours samedi soir à 23h30 sur la piste d'atterrissage de Kelowna par une nuit froide devant une poignée de militants.

Après une entrée fracassante sur la scène fédérale, l'été dernier quand il a battu Preston Manning pour devenir le chef de la nouvelle Alliance canadienne, Stockwell Day a connu une campagne difficile.

Assez difficile pour que certaines personnes dans son propre parti laisse entendre au cours des derniers jours que cette première campagne pourrait bien être la dernière du nouveau meneur de la droite.

À mots couverts, certains ont commencé à lui reprocher de ne pas avoir su former une véritable coalition avec les conservateurs ontariens. M. Day a essayé jusqu'à la limite, diffusant un long message de 15 minutes sur des chaînes de télévision privées dimanche, en Ontario exclusivement.

Vendredi, à Calgary, Preston Manning a supplié les Ontariens de donner une chance à son chef, de l'évaluer à la lumière de son programme et de sa personnalité, et non de s'en remettre aux « messages » véhiculés par les libéraux à son sujet.

Mais la percée cruciale en Ontario ne s'est pas produite et les proches collaborateurs de Stockwell Day ont revu ces derniers jours leurs prévisions - et leurs espoirs - à la baisse. Dimanche, en privé, ils tentaient de s'encourager en disant qu'une récolte de quatre à cinq comtés en Ontario serait somme toute très bien.



Photo PC

« Nous sommes le seul parti à avoir augmenté ses appuis dans toutes les régions du pays », a prétendu Stockwell Day, devant ses partisans.

Le premier ministre conservateur de l'Ontario, Mike Harris, contrairement à son collègue albertain, Ralph Klein, a refusé de s'engager officiellement en faveur de Stockwell Day. Seuls quelques uns de ses ministres ont décidé, de façon individuelle, de faire campagne pour l'Alliance canadienne.

Un appui formel de Mike Harris — et surtout de sa puissante machine électorale — aurait pu faire toute la différence, mais le chef de l'Alliance canadienne a dû se contenter d'une lettre de félicitations envoyée hier par le premier ministre ontarien.

« L'important, dans de telles circonstances, c'est de se dire que l'on a fait du mieux que l'on pouvait », a écrit Mike Harris, d'un ton qui ressemblait déjà davantage à un mot de consolation au deuxième de la course qu'un bravo au vainqueur.

M. Day se fera certainement re-

proché dans les prochains jours de n'avoir pas su donner un rôle plus visible à Tom Long, son adversaire à la direction du parti, mais surtout un stratège redouté qui a orchestré les deux victoires de Mike Harris.

Quand il est allé voter, hier matin à 7h30 dans son comté d'Okanagan-Coquihalla, Stockwell Day avait encore espoir d'améliorer son sort de chef de l'opposition en renforçant ses appuis dans l'Ouest.

Paradoxalement, un quasi balayage allianciste dans l'Ouest n'est pas nécessairement une bonne nouvelle pour Stockwell Day, puisque cela ne ferait que consacrer encore davantage le caractère régional des anciens réformistes, malgré un nouveau nom et un nouveau chef.

Dès le premier jour, la campagne de Stockwell Day a dérapé à cause d'erreurs de recrue, de problèmes de communication entre le quartier général et les régions et des déclarations à l'emporte-pièce de certains candidats et organisateurs nationaux à propos, notamment, de l'avortement, de la santé, des programmes sociaux, de l'immigration et des relations avec les autochtones.

Stockwell Day n'a pas réussi non plus à rassurer les Canadiens sur l'étanchéité de la cloison qui doit séparer ses croyances religieuses et les affaires de l'État.

Au Québec, l'Alliance canadienne aura réussi l'exploit de trouver et de présenter 74 candidats sur 75 comtés en un temps record, ce que l'ancien Reform Party n'aurait jamais été capable de faire.

L'Alliance canadienne croupit néanmoins largement sous la barre de 10 % d'appuis au Québec et son chef, que beaucoup de Québécois continuent d'appeler « M. Wellday », reste un mystère, voire une menace, aux yeux de bien des gens.

ÉLECTIONS 2000



LE CHOIX DES CANADIENS

Bon soldat, Paul Martin félicite son chef

JEAN-FRANÇOIS BÉGIN

Le ministre des Finances, Paul Martin, s'est fait élogieux envers son chef, Jean Chrétien, hier soir, même si l'élection d'un gouvernement majoritaire a probablement retardé le moment où il pourra espérer accéder à la tête du Parti libéral du Canada.

« Je veux féliciter le premier ministre Jean Chrétien pour l'effort magnifique, pour la victoire d'aujourd'hui : trois fois un gouvernement majoritaire, c'est vraiment quelque chose d'historique », a-t-il aux quelques centaines de militants venus l'entendre dans une salle de réception de LaSalle, peu après 23 h.

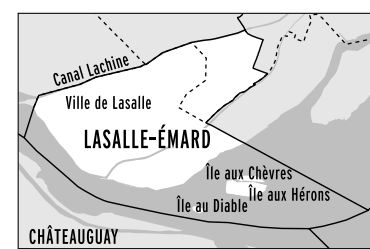
Dans un bref point de presse devant les très nombreux représentants des médias présents, M. Martin s'est comporté en bon soldat et a soigneusement évité les déclarations controversées. « J'ai dit très clairement que ce que je voulais d'abord et avant tout était de gagner cette élection et d'obtenir un gouvernement majoritaire. J'aime beaucoup le fait d'être ministre des Finances, il y a des défis immenses pour ce pays », a-t-il dit.

Va-t-il aller jusqu'au bout de son mandat (son quatrième depuis 1988), alors que Jean Chrétien semble encore bien en selle ? « La réponse est oui, j'ai l'intention de compléter mon mandat », a dit M. Martin. « C'est notre responsabilité de continuer de bien gouverner, mais aussi de reconnaître (...) que nous devons assurer une culture d'innovation pour l'économie de demain et de protéger les plus vulnérables de notre société. »

« Ce que je voulais, c'est un gouvernement majoritaire, j'ai travaillé très fort pour l'avoir, je suis très content et je dois féliciter le premier ministre et tous mes collègues, d'ailleurs. »

Au moment de mettre sous presse, Paul Martin se dirigeait vers une autre victoire colossale : après le dépouillement d'à peine 16 bureaux de vote, il détenait déjà

LASALLE-ÉMARD



RÉSULTATS de 2000

DAVID BERNANS (NPD)	837
GILLES BIGRAS (PLN)	273
GIUSEPPE JOE DE SANTIS (AC)	1 806
DENIS MARTEL (BD)	11 805
► PAUL MARTIN (LIB)	32 068
DEEPAK T. MASSAND (PC)	1 111
IRMA ORTIZ (COM)	107
MATHIEUX ST-CYR (PM)	765
204 BUREAUX SUR 204	

une avance de près de 1000 voix sur son plus proche adversaire, le bloquiste Denis Martel. M. Martin, qui représente la circonscription de LaSalle-Émard depuis 12 ans, avait recueilli près de 61 % des suffrages en 1997, loin devant son opposant du Bloc québécois (24 % des voix).

Le spectre de Paul Martin n'a cessé de hanter Jean Chrétien au cours de la campagne qui s'est terminée hier. Lors du débat en anglais le leader conservateur, Joe Clark, a enfoncé le clou, accusant le premier ministre de n'avoir déclenché des élections que pour que « Paul Martin n'ait pas (son) job ».

Dans les jours suivants, plusieurs députés et ministres libéraux ont fait savoir qu'ils jugeaient que M. Chrétien devrait partir. « Jean Chrétien est un boulet pour le parti », a dit l'un d'eux, selon qui « Paul Martin aurait mieux fait ». Deux jours avant le scrutin, le *Globe and Mail* est allé jusqu'à suggérer à ses lecteurs de voter pour le Parti libéral, dans un éditorial intitulé « Pourquoi nous recommandons un vote pour Paul Martin »... Les prochains mois nous diront si les éditorialistes avaient raison.

Mario Laframboise gagne son pari contre Lise Bourgault

MARIE-CLAUDE GIRARD

L'EX-PRÉSIDENT DE l'Union des municipalités du Québec et préfet de la MRC Papineau, Mario Laframboise, l'a emporté ce matin du vote conservateur qui avait été assez important en 1997, à 21,54 %. Apparemment, le vote conservateur s'est séparé entre les deux candidats.

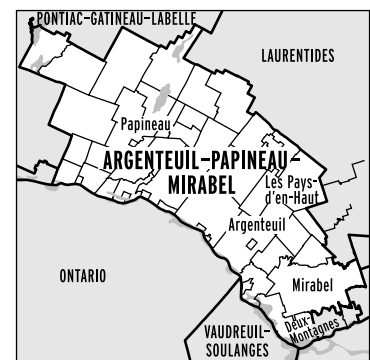
Forte de deux mandats sous Brian Mulroney, Mme Bourgault espérait aller chercher une partie du vote conservateur qui avait été assez important en 1997, à 21,54 %. Apparemment, le vote conservateur s'est séparé entre les deux candidats.

En fin de soirée, confiant de l'emporter, M. Laframboise a annoncé qu'il allait faire une priorité du prolongement des autoroutes 13 et 50, du développement de Mirabel et de la création d'un train de banlieue vers Montréal. Élu municipal depuis près de 20 ans, il avait admis que la question des fusions municipales au Québec risquait de faire mal à la campagne du Bloc. « Je pense que j'ai bien fait d'avancer le sujet dans mon comté. » Il sentait une grogne de la population à propos de la réforme municipale.

La brume qui a recouvert hier la circonscription d'Argenteuil-Papineau-Mirabel a plané une bonne partie de la soirée aux quartiers généraux de deux camps. On a eu chaud dans la campagne bloquiste : jusque dans les dernières minutes, M. Laframboise accusait un retard. Le combat a été dur dans le comté « des transfuges ». Mme Bourgault est une ancienne conservatrice devenue libérale. M. Laframboise était perçu comme proche de libéraux, mais s'est présenté avec le Bloc québécois.

Les intérêts de la circonscription sont aussi variés que ses dimensions sont énormes. Les 6344 km² du comté englobent un bout d'Ouataouais, une portion de Basses-Laurentides, de Mirabel à Oka.

ARGENTEUIL-PAPINEAU-MIRABEL



RÉSULTATS de 2000

PIERRE AUDETTE (PM)	934
GILLES BISSON (PV)	733
LISE BOURGULT (LIB)	21 081
DIDIER CHARLES (NPD)	550
LAURENT FILION (IND)	168
FRANCINE LABELLE (AC)	2 897
MARIO LAFRAMBOISE (BD)	21 713
MARIE-THÉRÈSE NAULT (PLN)	256
JEAN-DENIS PELLETTIER (PC)	1 846
230 BUREAUX SUR 230	

L'ouest, d'où est issu M. Laframboise, maire de Notre-Dame-de-la-Paroisse, Lachute devrait voter davantage pour Mme Bourgault tandis que Mirabel pencherait du côté du Bloc.

Le suspense a duré jusqu'à deux heures du matin. Tout au long de la soirée, les travailleurs bloquistes espéraient que l'avance de quelque centaines de votes de leur candidat tiendrait le coup.

Il était difficile d'oublier la campagne électorale à Lachute, la rue Principale ayant été pratiquement réquisitionnée par les bloquistes et les libéraux. Les locaux électoraux sont à quelques pas l'un de l'autre. De même, les restaurants choisis pour aller célébrer la victoire — ou panser les blessures de la défaite — étaient à quelques minutes de marche.



Photo ROBERT NADON, La Presse

Réal Ménard a pu compter tout au long de la campagne sur sa collègue et députée provinciale de Hochelaga-Maisonnette, Louise Harel, ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole.

Hochelaga-Maisonnette fait confiance à Réal Ménard

RIMA ELKOURI

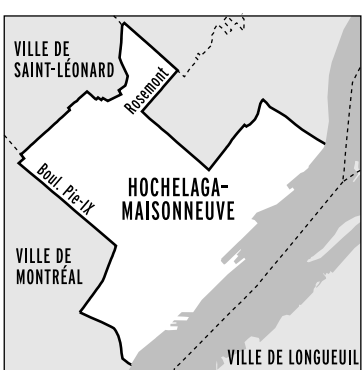
Le député bloquiste Réal Ménard a été réélu dans la circonscription de Hochelaga-Maisonnette, devançant son adversaire libéral, Louis Morena, de près de 5000 voix. « J'ai parlé d'enjeux très précis dans mon quartier et je crois que ça a trouvé des échos », a déclaré M. Ménard, qui prévoyait faire la fête toute la nuit aux côtés de ses partisans, réunis dans le local du Bloc québécois de la rue Ontario Est.

Dans les locaux du Parti libéral, quelques centaines de mètres plus loin, on avait beaucoup moins le cœur à la fête.

Les traits tirés, une épinglette représentant une fleur de lys posée sur une feuille d'érable à la boutonnière, Louis Morena confiait avoir fait de son mieux. « On a travaillé fort. Je suis prêt à accepter la décision des gens de Hochelaga-Maisonnette », a dit l'avocat en droit criminel de 54 ans, qui se présentait sous la bannière libérale pour la toute première fois.

Aux élections de 1997, Réal Ménard avait obtenu 46 % des suffrages, tandis que son adversaire libéral, Denise Malo, recueillait 34 % des votes. « La lutte n'a pas été plus difficile qu'en 1997, estime M. Ménard. Il y avait cette fois-ci plus de bénévoles, plus d'atmosphère. On a réussi à mettre des enjeux en évidence, particulièrement la lutte contre le crime organisé et la nécessité d'avoir une loi pour le réinves-

HOCHELAGA-MAISONNETTE



RÉSULTATS de 2000

PIERRE BIBEAU (COM)	274
CHRISTINE DANDENAULT (ML)	275
BENOIT HARBEK (PC)	1 751
► RÉAL MÉNARD (BD)	21 136
MILAN MIRICH (NPD)	798
LOUIS MORENA (LIB)	15 913
STEPHANIE MORENCY (AC)	1 502
ALEX NÉRON (PM)	1 247
205 BUREAUX SUR 205	

tissement communautaire des banques. »

« On avait en très, très bonne organisation, a insisté M. Ménard. Nous avons réussi à amasser 35 000 \$ en 35 jours dans un quartier ouvrier comme le nôtre ! C'est dire qu'il y avait une ferveur et un attachement pour le Bloc qui fait

plaisir. »

Député à la Chambre des communes depuis 1993, Réal Ménard, 38 ans, diplômé en sciences politiques (et d'ailleurs ancien élève du ministre Stéphane Dion), s'est notamment fait valoir par ses plaidoyers en faveur d'une loi anti-gang. En 1995, un enfant de 11 ans, Daniel Desrochers, a perdu la vie dans l'explosion d'une bombe, rue Adam, dans Hochelaga-Maisonnette. Le député du Bloc a alors entrepris avec la mère de la victime une vaste campagne demandant au gouvernement d'adopter une loi semblable à la loi antimafia en Italie et au RICO Act aux États-Unis.

Dans cette circonscription du sud-est de l'île où le taux de chômage est de 15 % et où le revenu moyen des ménages (31 922 \$) est bien en deçà de la moyenne provinciale (42 229 \$), tant les libéraux et les bloquistes ont tenté de mettre l'accent sur leurs programmes sociaux respectifs. Tournées des bingos, des salles communautaires, des HLM, des résidences de personnes âgées... Aucun effort sur n'a été ménagé sur le terrain. Mais si M. Morena n'a pas eu la faveur des électeurs, c'est qu'il ne représentait pas vraiment les habitants de la circonscription, fait valoir M. Ménard. « Mon adversaire n'habite pas Hochelaga-Maisonnette, il ne connaît pas la communauté. Je crois que les gens ont compris qu'il n'était pas le meilleur choix pour les représenter. »

ÉLECTIONS 2000 LE CHOIX DES CANADIENS

Le Bloc sauve de justesse le comté de Laval-Centre

SILVIA GALIPEAU

Basculera, basculera pas ? Basculera pas ! Malgré une lutte archiféroce menée par le candidat libéral, la députée bloquiste a finalement remporté la victoire hier : le comté de Laval-Centre restera aux mains du Bloc.

Madeleine Dalphond-Guiral a remporté de justesse sa circonscription hier, les résultats n'étant entrés que très tard en soirée. Au moment de mettre sous presse, le décompte exact n'était pas encore complété.

« Ça a été très serré. M^{me} Dalphond-Guiral a été confiante toute la soirée, malgré toutes les fluctuations, parce que Laval-Centre est un comté avec toutes sortes de sur-

prises », a commenté Michel Sarra-Bournet, responsable des communications. Au bureau de la députée hier, tard en soirée, l'ambiance était à la fête.

La soirée a été riche en rebondissements, le candidat libéral menant pendant une bonne partie de la soirée, pour finalement perdre la circonscription par une poignée de voix, cédant après minuit la place à la députée sortante, Madeleine Dalphond-Guiral.

Madeleine Dalphond-Guiral est députée depuis sept ans. En 1997 déjà, les résultats avaient été des plus serrés. La candidate bloquiste n'avait remporté la circonscription que grâce à la division du vote fédéraliste, ne raflant que 39,62 % des voix, contre 35,35 % pour les libéraux et 22,95 % pour les conservateurs. Un maigre 2246 votes en plus lui avait à l'époque valu la victoire.

Cette fois-ci, elle n'aura pas eu à se faufiler entre les votes libéraux et conservateurs, mais seulement à lutter contre son solide adversaire libéral.

Le Parti libéral avait misé gros en présentant comme candidat Pierre Lafleur, candidat qui compte à son actif une longue carrière en politique. Il a passé quatre ans à titre de chef de cabinet du maire de Laval, Gilles Vaillancourt, et a également conseillé la députée libérale Monique Gagnon-Tremblay ainsi que l'ancienne gouverneure générale Jeanne Sauvé. Pour une première sortie de l'ombre, donc, c'est un échec.

Amère déception pour les libéraux également, qui espéraient avec Pierre Lafleur rafler l'ensemble de l'île lavalloise, pourtant depuis sept ans aux deux tiers bloquistes. Le rêve demeurera un vœu pieu.

JOLIETTE

RÉSULTATS de 2000

BOB AUBIN (COM)	548
ERIC CHAMPAGNE (PC)	2 645
CLÉMENT LÉVESQUE (AC)	2 367
ROBERT MALO (LIB)	14 152
PIERRE PAQUETTE (BD)	23 055
FRANÇOIS RIVEST (NPD)	1 042

209 BUREAUX SUR 214

Pierre Paquette l'emporte dans Joliette

SYLVAIN LAROCQUE

JOLIETTE – La circonscription de Joliette a rompu avec la tradition hier en élisant un candidat parachuté – l'ancien syndicaliste et vice-président du Bloc québécois, Pierre Paquette.

« Je dois ma victoire au travail des militants, c'est une organisation extraordinaire, a déclaré M. Paquette. Nous n'avions pas l'argent de nos adversaires; notre force, c'est notre foi dans un projet. Pour nous, ce n'est pas le pouvoir pour le pouvoir, mais plutôt la poursuite d'un idéal — la souveraineté. »

La défaite est particulièrement amère pour le candidat libéral Robert Malo, un natif de la région qui a rappelé tout au long de la campagne que le député bloquiste sortant, René Laurin, avait été « tassé » par le chef Gilles Duceppe pour faire de la place à M. Paquette. « Le comté a toujours voté pour quelqu'un du coin », avait déclaré M. Malo avant l'annonce des résultats.

« C'était son seul argument », avait rétorqué M. Paquette.

Le vote fédéraliste ayant accaparé plus de 50 % des voix en 1997, les libéraux estimaient la circonscription « prenable », d'autant plus que Roch Lasalle, qui fut député de la région pendant 20 ans sous la bannière conservatrice, appuyait ouvertement le candidat Malo.

L'organisation libérale se réjouit tout de même d'avoir terminé deuxième, une nette remontée par rapport à 1997.

« C'est une victoire morale », a lancé l'organisateur de M. Malo, Maurice Lavallée.

« Nous partions de zéro, a précisé Robert Malo. Je respecte le choix des électeurs, même si je ne le partage pas. Nous étions les seuls à proposer un programme réaliste. » À son avis, Pierre Paquette « est loin d'être en mesure de livrer la marchandise ».

Victime de la débandade des conservateurs à travers le pays, le candidat Éric Champagne, peu connu dans la circonscription, n'a pas réussi à rééditer le résultat obtenu par son prédécesseur, Annie Perrault, qui avait raflé la deuxième place en 1997 avec plus de 35 % des voix. M. Champagne, dont l'organisation était squelettique, a dû se contenter de moins de 10 % du vote.

Si la victoire du Bloc était prévisible dans le sud de la circonscription, qui est fortement nationaliste depuis plusieurs années, son avance dans le nord est un gain évident, la ville de Joliette ayant une longue tradition conservatrice.

Le dossier des fusions municipales n'a pas été un enjeu central de la campagne, estime André Lafrenière, rédacteur en chef de l'hebdo local *L'Expression*. « La mairesse de Joliette est pro-fusions et libérale, tandis que les maires des villages environnants sont péquistes et contre les fusions », a-t-il expliqué.

LAVAL-CENTRE

RÉSULTATS de 2000

JULIEN BERNARD (PV)	1 309
MADELEINE DALPHOND-GUIRAL (BD)	23 730
JEAN-YVES DION (NPD)	832
GUY FORTIN (PC)	2 775
PIERRE LAFLEUR (LIB)	23 696
ERIC MARCHAND (AC)	2 433

236 BUREAUX SUR 236



L'atmosphère était plutôt calme, toute au cours de la veillée, hier, au local du Parti québécois de Laval-Est où les partisans prenaient connaissance des résultats de l'élection. photo PIERRE McCANN, La Presse ©

Laval-Est passe aux libéraux

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

LAVAL-EST

RÉSULTATS de 2000

MATHIEU ALARIE (BD)	24 725
CAROLE-MARIE ALLARD (LIB)	25 865
GABRIEL CORNELLIER-BRUNELLE (ML)	178
SUJATA DEY (NPD)	573
FRÉDÉRIC GAUVIN (PV)	657
CHRISTIAN LAJOIE (PM)	892
RÉGENT MILLETTE (IND)	255
ANDRÉ G. PLOURDE (PC)	2 451
ROSANE RAYMOND (AC)	2 351

224 BUREAUX SUR 224

LE JEUNE bloquiste Mathieu Alarie a sans doute perdu son envie de danser. Le jeune homme de 27 ans — qui s'est illustré lors d'un « débat dansant » à la télévision — a en tout cas perdu la partie hier (et perdu un comté bloquiste depuis sept ans) contre sa rivale libérale Carole-Marie Allard, deux fois son aînée. Une rivale qui se décourageait de voir les jeunes lui tourner le dos sitôt connues ses convictions fédéralistes.

« Je remercie tous les jeunes qui m'ont appuyée et je suis certaine qu'ils sont nombreux », a lancé hier l'avocate et ex-journaliste de 51 ans vêtue de rouge, qui a fait campagne en disant offrir « une expérience de la vie et de la politique qui est essentielle ». Les libéraux ont d'ailleurs écarté à son profit leur ancienne candidate, une jeune femme de 30 ans.

« On voit ce soir que les gens de Laval-Est en ont ras-le-bol du Bloc », a poursuivi la candidate au milieu du brouhaha.

Farouchement antisouverainiste, M^{me} Allard l'a emporté par la peau des dents. Vers minuit trente, après le dépouillement de 219 des 224 bureaux de scrutin, elle détenait une avance de 1351 voix sur son adversaire (25 352 contre 24 001, soit 43,9 % des suffrages contre 42,5 %).

Francophones à 80,5 %, les résidents de Vimont, Duvernay et Saint-François avaient toujours voté pour le Bloc depuis son entrée sur la scène politique, en 1993. Mais la candidate libérale a sans doute renversé la situation en se ralliant une partie des 16 900 personnes (28 % des électeurs) ayant voté pour l'ex-député conservateur Vincent Della Noce en 1997. Cette fois-ci, le Bloc n'a pas pu tableur sur la division du vote fédéraliste, dans un comté où 50 % des gens ont voté NON au dernier référendum.

Trop déçu pour parler aux journalistes, Mathieu Alarie a demandé à son attaché de presse de déclarer que « dans une lutte à deux c'était impossible de gagner ». À 23h20 hier soir, il n'était toujours pas ap-

paru au centre commercial où ses supporters enchaînaient les soupirs, déçus que leur concitoyen, diplômé en administration publique et employé à la direction des immeubles de l'Université de Montréal, perde la partie. Il avait déjà perdu aux élections partielles de novembre 1999, dans le fief libéral de Mont-Royal.

Quant à M^{me} Allard, ex-relationniste, ex-journaliste, ex-correspondante parlementaire à Ottawa et ex-candidate conservatrice défaite dans l'Outaouais en 1993, elle avait promis de quitter le centre-ville de Montréal pour Laval advenant une victoire et elle déclarait hier être « une femme de promesse ». Chose certaine, elle ne devait pas regretter hier d'avoir renoncé à se présenter pour l'Alliance canadienne, comme elle a d'abord pensé le faire.

Le comté de Laval-Est, très étendu, est surtout peuplé de jeunes familles francophones, concentrées dans les quartiers urbains de Vimont, Duvernay et Saint-François.

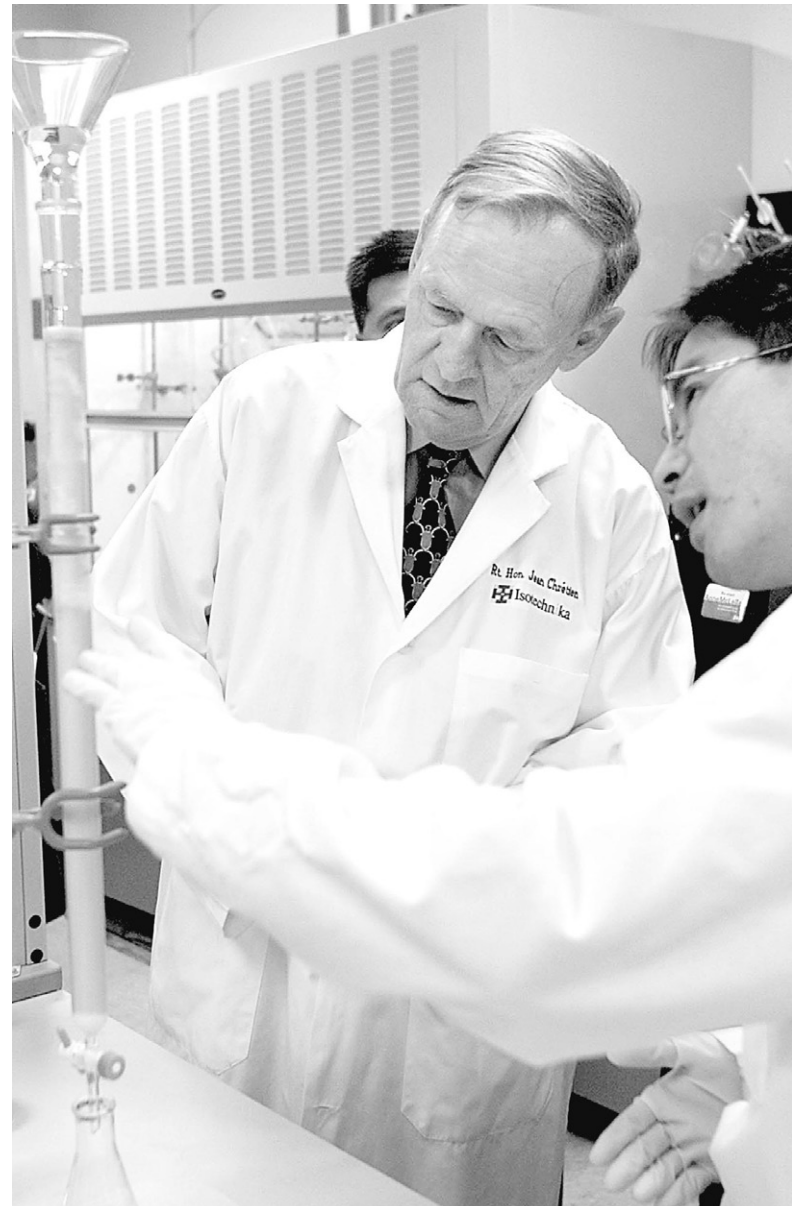
ÉLECTIONS 2000



LE CHOIX DES CANADIENS



Quatrième semaine de campagne. Le chef du Bloc, Gilles Duceppe, flanqué de son député Yvan Loubier, en appelle à l'urgence d'agir pour contrer les bandes criminelles. Pendant ce temps, Stockwell Day prépare sa défense sur le programme de son parti en matière de santé. Quant à Jean Chrétien, il continue sa tournée du pays, lançant des flèches à ses adversaires puis s'en va... sans répondre !



SEMINE DU 13 AU 19 NOVEMBRE

Stockwell Day attaqué sur la santé

PIERRE VENNAT

La performance de Stockwell Day aux débats des chefs ne lui permettant semble-t-il pas de conquérir l'Ontario et, partant, le pouvoir, la campagne électorale a pris une nouvelle tournure au début de sa quatrième semaine.

Ne prenant toutefois pas de risques, Jean Chrétien, rêvant toujours de diriger à nouveau un gouvernement majoritaire, a accusé Stockwell Day de vouloir détruire le Canada en plus de vouloir implanter un ticket modérateur dans la santé.

L'escalade verbale autour de l'enjeu central de la campagne électorale, soit le système de santé canadien, a pris d'ailleurs de l'ampleur quand le premier ministre

Jean Chrétien a menacé le Québec et l'Alberta de leur couper les vivres s'ils ne mettaient pas fin à certaines pratiques privées.

Stockwell Day, quant à lui, a répliqué qu'il s'agissait là du geste désespéré d'un premier ministre qui a peur de perdre le pouvoir. Day a toutefois dû se défendre à plusieurs reprises durant la semaine de vouloir instaurer des tickets modérateurs au régime d'assurance-maladie.

Jean Chrétien a causé par la suite une certaine surprise en reconnaissant que son gouvernement avait sa part de responsabilité dans l'apparition au pays de cliniques spécialisées où les patients doivent assumer eux-mêmes les coûts des services. Son affirmation a ravivé la grogne chez les partisans de Paul

Martin, au point que Jean Chrétien a dû nier être un boulet pour son parti.

Continuant de faire de la santé son cheval de bataille, Alexa McDonough, chef du NPD, a accusé à la fois Jean Chrétien et Stockwell Day de mentir au sujet des soins de santé. Elle a ajouté que les deux hommes ainsi que le chef conservateur Joe Clark ne songeaient qu'à réduire les impôts et qu'ils ne consacraient donc pas l'excédent budgétaire croissant à l'amélioration des soins de santé pour les Canadiens.

Réalisant que ses chances de prendre le pouvoir étaient nulles, Mme McDonough a axé sa campagne en fonction de l'élection d'un gouvernement minoritaire libéral où, espérait-elle, le Nouveau Parti démocratique et non l'Alliance

constituerait l'opposition officielle. Mme McDonough a aussi reproché aux libéraux, tout comme l'avait fait Stockwell Day, d'être à la solde des grandes entreprises.

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a remis également à l'ordre du jour les modifications au régime d'assurance-emploi, exigeant qu'elles soient examinées par les députés de la Chambre des communes avant les Fêtes. Sur la question de la souveraineté, Duceppe a précisé qu'un vote pour le Bloc ne signifiait pas nécessairement un appui à la souveraineté, mais plutôt que l'élection d'un plus grand nombre de députés du Bloc québécois le 27 novembre serait considérée comme un « stimulant » pour la tenue d'un prochain référendum.

Gilles Duceppe est passé près de faire les frais de la politique de fu-

sions municipales forcées annoncée par la ministre péquiste Louise Harel. En effet, les opposants à cette décision impopulaire du Parti québécois dans les banlieues ont menacé de faire porter leur frustration sur le dos du Bloc québécois, encouragés en cela par nul autre que le chef du Parti libéral du Québec, Jean Charest.

La campagne au Québec se faisant donc entre les libéraux et le Bloc, Gilles Duceppe a continué à faire campagne presque exclusivement contre les libéraux.

Quant à Joe Clark, la bonne nouvelle de la semaine pour lui était qu'il avançait maintenant le Nouveau Parti démocratique au pays dans les intentions de vote. Mais ce maigre 10 % (5 % seulement au Québec) n'est pas nécessairement synonyme de sièges.

SEMINE DU 18 AU 26 NOVEMBRE

Le sprint final

PIERRE VENNAT

POUR EMPLOYER un langage familier aux amateurs de hockey, « on a joué dur le long de la rampe » durant la dernière période de ce match électoral de cinq semaines.

Il faut dire que l'occasion s'y prêtait : Jean Chrétien avait dû admettre qu'il était intervenu auprès du président de la Banque de développement du Canada pour qu'un prêt soit versé à un homme d'affaires de sa circonscription qui désirait agrandir l'Auberge Grand-Mère.

Le président de la BDC ayant démissionné peu après, il n'en fallait pas plus pour que l'opposition tire toute la semaine à boulets rouges sur le chef libéral, l'accusant de favoritisme et, pire, de corruption. Gilles Duceppe parlait de « conflit d'intérêts », Stockwell Day d'« abus de pouvoir ».

Stockwell Day a d'ailleurs lancé qu'« un vote pour les libéraux est un vote pour les scandales ». Il a fallu, par-dessus le marché, que les femmes libérales de la région se réunissent à l'auberge ainsi décrite ; Aline Chrétien et Sheila Copps en tête. Tout était en place pour qu'on accuse en plus le chef libéral d'arrogance.

Quelques jours plus tard, le conseiller en éthique du gouvernement, Howard Wilson, a rejeté les demandes de Stockwell Day et de Joe Clark d'examiner à nouveau le rôle joué par le premier ministre dans le versement de la subvention à son ami hôtelier.

Jean Chrétien avait effectivement été actionnaire de cet hôtel avant de devenir premier ministre, mais, d'écrire le conseiller en éthique, lorsqu'il a communiqué avec la BDC pour intervenir en faveur de l'hôtelier Yvon Duhaime, il n'avait pas d'intérêt financier personnel en jeu.

« L'essentiel, de déclarer M. Wilson, est qu'il n'existe pas de règles fédérales qui empêcheraient un ministre de faire affaire au nom de ses électeurs avec une société d'État.

Alors j'ai conclu qu'aucune règle n'avait été enfreinte. »

Et puis une autre question a surgi durant cette dernière semaine de campagne : Jean Chrétien se retirera-t-il avant la fin de son mandat, cédant le pouvoir après quelques mois (s'il est majoritaire en Chambre) à Paul Martin ou un autre, lequel pourrait administrer plusieurs mois sans avoir à affronter l'électorat ? Aucune réponse claire à cette question n'a été apportée.

Pendant ce temps, l'ancien chef conservateur fédéral, maintenant leader de l'opposition à Québec, Jean Charest, se lançait dans l'arène fédérale en prenant prétexte le projet de loi de la ministre Louise Harel sur les regroupements municipaux, affirmant qu'« un vote pour le Bloc est un vote pour les fusions forcées ».

Gilles Duceppe a également eu à se défendre d'être intervenu en faveur du lobby pharmaceutique qui ont pu, grâce au Bloc québécois, rencontrer la ministre québécoise de la Santé, Pauline Marois.

Le chef de l'Alliance canadienne, Stockwell Day, adepte du créationnisme, s'est fait attaquer toute la semaine pour ses convictions religieuses qui, affirmant ses adversaires, pourraient nuire à son jugement politique.

Quant à Joe Clark — lequel serait intervenu pour faire nommer son frère à la magistrature, pendant qu'il était hors de la politique toutefois —, il essayait de convaincre les électeurs qu'ils ne perdraient pas leur vote en appuyant le Parti conservateur, parti encore capable, affirmait-il, d'influencer le calendrier politique. Une affirmation que reprenait Alexa McDonough, du NPD, en disant qu'elle était le seul rempart des gens de gauche et des politiques sociales face aux autres partis qui penchent tous à droite.

Finalement, le seul arbitre de tout ce long match électoral, c'est l'électeur lui-même. Normalement, à moins que le Canada verse lui aussi dans un imbroglio à l'américaine, un vainqueur devrait être proclamé au moment où vous lirez ces lignes...



Photothèque La Presse
La ligne d'arrivée en vue, les ténors y sont allés d'un dernier tour de piste. Joe Clark est enfin rassuré puisque ses adversaires commencent à s'en prendre à lui et à son parti. Pendant que Jean Chrétien fait son tour du pays, les femmes libérales sont réunies à Grand-Mère, dans l'Auberge du même nom. Quant à Alexa McDonough, elle continue son chemin, sans dévier...



ÉLECTIONS 2000 LE CHOIX DES CANADIENS

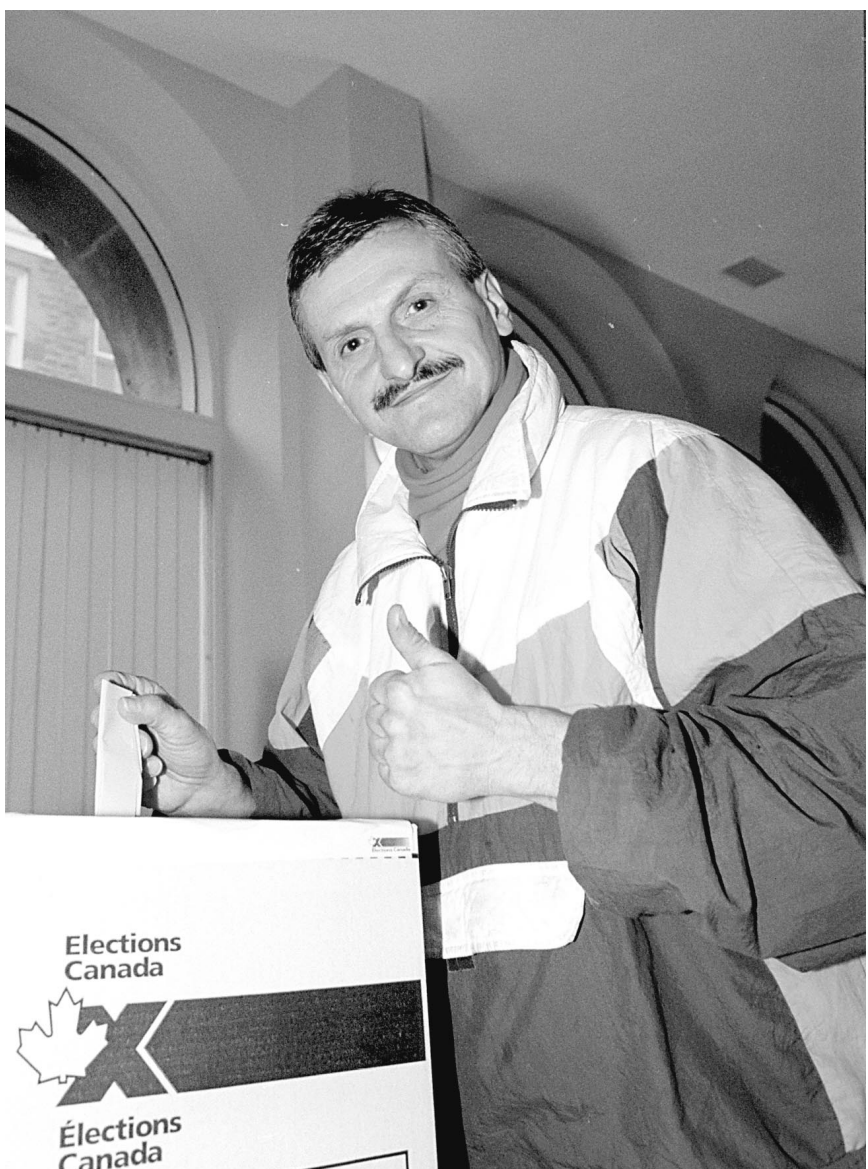


Photo : ROBERT NADON, La Presse ©
Michel Laporte, sans-abri et candidat du Parti de Rien dans Westmount-Ville-Marie (il affrontait Lucienne Robillard !), a voté hier en face de l'Accueil Bonneau.



Photo : Pierre McCann
Voter s'avérait un exercice ardu pour certains électeurs hier, surtout les plus matinaux : au Québec, une trentaine de bureaux de vote n'ont pu ouvrir leurs portes à l'heure.

« Ça n'a pas de bon sens comment c'est mal organisé! »

Accidents de parcours et faible participation marquent le scrutin

MARTINE ROUX

DES RATÉS MAJEURS d'organisation ont marqué le scrutin d'hier, qui se solde par un des taux de participation les plus bas de l'histoire canadienne. Seuls 59 % des Canadiens se sont rendus aux urnes, contre 67 % aux dernières élections.

Plusieurs électeurs se sont présentés tôt aux urnes hier matin. Mauvais réflexe dans certains cas : faute de scrutateurs ou de greffiers, plusieurs bureaux ont dû repousser l'heure d'ouverture... ou carrément renvoyer les électeurs à la maison.

C'était le cas de la circonscription de Westmount-Ville-Marie, sur l'île de Montréal, où trois bureaux de vote ont ouvert à midi trente. Au bureau du 5545, Snowdon, les boîtes de scrutin 151 et 152 faisaient défaut : le personnel qui les avait en sa possession ne s'est pas présenté comme prévu. La superviseuse du bureau, M^{me} Israël (elle préfère taire son prénom), a dû asseoir d'urgence un substitut et l'envoyer cueillir les boîtes de scrutin.

À Ahuntsic, près d'une vingtaine de scrutateurs et de greffiers se sont désistés à la dernière minute, se désespérait Jacques Pelletier, le directeur de scrutin de cette circonscription du nord de Montréal. Des électeurs ont dû patienter jusqu'à 11h avant de pouvoir exercer leur droit de vote. « On sera chanceux si un incendie n'éclate pas d'ici la fin de la soirée... », ironisait-il.

Il accomplissait les mêmes fonctions en 1997 mais n'a jamais vu un tel fouillis, racontait-il. « Ce n'était pas évident certes, nous n'avions que 36 jours pour nous préparer. Et il y avait beaucoup moins de personnel disponible qu'il y a trois ans. »

Là où il y avait du personnel manquait parfois l'espace. Rue Saint-Zotique Est, le petit gymnase du centre culturel Saint-Jean-de-la-Croix accueillait 12 tables de vote et les électeurs se croisaient dans une porte à peine plus large qu'une armoire à balais ! « En regardant la porte, je savais que j'étais dans le trouble, soulignait le superviseur Réal Gendron. Jusqu'à 13h, ça n'a pas dérouté, les gens faisaient la file dehors pendant une heure. »

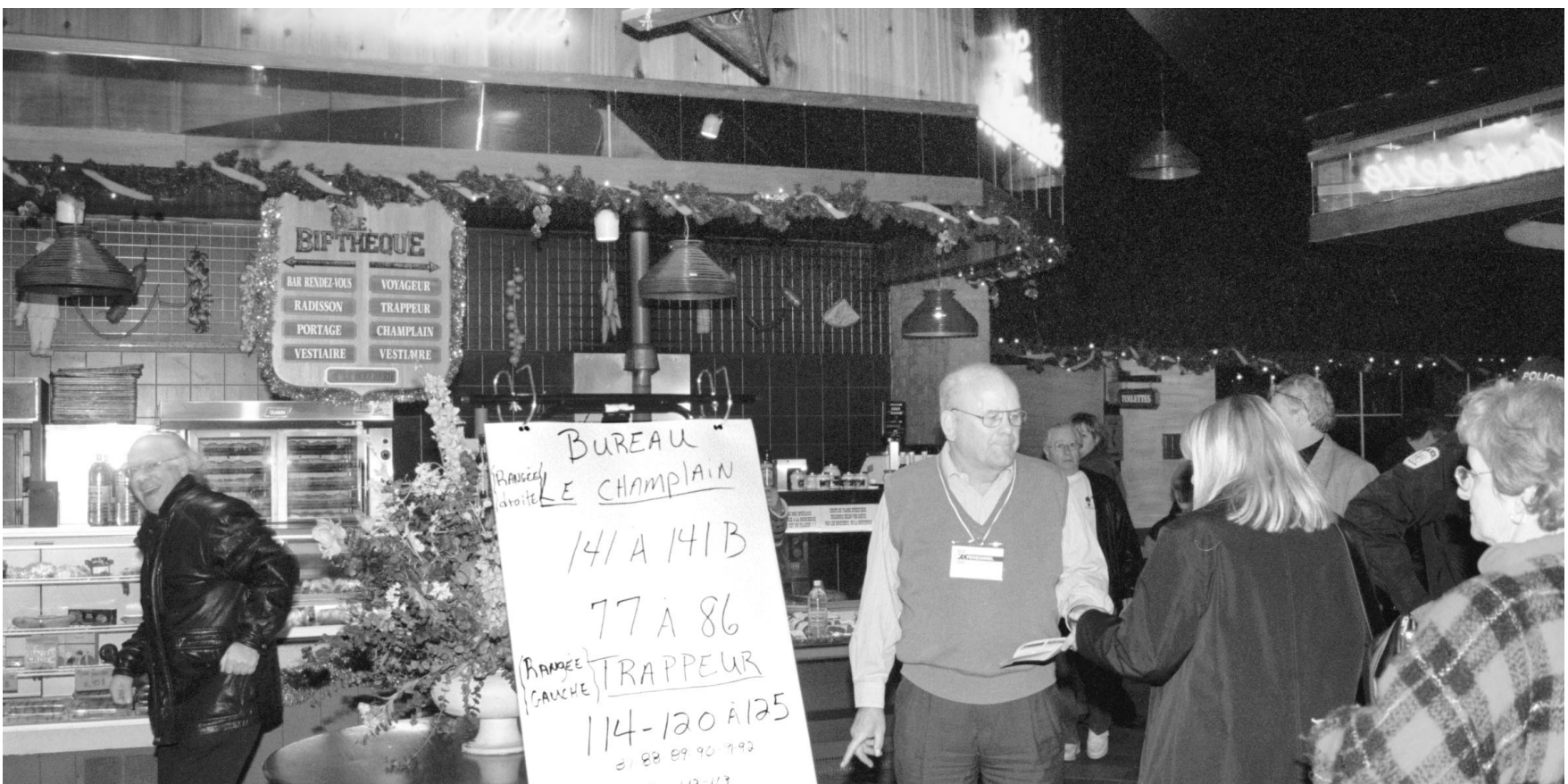


Photo : ROBERT NADON, La Presse ©
Au restaurant Le Biftheque, à Boucherville, c'était la cohue malgré la bonne volonté du personnel.

Boucherville : voter ou manger ?

Malgré ses dimensions toutes américaines, le restaurant Le Biftheque de Boucherville n'a pas échappé à la bousculade. On y voyait dans une salle, on mangeait dans l'autre. Pendant l'heure du lunch, les électeurs se marchaient sur les pieds et plusieurs laissaient éclater leur mauvaise humeur. « Ça n'a pas de bon sens comment c'est mal organisé », maugréait une dame.

« L'option aujourd'hui, c'est voter ou manger ! lançait avec humour le superviseur Dollard Généreux, d'Élections Canada. Les locaux sont exigus, mais il faut bien travailler avec ce qu'on a. » Le stationnement était rempli dès 9h, ajoutait le propriétaire du restaurant, Reynald Vigeant. Et l'élection s'avérait excellente pour les affaires : à midi, on avait vendu plus d'une trentaine de poulets grillés pour emporter, autant qu'en une journée normale ! Pas de problèmes, riposte Élections Canada. « Trente bureaux

de vote sur 10 000 au Québec qui n'ont pu ouvrir à temps, ce n'est quand même pas beaucoup ! » rétorque un porte-parole d'Élections Canada, Pierre Blain. Au Québec, le retard le plus important était celui de Westmount-Ville-Marie, où trois bureaux de vote ont ouvert à midi trente. Dans les autres cas, les délais ne se sont pas éternisés bien au-delà de 60 minutes, assure-t-il.

Quant aux irrégularités sur la liste électorale — comme des absences d'inscription, des inscriptions sur de mauvaises listes ou des personnes décédées —, elles sont, selon Élections Canada, inévitables. Pour la première fois cette année, l'organisme ne passait pas de porte en porte pour dresser la liste électorale : il appartenait à l'électeur de vérifier si son nom y figurait.

« La liste électorale a très bien fonctionné et notre campagne a été un succès, estime M. Blain. La liste permanente améliore le processus. Il est normal qu'il y ait des change-

ments à apporter, les électeurs avaient 28 jours pour le faire. »

Scrutateurs et greffiers : un système à revoir ?

Scrutateurs et greffiers, qui distribuent les bulletins à la table de vote, sont nommés par les partis politiques et non par Élections Canada. Le parti ayant remporté le plus grand nombre de votes dans la circonscription lors de la dernière élection soumet une liste de scrutateurs à Élections Canada, tandis que le second propose des greffiers.

Mais ces derniers ne sont payés qu'environ 150 \$ pour une journée entière (de 8 h 30 jusqu'à la fin du dépouillement des résultats) et deux heures de formation.

« Ceux qui reçoivent du chômage sont pénalisés lorsqu'ils travaillent, explique Jacques Pelletier. Peut-être que si on laissait au Directeur général des élections le soin de choisir le personnel, on aurait peut-être moins de problèmes... »

« On les paye, on les forme, on ne comprend pas pourquoi ils ne se

présentent pas, ajoute un porte-parole d'Élections Canada, Pierre Blain. Mais à chaque élection, cette situation se présente. » Faudrait-il revoir le système, augmenter les salaires ? « Nous ne faisons pas les lois », répond M. Blain.

Ailleurs au pays

Il n'y a pas que dans la région de Montréal où le jour du scrutin a connu des ratés. À Québec, des électeurs avaient été conviés à voter au mauvais endroit, rapportait hier soir Radio-Canada. À Toronto, le fouillis était à son comble : sept bureaux de vote n'ont ouvert qu'à 13h30, faute de bulletins de vote et de personnel. Sur 57 000 bureaux de vote au Canada, 200 n'ont pu ouvrir à l'heure, selon Élections Canada.

À Dartmouth, en Nouvelle-Écosse, des immeubles voire des rues entières étaient absents des listes, relatait la Presse Canadienne. Une vingtaine de bureaux de vote des provinces de l'Atlantique n'ont pu ouvrir à temps faute de personnel.

Les fusions auraient nui au Bloc dans la région de Québec

ÉRIC TROTTIER

BIEN MALIN qui pourrait dire avec certitude si le mot d'ordre des maires de banlieue opposés aux fusions — qui avaient demandé à leurs électeurs de voter contre le Bloc québécois — a été bien suivi par la population.

Au moment de mettre sous presse, en début de nuit, le Bloc québécois semblait avoir perdu aux mains des libéraux trois de leurs sept circonscriptions de la région de Québec où deux importantes fusions ont été annoncées pour former les nouvelles villes de Québec et Lévis.

Mais il ne faut pas croire que le reste de la population a voulu parler contre les fusions : à Montréal, où les 28 villes doivent aussi être regroupées, les quatre députés du Bloc ont tous été réélus, dont deux ont vu leur majorité augmentée.

Et sur la Rive-Sud, où huit villes doivent former l'an prochain la nouvelle Ville de Longueuil, le résultat est semblable à celui obtenu aux élections du 2 juin 1997. Les trois députés du Bloc ont même vu leur majorité augmenter légèrement.

Que faut-il donc en conclure ? « C'est clair, le dossier des fusions a pris le dessus ; les Québé-

cois ont décidé d'envoyer une giflette au gouvernement », a déclaré à La Presse la mairesse de Sainte-Foy, Andrée Boucher.

« Le sujet de la fusion a eu un impact remarquable sur le résultat de ces élections, a ajouté Peters Yeomans, maire de Dorval (qui doit devenir un futur arrondissement de Montréal). C'était la seule façon pour le peuple de faire connaître son mécontentement au gouvernement Bouchard ; j'espère que M. Bouchard va soupeser l'impact de ses lois draconniennes sur son propre parti... »

« On ne peut pas dire que c'est

un message très clair, mais c'est un message quand même », a ajouté, plus nuancé, le maire de Westmount, Peter Trent, un autre opposant aux fusions qui n'était pas très enthousiaste hier soir après avoir analysé les résultats à Montréal et sur la Rive-Sud.

Le maire de Longueuil, Claude Gladu, était sensiblement du même avis : « La population de Québec semble avoir tiré des conclusions qui ne sont pas les mêmes sur la Rive-Sud. Il faut croire que l'enjeu des fusions n'était pas si important ici... Tout de même, j'ai hâte de voir la réaction du premier ministre Bouchard, car le Bloc a perdu cinq

ou six candidats ; cela pourrait le faire réfléchir... »

M^{me} Boucher, qui défend avec vigueur l'autonomie de sa ville — qui doit être avalée par Québec dans le projet de loi 170 sur les fusions municipales — note que « même dans les comtés où le Bloc a passé, c'est resté très serré ».

Elle soutient que le premier ministre Lucien Bouchard devra nécessairement tenir compte de ce résultat. « Sans quoi nous allons lui envoyer une deuxième giflette, dans deux ou trois ans, aux prochaines élections provinciales », promet-elle.

ÉLECTIONS 2000 LE CHOIX DES CANADIENS

TÉLÉVISION 

RADIO 



Photo BERNARD BRAULT, La Presse ©

Le vétérán de l'information Pierre Bruneau était aux commandes de l'émission spéciale *Résultats 2000* au réseau TVA. Une douzaine de correspondants de la station de télévision avaient été dépêchés dans les circonscriptions chaudes pour suivre le dépouillement des votes.

À défaut d'images, des résultats instantanés pour ceux qui étaient au volant...

STÉPHANIE BÉRUBÉ

SUIVRE UNE SOIRÉE électorale à la radio, ce n'est pas particulièrement excitant. Tout le monde s'entend là-dessus. Mais les chauffeurs de taxi, d'autobus et ceux qui étaient confinés dans leurs voitures hier soir ont pu suivre le dénouement de la campagne électorale, en direct. Et ils ont même eu droit à l'annonce de la victoire libérale à 21 h 52, annoncée par la Première Chaîne de Radio-Canada, soit une minute avant les téléspectateurs de la même société d'État.

À 21 h pile, les animateurs de la chaîne Info 690, qui vivait ses premières élections, ainsi que ceux de Radio-Canada ont pris le contrôle des ondes. Pourquoi 30 minutes avant la fermeture des bureaux de scrutin ? Pour mettre la table et présenter les analystes politiques, ce qui a donné lieu, dans un cas comme dans l'autre, à un début de soirée un peu frileux. Les électeurs avaient eu leur lot de prévisions et attendaient avec impatience les premiers résultats.

Ils sont venus à 21 h 30, au moment où les journalistes pouvaient divulguer les résultats des provinces de l'Atlantique. La soirée au 95,1 a à ce moment pris un autre ton. L'animateur Raymond Archambault s'est transformé en chef d'orchestre, demandant à chaque correspondant de donner les plus récents résultats, l'un après l'autre. Nécessaire, bien que long et ennuyeux pour les auditeurs. Dommage, d'autant plus que la table ronde d'analyses, animée par Michel Désautels, qui réunissait notamment la sénatrice libérale Joan Fraser et l'ineffable Jean Garon, maire de Lévis, était assez dynamique.

Info 690 s'est assez bien débrouillé, en optant dès le départ pour le ton bulletin d'information, allant même jusqu'à inclure des nouvelles sportives dans l'émission spéciale.

Jacques Camirand, animateur de la soirée, s'en est bien tiré avec les imprévus d'une première fois.

Quant aux auditeurs de CKAC 730, les informations sont d'abord arrivées au compte-gouttes, durant les pauses de la partie de hockey. Une fois le match de la Sainte Flanelle terminé, la station a fait place à une émission spéciale animée par Robert Fortin.

Comme aux courses de Formule 1



LOUISE COUSINEAU

NOUS VOICI AUX ÉLECTIONS fédérales comme aux courses de Formule 1 à RDS : convoqués une demi-heure avant le début de l'événement histoire de nous mettre en appétit. Et de regarder des publicités à TVA. À CTV, la chicane a commencé en-

tre un allianciste et un libéral qui s'investissaient. Les autres réseaux se sont contentés de nous mettre au parfum.

Vingt et une heure trente et les résultats ont déboulé rapidement. À 21 h 50, Bernard Derome nous annonçait un gouvernement libéral, précisant qu'il était toujours impossible de prédire s'il serait majoritaire.

Les deux réseaux français ont fait une excellente couverture, avec de bons tableaux, des chiffres clairs et des résultats toujours présents à l'écran. On récite encore des tableaux fragmentaires, des hors-d'oeuvre a dit le correspondant Bilodeau,

le plus amusant de la bande. Pourquoi ne pas laisser parler les tableaux ?

Du côté anglais, le visuel était abominable. À CBC les couleurs étaient délavées et les chiffres presque impossibles à lire. À CTV, il fallait une loupe pour lire le bas d'écran qui s'affolait trop souvent. Ils ont du travail à faire.

Bernard Derome a eu les deux scoops de la soirée : gouvernement majoritaire à 22 h 25. La soirée était terminée ou presque. Ma circonscription n'a jamais défilé à l'écran, comme d'habitude. Pas d'importance : le coeur n'y était pas vraiment.

INTERNET 

Cafouillis sur le Web : les sites sont lents

MARIE-ANDRÉE AMIOT

ON SE SERAIT CRU en enfer hier soir sur le Net. Alors qu'un cyber rebelle contrevenait à la Loi électorale, tous les sites de résultats d'élection britannique lamentablement figés. Certains comme celui de Radio-Canada dirigeaient les internautes vers les résultats des élections provinciales de 1998 tandis que le site officiel d'Élections Canada était tellement lent et confus que les internautes ne savaient plus par quel bout le prendre !

Tel que promis et à l'encontre de la loi, le cyber rebelle Paul C. Bryan de Burnaby (Colombie-Britannique) a affiché sur Internet les résultats de Terre-Neuve vers 19 h 30, une demi-heure après la fermeture des bureaux de vote de cette province et deux heures et

demie avant d'en avoir la permission. Son site a gelé presque immédiatement mais, vers 20 h, l'activité a repris à toute vapeur. Malgré certains ratés, les internautes ont pu connaître avant tout le monde la plupart des résultats des élections dans les Maritimes.

Mais les ratés étaient de taille. À 21h 05, la Presse Canadienne proclamait déjà vainqueurs 19 libéraux, 9 conservateurs et 4 néo-démocrates. Le site de M. Bryan n'affichait que 13 libéraux, 8 conservateurs et 1 néo-démocrate. Certaines circonscriptions sur son site affichaient encore zéro à 21 h 15 tandis que la Presse Canadienne déclarait des résultats définitifs dans tous les comtés. À 21 h 45, le nombre de gagnants avait progressé sur www.electionresultscanada.com,

mais il manquait encore quelques noms.

Néanmoins, Paul C. Bryan a tenu parole. Malgré les avertissements d'Élections Canada, le concepteur de logiciels de 30 ans a défié la Loi électorale en affichant les résultats avant que ne ferment les circonscriptions des autres provinces, tel que prévu par l'article 329 de la Loi électorale du Canada.

Ailleurs sur le Web

À partir de 22 h, heure à laquelle les sites pouvaient finalement présenter des résultats, tous les sites dédiés ont figé. Tant les sites officiels que ceux des quotidiens et des médias en ligne.

De plus, les résultats étaient nettement en retard sur ceux diffusés à la télévision. Tout comme aux élections provinciales de 1998

quand le dévoilement des résultats sur le Net avait échoué, il a été impossible d'obtenir le moindre résultat sur les sites officiels avant 22 h 30, dix minutes au moins après l'annonce d'un gouvernement majoritaire.

Même à 23 h 45, le site de TVA n'affichait toujours pas de résultats tandis que celui de Radio-Canada indiquait un « Server Too Busy ».

Le site de la Presse Canadienne a également connu des ratés en début de soirée, accordant 14 élus au Bloc québécois dans la province de Terre-Neuve ! D'autres folies se sont manifestées tout le long de la soirée, mais le site, a tenu à préciser le responsable de Cyberpresse, associé à celui de la PC, a eu au moins le mérite de ne jamais planter.

LA BATAILLE DE ROSEMONT

Là comme ailleurs, moult ratés d'Élections Canada

ANDRÉ NOËL

Des électeurs envoyés dans les mauvais bureaux électoraux, d'autres qui doivent faire la queue sous la pluie, des handicapés qui attendent en vain leurs bulletins de vote : la circonscription de Rosemont / Petite-Patrie n'a pas fait exception aux autres hier. Là comme ailleurs, Élections Canada a connu bien des ratés.

Les organisateurs du Parti libéral du Canada (PLC) et du Bloc québécois (BQ) se sont plaints à l'unisson de la piètre organisation. « La directrice d'Élections Canada gère bien mal ses affaires », a dénoncé Jacques Hurtubise, organisateur du « jour J » pour le PLC.

« J'ai l'habitude de participer à des élections et laissez-moi vous dire que c'est mieux organisé au municipal qu'au fédéral, a renchéri Jean-Pierre Sylvain, organisateur du BQ. Au provincial, les responsables d'élections sont choisis par concours : au fédéral, il s'agit de nominations politiques, et ça paraît... »

Interrogée par *La Presse*, Manon Duguay, la responsable d'Élections Canada dans Rosemont, a d'abord dit qu'elle n'avait pas le temps de parler aux journalistes. Puis elle a assuré que tout se passait très bien.

Une femme venait de sortir de son bureau en furie. Elle est revenue de Floride pour voter, mais on refusait son bulletin. « Il semble que tout ce que j'ai le droit de faire, c'est de payer des taxes, se plaignait-elle. On me prive de mon droit de vote. »

« Nous avons des petits problèmes, comme des scrutateurs et des greffiers qui ne se présentent pas, mais rien de sérieux, a assuré M^{me} Duguay. Tout se déroule comme d'habitude. »

Jacques Hurtubise, de son côté, n'en revenait pas du refus d'Élections Canada d'envoyer des scrutateurs et des greffiers itinérants dans une maison de 110 handicapés. Son vis-à-vis au Bloc, Jean-Pierre Sylvain, a indiqué que M^{me} Duguay avait choisi cinq scrutateurs et cinq greffiers pour les bureaux de vote itinérants.

« Seulement trois scrutateurs et trois greffiers ont des autos, et M^{me} Duguay a jumelé les scrutateurs et les greffiers qui n'ont pas d'auto ! a-t-il dénoncé. Résultat : les équipes itinérantes ont de la difficulté à se déplacer. »

Un homme a été envoyé à l'autre bout de la circonscription pour voter. Il s'est fait renvoyer près de chez lui, où il a dû faire preuve de patience pour s'inscrire. « S'il avait été moins persévérant, il serait retourné chez lui, a dit M. Sylvain. Ailleurs, des bureaux de vote sont tellement petits que les gens doivent faire la queue dehors, à la pluie. Tout ça n'a aucun sens. »

«Ce n'est pas de vos affaires»

Tant au PLC qu'au BC, on était sur les dents. La semaine dernière, deux vandales ont fracassé les vitrines des deux locaux, rue Beaubien. M. Hurtubise a affirmé que ses bénévoles ont reçu des appels de menace, mais M. Sylvain a catégoriquement nié l'implication éventuelle de ses militants.

Élections Canada a quand même embauché plusieurs agents de sécurité au cas où il y aurait du grabuge. Combien ? « Ce n'est pas de vos affaires », nous a répondu M^{me} Duguay.



Photo PIERRE CÔTÉ, La Presse ©

Jacques Hurtubise (à droite), organisateur du «jour J» pour les libéraux dans Rosemont / Petite-Patrie: «Élections Canada a mal géré ses affaires».

Le Parti libéral a sorti l'artillerie lourde pour ravir cette circonscription. Son candidat, Claude Vigneault, n'est pas très connu, mais des hommes comme Jacques Hurtubise sont des organisateurs chevronnés. Beaucoup plus d'argent a été investi dans ce comté que dans d'autres.

Bien des « bénévoles » ont été payés par le PLC. Au Bloc, on se targue de pouvoir

compter sur une aide gratuite, désintéressée et purement militante. Aux élections de 1997, le bloquiste Bernard Bigras avait joui d'une avance confortablement de 7361 voix sur M. Vigneault. Pourtant, le PLC avait confiance de pouvoir arracher Rosemont / Petite-Patrie et ainsi gruger la faible représentation du Bloc à Montréal (quatre comtés sur 18 en 1997).

ÉLECTIONS 2000 LE CHOIX DES CANADIENS

« Démobilisés », les jeunes ? Pas tout à fait ; pas tous en tout cas !



Photo Pierre McCANN, La Presse
Rémi Bourget et Colin Beaudry-Sylvain, du cégep du Vieux-Montréal. Leur tasse de thé, c'est plutôt les affaires de la mondialisation. Ils seront d'ailleurs de la fête du Sommet des Amériques, à Québec.



YVES BOIVERT

La démobilisation des jeunes ! Il y a bien 25 ans que les plus vieux se penchent avec stupeur sur le supposé phénomène. Au cégep, à l'université, j'ai entendu la chanson mille fois. Les jeunes sont-ils si différents des autres ?

Le taux de participation a été de 67 % aux dernières élections fédérales ; les 18-24 ans, eux, ont voté à 55 %. Est-ce si terrible ? « Ils ne parlent que de baisses d'impôt et je n'en paierai pas avant un bout », dit Catherine, 18 ans.

Ce qui est vrai, c'est que les enjeux ne sont plus les mêmes, ni les manières d'être politisé.

Hier, j'ai rendu visite aux gens de l'Association générale des étudiants du cégep du Vieux-Montréal. Rémi Bourget, le « responsable général » de l'AGE (ils sont tous « responsables », car tous égaux), a 18 ans. Il votait hier pour la première fois. Il se demandait s'il annulerait ou s'il voterait pour la représentante du Parti populaire des putes : « Celle-là au moins, elle le dit qu'elle en est une ! »

Rémi étudie « histoire et civilisation » et sur son bureau traînent les deux tomes de la *Démocratie en Amérique*, le fameux traité d'Alexis de Tocqueville, qui décrit avec une grande admiration la civilisation américaine. « Ça venait juste de commencer », m'explique-t-il.

Pour lui, les élections n'ont été qu'une opération de « bitchage » généralisée, sans substance.

X (il ne veut pas se nommer) a 20 ans. Il a annulé aussi, comme l'annonce son chandail : « Votez bien, votez rien : annulez. » Il en a contre toute forme de hiérarchie. Il travaille pour *Food not Bombs*, qui distribue « à ceux qui ont faim » la nourriture de deuxième catégorie que les épiceries ne vendront pas, mais qui est encore bonne. « Un parti politique ne peut pas être la solution ; c'est toujours élitiste, il y a toujours une personne qui parle pour les autres. »

Colin Beaudry-Sylvain, lui, aura 18 ans le mois prochain. Il aurait été content d'aller

annuler. Même au provincial : « Le PQ, c'est centre-gauche de droite, le PLQ centre-droite de gauche : c'est pareil ! Souverainiste ? Je l'ai déjà été. Mais ce n'est pas ça l'enjeu le plus important. »

Rémi précise que l'AGE a fait radier de ses statuts la semaine dernière la position officielle en faveur de la souveraineté. Des jeunes péquistes, il y en a, bien sûr, comme quelques jeunes libéraux. Mais à leur dernière séance de recrutement, les gens du PQ se sont fait mettre dehors par un groupe d'anars...

Non, eux, ce qui les branche, ce sont les manifs antimondialisation. La lutte contre la pauvreté.

Ils seront de la fête à Québec, croyez-les, lors du Sommet des Amériques, cet hiver. « C'est un sommet pour parler de démocratie, et ils ont barricadé toute la ville ! »

« Des gens vont venir de partout, même d'Amérique du Sud : ça se peut qu'on marche à côté de zapatistes ! » dit Catherine Lavalée, 18 ans, qui a voté NPD.

Ils en ont contre l'autoritarisme du cégep : 71 % ont voté contre le contrat d'exclusivité avec Coca-Cola, mais ça ne l'a pas empêché. Mais « la plupart des gens s'en foutent : la participation

était à 25-30 % ».

« On débranche la machine à Coke, on place des affiches disant que ça donne des ulcères ; l'école appelle ça du vandalisme, moi j'appelle ça m'exprimer », dit X.

Les quatre étaient au contre-sommet de la jeunesse ; les quatre ont pris des coups de la police ici ou là, à Montréal ou à Québec. « J'étais dans un parc avec un ami qui lisait un poème de Gaston Miron ; il y avait des gens dans la rue ; un policier est venu nous frapper avec son bouclier », dit Rémi.

Ils connaissent l'ivresse du gaz lacrymogène, du poivre de Cayenne et des poursuites de policiers à cheval. Mais pour ce qui est de la politique traditionnelle, fédérale ou provinciale, ceux-là passeront leur tour. X est d'ailleurs scandalisé que les bulletins annulés ne soient pas comptabilisés comme tels, pour prendre la mesure de la « résistance ».

Sont-ils « représentatifs » ? Ils disent que non, que la plupart des gens s'en fichent de la politique. Ils sont représentatifs, en tout cas, d'une façon nouvelle de ne pas s'en ficher...

Le livre rouge et la réalité : la pression pour une baisse d'impôts restera énorme



CLAUDE RICHER

« Nos surplus budgétaires sont tellement importants qu'avant de les dépenser de façon définitive, il faut demander aux Canadiens comment nous devons les utiliser. »

Voilà comment, le 22 octobre, le premier ministre Jean Chrétien justifiait le déclenchement d'élections générales, vingt mois avant l'expiration de son mandat.

Paradoxal : les libéraux viennent d'obtenir un troisième mandat sans que l'utilisation des surplus budgétaires, les plus plantureux jamais observés, n'ait fait l'objet du moindre débat sérieux au cours de la campagne. Autrement dit, ce que Jean Chrétien considérait, il y a 36 jours, comme rien de moins que la raison d'être de ces élections, a été proprement balayé sous le tapis. Ahurissant : en allant aux urnes, hier, les électeurs canadiens n'étaient pas d'un iota plus avancés qu'il y a un mois sur une question aussi fondamentale.

Certes, la rachitique troisième version du livre rouge des libéraux parle de consacrer la moitié des surplus à de nouvelles dépenses, et l'autre moitié au remboursement de la dette et aux nouvelles baisses d'impôts.

Mais l'expérience montre que ces projections ne valent même pas le papier sur lequel elles sont imprimées. Le livre rouge, première version, celui qui permis à Jean Chrétien de chasser les conservateurs de Kim Campbell du pouvoir, ne promettait-il pas, noir sur blanc, l'abolition de la TPS ?

Depuis trois ans, le ministre Paul Martin, multipliant les « réserves pour éventualités » et les mesures de « prudence économique », s'est arrangé, livre rouge ou pas, pour accélérer discrètement le remboursement de la dette. Et dès qu'il a eu la marge de manoeuvre suffisante pour le faire, il a accordé des réductions massives d'impôts, peu importe ce

qui dit le livre rouge, deuxième version, celui qui a contribué à la réélection de Jean Chrétien en 1997.

Pour la forme, les partis d'opposition ont crié à l'« électoralisme », mais ne s'y sont pas trompés : tous, à une exception près, y compris le Bloc qui aime bien se donner de petits airs de gauche à l'occasion, sont en faveur de nouvelles réductions d'impôts, parce que tous savent pertinemment que c'est cela que veulent les contribuables.

On n'a pas besoin de boule de cristal pour voir que le troisième mandat des libéraux sera marqué par de nouvelles baisses d'impôts, pour trois raisons :

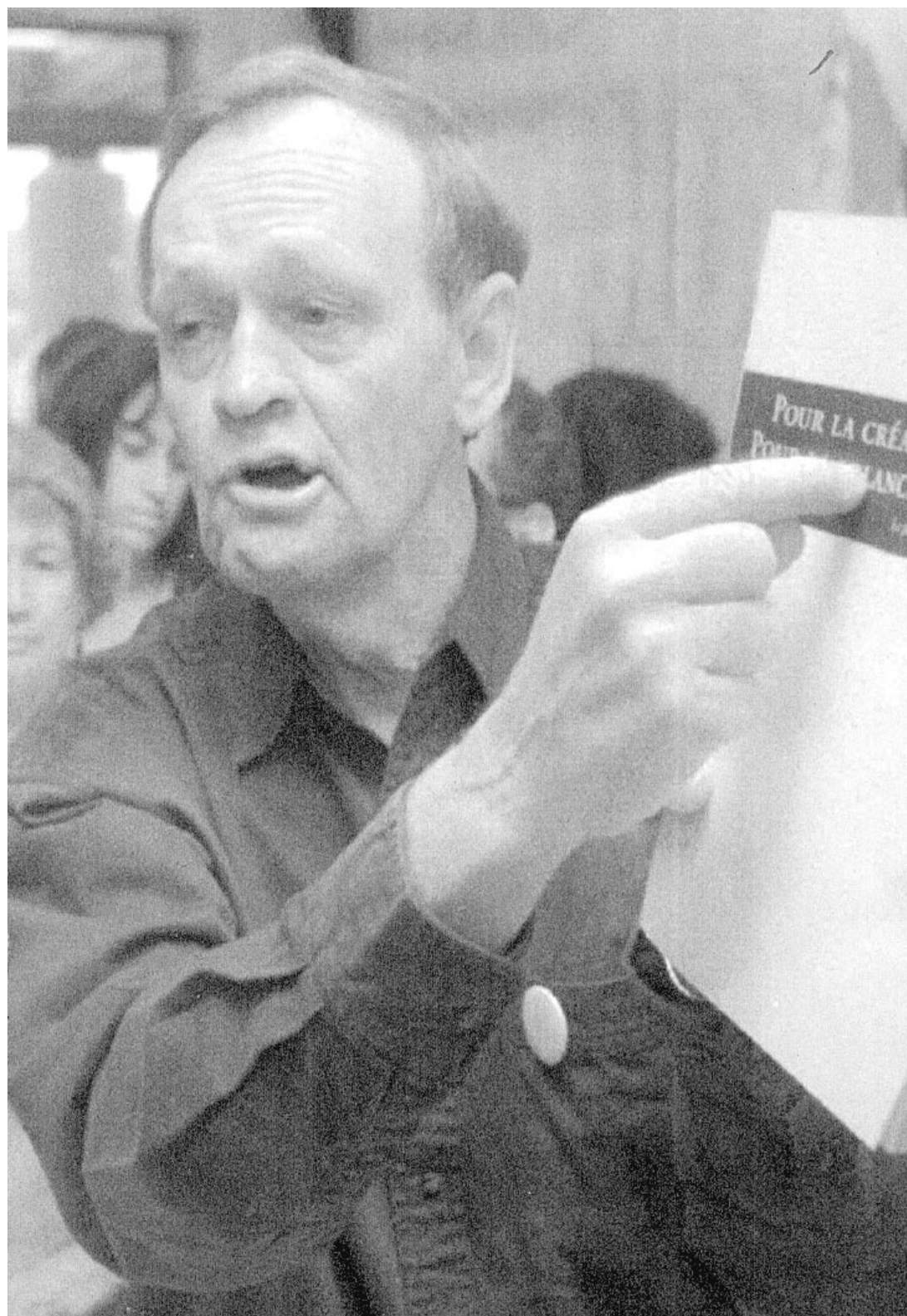
Les libéraux viennent d'obtenir un troisième mandat sans que l'utilisation des surplus budgétaires n'ait fait l'objet du moindre débat sérieux au cours de la campagne

1. LE GOUVERNEMENT a maintenant une marge de manoeuvre suffisante pour poursuivre plusieurs objectifs de front : sans compromettre ses équilibres financiers, Ottawa peut rétablir les transferts aux provinces, continuer d'affecter quelques milliards au remboursement de la dette, et financer de nouvelles baisses d'impôts.

2. L'OPINION PUBLIQUE est largement favorable aux baisses d'impôts. Cela apparaît dans le vote populaire accordé aux libéraux, qui ont surfé sur les baisses d'impôt de Paul Martin, et aux alliancistes, qui veulent aller encore plus loin que les libéraux. Et du même coup, on a vu le sort que les électeurs canadiens ont réservé aux néo-démocrates, les seuls qui promettaient

d'annuler les baisses d'impôt du minibudget pour financer de nouvelles dépenses.

3. LE CANADA peut difficilement échapper à la réalité nord-américaine. On ne sait pas encore qui sera le prochain occupant de la Maison-Blanche, mais on sait que George W. Bush et Al Gore ont tous deux fait campagne en promettant des baisses d'impôts massives (500 milliards pour Gore, plus du double pour Bush). En moyenne, la fardeau fiscal du contribuable canadien est de 31 % plus lourd que celui de l'Américain. Le minibudget ramènera l'écart à 26 % dans quatre ans, si les États-Unis ne font rien. Or, on sait déjà que ce ne sera pas le cas. Dans ces conditions, la pression sera énorme sur le gouvernement libéral, livre rouge ou pas.



Archives PC
Jean Chrétien, expliquant son livre rouge à des électeurs de Laval, en 1993.

ÉLECTIONS 2000 LE CHOIX DES CANADIENS

Bay Street satisfaite de la continuité



MARTIN VALLIÈRES
VU DE TORONTO

Le milieu financier et boursier de Bay Street, à Toronto, a accueilli avec satisfaction l'élection d'un gouvernement majoritaire libéral en dépit des appuis financiers importants qu'il avait manifestés envers l'Alliance canadienne.

« Les marchés financiers et l'incertitude politique ne font pas bon ménage. Les programmes économiques des libéraux et des alliés diffèrent peu, mais la perspective d'attendre qui détiendrait la balance du pouvoir en cas de gouvernement minoritaire ne plaisait guère à Bay Street », selon Marc Lévesque, économiste principal à la Banque Toronto-Dominion.

Aussi, une vedette du milieu bancaire torontois, John McCallum, ex-économiste en chef de la Banque Royale, a gagné sa première campagne électorale comme candidat libéral dans Markham, une circonscription prospère de la banlieue de Toronto. M. McCallum a défait le seul député de l'Alliance canadienne qui tentait de se faire réélire en Ontario. On le considère à Toronto comme assuré d'obtenir un ministère à vocation économique, et comme successeur éventuel de Paul Martin aux Finances.

Déjà, durant la journée, la confiance en une autre majorité libérale, et surtout la perspective de continuité de la politique fiscale du ministre des Finances, Paul Martin, très appréciée dans les milieux d'affaires torontois, avait donné un

élan positif aux principaux indicateurs financiers.

« Le seul effet favorable à moyen terme qu'aurait eu un gouvernement minoritaire, du point de vue de Bay Street, aurait été d'accélérer les chances de Paul Martin de succéder à Jean Chrétien comme chef libéral et premier ministre », a suggéré Avery Shenfield, économiste principal chez le courtier CIBC Wood Gundy.

Les suites du dépouillement du vote présidentiel aux États-Unis, favorable au républicain Georges W. Bush, ont poussé hier les indices boursiers à la hausse. En contrepartie, les cambistes torontois attribuaient aux doutes persistants envers le prochain occupant de la Maison-Blanche la faiblesse momentanée du dollar américain, qui a profité à la devise canadienne.

Le huard était en hausse pour une cinquième séance consécutive, au-dessus des 65,10 cents américains. Le huard continuait de se remettre de la glissade qui l'avait mené il y a deux semaines à son niveau le plus bas depuis presque deux ans.

« Les investisseurs étrangers auraient secoué ce regain du dollar canadien en cas de gouvernement minoritaire même si, au Canada, nous savions qu'il y aurait eu peu de différence sur les politiques fiscales et budgétaires », a commenté Steve Wateridge, cambiste à la Banque CIBC, à Toronto.

« Les investisseurs étrangers auraient secoué ce regain du dollar canadien en cas de gouvernement minoritaire. La réélection d'un gouvernement majoritaire libéral sera sans doute un non-événement pour le dollar canadien au cours des prochaines heures », selon Steve Wateridge, cambiste à la Banque CIBC, à Toronto.

Enfin, les milliers d'électeurs qui travaillent dans le milieu boursier et financier de Toronto avaient l'occasion d'influencer le score électo-



Dans Westmount, des centaines d'électeurs ont voté sous l'oeil du Tout-Puissant...

ral de trois ministres du gouvernement Chrétien dans la région : Art Eggleton (Défense) dans York-Centre, Allan Rock (Santé) dans Etobicoke-Centre, ainsi que David Col-

lette (Transports) dans Don Valley-Est. Tous trois ont répété sans peine leur victoire d'il y a trois ans avec de fortes avances sur leurs adversaires.

CE QU'ILS ONT DIT

La FTQ

HENRI MASSÉ et René Roy, président et secrétaire général de la Fédération des travailleurs du Québec : « Nous espérons que le prochain gouvernement Chrétien travaillera à régler rapidement les dossiers prioritaires « comme » la réforme en profondeur du régime de l'assurance-emploi, qui est actuellement un vrai désastre. M. Chrétien a eu beau s'excuser, il doit maintenant corriger ses erreurs. « ... » Ottawa doit légiférer de toute urgence pour mettre en place un nouveau régime plus équitable pour les sans-emploi. »

Michel défend Jean

MICHEL CHRÉTIEN, frère de Jean Chrétien : « Des attaques comme Jean a reçues, ça nous affecte aussi dans la famille. Jean Chrétien est méconnu des Québécois. Si vous regardez derrière le personnage, il y a un grand humain que je connais très bien et vous auriez avantage à le questionner sur son aspect humain. »

Le sénateur Nolin

PIERRE NOLIN, sénateur conservateur : « On va devoir examiner les résultats comté par comté, il y a eu des revirements imprévus. Je veux noter la victoire de M. Clark dans Calgary Centre. Son courage a été récompensé et reconnu par même ses adversaires. »

Félicitations à la conseillère Aline

SERGE JOYAL, sénateur libéral : « Il faut d'abord féliciter M. Chrétien et sa première conseillère, Aline Chrétien. Je ne crois pas que les Québécois aient été réceptifs à la campagne ultra-négative qui a été déclenchée contre M. Chrétien au Québec. On atteint un niveau et les gens veulent qu'on leur propose autre chose. »

Un retraité bloquiste

Pierre de Savoye, retraité bloquiste : « Je suis surpris de la performance du Bloc québécois comme tout le monde. Il a recueilli 5 à 6 % plus de votes qu'à la dernière élection mais c'est un vote plus concentré. Ça nous a fait perdre quelques comtés. »

Les Québécois veulent tourner la page

John Rae, directeur de la campagne nationale du parti libéral et vice-président de Power Corporation : « Je pense que le résultat démontre que les Québécois veulent tourner la page, que nous voulons aller ensemble comme pays. »

Martin félicite Chrétien

Paul Martin, ministre des Finances du Canada : « Je veux féliciter Jean Chrétien pour l'effort magnifique qu'il a démontré pour cette troisième victoire majoritaire. C'est vraiment un événement unique dans notre histoire. »

Manning père

PRESTON MANNING, ancien chef, parti réformiste : « Je respecte Joe Clark comme individu, mais comme leader, je pense qu'il a fait preuve d'un mauvais jugement assez incroyable à un moment clé de sa carrière. Le refus de Clark d'unir les conservateurs à l'Alliance canadienne était une occasion en or de faire preuve de leadership et de faire cesser la division du vote. »

Un partisan de l'Alliance

TOM FLANAGAN, professeur à l'Université de Calgary et partisan de l'Alliance canadienne : « Je commence à me demander si lorsque quelqu'un devient très populaire en termes de culture politique dans l'Ouest du Canada sera un jour en mesure de récolter suffisamment de soutien dans l'est du pays. »

Un analyste politique

JEAN LAPIERRE, analyste politique : « Le soutien au Bloc québécois a peut-être fondu parce que le parti avait d'abord annoncé aux Québécois en 1993 qu'il serait à Ottawa pour un mandat. Cela devrait faire non seulement réfléchir Gilles Duceppe, mais aussi Lucien Bouchard. »

AUX URNES CITOYENS



À Edmonton, Pitou a dû patienter à l'extérieur pendant que son maître optait pour son candidat favori.



En Nouvelle-Écosse, plus précisément à Pictou Island, ce pêcheur a voté à la première heure avant de retourner à ses occupations.

Les sondeurs ont encore vu juste

ALEXANDRE SIROIS

Les sondeurs, qui mettent dans le mille presque à tous les coups pour ce qui est de prédire l'issue des élections fédérales, ont encore vu juste cette année.

Au cours de la semaine précédant les élections, les six firmes qui ont sondé les Canadiens ont obtenu des résultats très similaires. Elles ont notamment estimé que les libéraux récolteraient de 39 % à 45 % des intentions de vote. Hier, au moment de mettre sous presse, les troupes de Jean Chrétien avaient 41 % des voix.

Les résultats préliminaires enregistrés hier soir par l'Alliance canadienne (24 %), le Parti conservateur (12 %), le NPD (8 %) et le Bloc (10 %), étaient sensiblement fidèles à ceux qui avaient été estimés par les sondeurs.

« Ça confirme à peu près tous les scénarios des sondages. Par rapport au début de la campagne, les libéraux ont baissé un peu, l'Alliance a déraillé, le PC a grimpé un peu, le NPD a plafonné et le Bloc est de-

* Pourcentage du vote au moment de mettre sous presse								
	Élections* 27 nov. 2000	DECIMA 19-21 nov.	COMPAS 20-21 nov.	IPSOS-REID 17-23 nov.	LÉGER 19-23 nov.	EKOS 20-22 nov.	ENVIRONICS 20-22 nov.	COMPAS 23 nov.
PARTI LIBÉRAL	41%	39%	39%	39%	43%	43%	45%	41%
ALLIANCE CANADIENNE	24%	24%	27%	27%	25%	25%	24%	25%
PARTI CONSERVATEUR	12%	12%	12%	12%	11%	11%	13%	12%
NPD	8%	10%	9%	10%	9%	9%	7%	9%
BLOC QUÉBÉCOIS	10%	13%	11%	10%	10%	9%	10%	10%

meuré presque nez à nez avec les libéraux au Québec », a déclaré le politologue Richard Nadeau, de l'Université de Montréal.

« La surprise, c'est de voir que le nombre de sièges au Québec reflète mieux le pourcentage des votes que d'habitude, ce qui est dû à toutes sortes de facteurs locaux », dont la présence de certaines personnalités régionales et la grogne contre les fusions, a précisé M. Nadeau.

La justesse des prévisions sur le plan du pourcentage des voix n'a pas surpris l'universitaire, qui a indiqué que depuis la fin des années soixante, les sondeurs n'ont jamais vraiment eu tort au pays. Il n'y a eu que « deux accidents historiques »

en la matière au cours de l'histoire canadienne, a déclaré M. Nadeau. En 1957 les sondeurs donnaient dix points d'avance au libéral Louis Saint-Laurent, alors que c'est le conservateur John Diefenbaker qui l'a emporté. En 1965, le libéral Lester Pearson avait formé un gouvernement minoritaire, alors que les sondeurs étaient persuadés qu'il serait majoritaire.

Si les sondeurs se trompent rarement, croit le politologue, c'est notamment parce qu'il y a maintenant « plusieurs boîtes en même temps qui prennent une photo ». Des techniques d'échantillonnage raffinées et des échantillons plus importants qu'autrefois font aussi une

différence. On sonde également beaucoup plus tard en cours de campagne, ce qui permet d'obtenir des résultats plus justes. « En 1957, on cessait de sonder dix jours avant les élections », a rappelé M. Nadeau.

Il faut aussi dire que la conjoncture politique actuelle favorise les sondeurs. « Il n'y a pas, au Canada, de partis politiques pour lesquels les gens hésitent à signifier leur appui » lorsqu'on les interroge sur leurs intentions de vote, a dit M. Nadeau, citant en exemple, en France, le Front national de Jean-Marie Le Pen, un parti d'extrême droite dont les résultats sont toujours sous-estimés par les sondeurs.

ÉLECTIONS 2000  LE CHOIX DES CANADIENS

Des craintes nettement exagérées

Le Canada a été bien servi par le passé par des gouvernements minoritaires

PETER DOBELL
collaboration spéciale

HIER, LES CANADIENS ont élu, pour la première fois depuis 1979, un gouvernement minoritaire. Sans doute, au cours des prochaines semaines, stratèges politiques et sondeurs s'empresseront-ils d'analyser comment et pourquoi le gouvernement libéral a perdu son emprise sur la Chambre des communes et tenteront d'évaluer en quoi cette nouvelle réalité politique affectera l'avenir des partis fédéraux ainsi que le fonctionnement de la Chambre des communes.

Mais à quoi peuvent s'attendre les Canadiens de ce nouveau gouvernement? En quoi la situation de celui-ci sera-t-elle différente des gouvernements majoritaires des vingt dernières années? L'électorat canadien devrait-il craindre ce remaniement de l'échiquier politique?

Il est vrai qu'au cours des 26 dernières années la fédération canadienne a connu six Parlements majoritaires contre un seul gouvernement minoritaire, qui ne dura que 8 mois. Mais il ne faudrait pas, par contre, exagérer la nécessité d'un gouvernement majoritaire au bon fonctionnement du système politique canadien. Par le passé, le Canada a été bien servi par des gouvernements minoritaires qui, pour un temps, furent plus courants que les Parlements majoritaires. En effet, de juin 1957 à juillet 1974, il y eut cinq Parlements minoritaires, entrecoupés de seulement deux gouvernements majoritaires. De 1962 et 1968, on vit même se succéder trois gouvernements minoritaires. Et rappelons-nous que c'est durant cette période que le Canada s'est doté d'un système de santé public universel et d'un régime de pensions.

Une alliance

Ayant à l'esprit cette toile de fond historique, et outre la question de l'avenir des chefs de parti, que nous réserve la 37^e législature? Les libéraux ayant été réélus avec une quasi-majorité, le gouvernement Chrétien cherchera sans doute à créer une alliance avec l'un des deux partis mineurs pour constituer avec eux une majorité. Un tel arrangement risque de produire l'environnement le plus stable et le plus facile à gérer pour le gouvernement. Déjà, quelques députés néo-démocrates, nostalgiques du Parlement de 1972 au cours duquel le NPD de Stephen Lewis avait permis aux libéraux de Pierre Trudeau de demeurer au pouvoir, voient dans une nouvelle alliance avec les libéraux un moyen d'infléchir vers la gauche le programme

politique du pays. Les libéraux pourraient aussi, par contre, se tourner vers les conservateurs — un partenaire qui semblerait être plus en accord avec l'orientation actuelle du Parti libéral. Dans une telle situation, la nouvelle dynamique pourrait faire glisser vers la droite le paysage politique. Enfin, si une alliance avec l'un ou l'autre de ces partis n'était pas possible, le gouvernement pourrait toujours trouver des appuis aux Communes de façon ponctuelle — tantôt à la gauche, tantôt à la droite, selon le projet de loi.

Par le passé, la situation de gouvernement minoritaire a conduit les dirigeants et les membres de tous les partis représentés aux Communes à user de prudence pour éviter, parfois, de faire chavirer la barque. Autrefois, l'action se déroulait presque entièrement à la Chambre, et le nombre des activités restait limité. Cela réduisait au minimum le risque d'incidents inattendus: la direction de chaque parti voyait à tout et pouvait écarter tous les périls. Aujourd'hui, au contraire, en raison des nouvelles règles adoptées au cours des 30 dernières années concernant le nombre grandissant de champs d'action et de comités, il devient plus difficile pour le leadership du gouvernement d'exercer son contrôle sur les travaux parlementaires. Il se pourrait que les représentants des partis au sein de ces comités, trouvant un terrain d'entente avec les autres partis, approuvent telle modification des prévisions ministérielles ou tel amendement à un projet de loi. Dans ce contexte, la direction du parti au pouvoir trouvera-t-elle des alliés prêts à renverser en Chambre la décision prise en comité? Dans l'incertitude, la direction du parti osera-t-elle essayer de renverser la décision d'un comité, sachant qu'un échec pourrait conduire à la chute du gouvernement ou au déclenchement de nouvelles élections?

Devant tant d'inconnues, impossible de prédire le fonctionnement de ce Parlement minoritaire. On peut cependant prévoir que, selon certains scénarios, le rôle élargi désormais reconnu aux comités pourrait fournir à des députés en quête de terrains d'entente par-delà les lignes de partis l'occasion d'énoncer des politiques d'intérêt commun. Pour cela, il faudra, par contre, que les membres des comités, fortement motivés en faveur de causes communes, sachent mettre de côté les rivalités partisanes qui les opposent en Chambre.

Élargir le rôle des députés

Les changements instaurés au



Joe Clark, ici en compagnie de son épouse, Maureen McTeer, a formé, en 1979, le dernier gouvernement minoritaire qu'ait connu le pays jusqu'ici.

PHOTOTHÈQUE La Presse ©

cours des 30 dernières années dans les pratiques parlementaires apportent un autre élément nouveau et intéressant: la possibilité d'élargir et de rehausser le rôle des simples députés. À partir de 1986, une série de modifications apportées au règlement sont venues élargir et valoriser le rôle des simples députés. Les modifications ont ouvert à ces derniers un troisième domaine, susceptible de compliquer légèrement la situation d'un gouvernement minoritaire. Il était très rare, auparavant, qu'un projet de loi ou une motion présentés par un simple député parviennent jusqu'au stade du vote; et l'on avait moins souvent qu'aujourd'hui l'occasion de débattre de telles questions. Mais les députés, tous partis confondus, réclamaient de plus en plus que l'on multipliat pour eux les chances de soumettre à la Chambre leurs propres projets de lois; si bien qu'on a allégué progressivement les règles qui encadraient cette pratique.

En conséquence, on a vu augmenter quelque peu le nombre des projets de lois soumis par des députés et adoptés par la Chambre. Une décision du Parti libéral y a largement contribué: formulée

dans le livre rouge de 1993, elle engageait le parti à n'imposer à ses députés aucune ligne de conduite à l'égard de ces projets de lois. Même si certains ministres concernés ont parfois pressé les membres de leur parti de voter pour ou contre tel ou tel de ces projets, on a respecté l'engagement de ne pas faire intervenir le whip: les députés du parti au pouvoir sont restés libres, en dernière analyse, de passer outre à l'avis du ministre et de voter à leur guise.

Les partis d'opposition, jusqu'à un certain point, ont fait leur la position du gouvernement libéral. Les députés ont apprécié la liberté, qui leur était enfin accordée, de porter leur propre jugement sur les projets de lois que présentent leurs collègues. Et cette pratique, sans être inscrite dans aucun règlement, est en voie de devenir coutume. Le gouvernement Chrétien, devenu minoritaire, pourrait trouver cette nouvelle pratique embarrassante advenant que les partis d'opposition arrivent à unir leurs forces, et se mettent à exploiter cette disposition pour soumettre des projets de lois préconisant des politiques contraires aux siennes — par exemple, un projet de loi proposant que le commissaire à l'éthique se rapporte

à la Chambre des communes plutôt que directement au premier ministre.

Tout compte fait, les craintes exprimées relativement à la stabilité de ce type de gouvernement sont nettement exagérées. L'élection d'un gouvernement minoritaire pourrait même s'avérer bénéfique en élargissant le pouvoir des députés d'arrière-ban et des comités permanents. Compte tenu des circonstances, le nouveau gouvernement fédéral sera obligé de prendre en compte l'opinion de tous les députés, peu importe le parti. Bien que cette nouvelle dynamique risque de n'être pas bien reçue par le leadership au sein de la minorité, elle pourrait peut-être permettre de mieux servir les intérêts des Canadiens en encourageant un recours plus systématique à la négociation et à la collaboration dans le processus décisionnel.

Peter Dobell, Directeur fondateur du Centre parlementaire, est l'auteur de À quoi les Canadiens peuvent-ils s'attendre advenant un gouvernement minoritaire?, publié récemment par l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP).



Même le très populaire Pierre Elliott Trudeau a été privé d'un gouvernement majoritaire, en 1972.

PHOTOTHÈQUE La Presse ©



1962. Lester B. Pearson (à droite), accompagné sur la photo du premier ministre du Québec de l'époque, Jean Lesage, fait élire un premier gouvernement minoritaire. Il en fera élire un autre en 1963.

PHOTOTHÈQUE, La Presse ©



En 1957, John Diefenbaker prête serment pour la première fois comme premier ministre du Canada, à la tête d'un gouvernement minoritaire.

PHOTOTHÈQUE, La Presse ©

ÉLECTIONS 2000 LES DÉPUTÉS AU QUÉBEC ET EN ONTARIO


Voici les résultats du vote aux élections fédérales de 2000 tels que compilés par La Presse Canadienne, à l'heure de mettre sous presse.

Entre parenthèses après le nom de chaque circonscription, on trouve le nom du parti qui a remporté la circonscription lors des dernières élections générales ou lors d'une élection complémentaire, ainsi que la majorité du vainqueur à l'époque.


AC	ALLIANCE CANADIENNE	PAC	PARTI DE L'ACTION CANADIENNE
BO	BLOC QUÉBÉCOIS	PC	PARTI CONSERVATEUR
COM	PARTI COMMUNISTE	PM	PARTI MARIJUANA
LIB	PARTI LIBÉRAL DU CANADA	PV	PARTI VERT
LN	PARTI DE LA LOI NATURELLE	IND	INDÉPENDANT
ML	PARTI MARXISTE-LÉNINISTE	SA	SANS AFFILIATION
NPD	NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE	X	DÉPUTÉ SORTANT


MONTRÉAL-EST


(9 députés)


Ahuntsic (LIB 10 282)	135:226	
xEleni Bakopanos > LIB	16 872	
Fatima El Amraoui > BO	10 517	
Jessica Chartrand > PC	1 764	
Eugenia Romain > AC	1 116	
Mimi Ghosh > PV	693	
Steve Moran > NPD	643	
Antonio Artuso > COM	135	
Vincent Dorais > ML	80	


Anjou-Rivières-des-Prairies (LIB 7 631)	181:195	
xYvon Charbonneau > LIB	25 594	
Jacques Dagenais > BO	13 743	
Michel Tanguay > PC	1 879	
Gianni Chiazzeze > AC	1 864	
Normand Néron > PM	881	
Bruce Whelan > NPD	618	
Hélène Héroux > ML	185	


Bourassa (LIB 8 952)	131:186	
xDenis Coderre > LIB	17 464	
Umberto Di Genova > BO	7 697	
Marcel Lys François > AC	1 004	
Marcel Pitre > PC	870	
Richard Gendron > NPD	483	
Claude Brunelle > ML	231	
Ulises Nitor > COM	86	


Hochelaga-Maisonneuve (BQ 5 630)	202:205	
xRéal Ménard > BQ	20 610	
Louis Morena > LIB	15 420	
Benoît Harbec > PC	1 718	
Stephanie Morency > AC	1 467	
Alex Néron > PM	1 221	
Milan Mirich > NPD	787	
Pierre Bibeau > COM	272	
Christine Dandenaault > ML	272	


Laurier-Sainte-Marie (BQ 15 392)	208:210	
xGilles Duceppe > BQ	23 213	
Jean Philippe Côté > LIB	11 267	
Dylan Perceval-Maxwell > PV	2 146	
Marc-Boris St-Maurice > PM	2 133	
Richard Chartier > NPD	2 109	
Jean François Tessier > PC	1 872	
Stéphane Prud'homme > AC	951	
Ginette Boutet > ML	274	


Mercier (BQ 10 588)		
xFrancine Lalonde > BQ	24 755	
Normand Biron > LIB	15 416	
Richard Savignac > PV	1 810	
J. Marc-Antoine Delsin > AC	1 681	
Martin Gelgoot > PC	1 626	
Eric Duquette > PM	936	
Nicholas Vikander > NPD	480	
Geneviève Royer > ML	104	


Papineau-Saint-Denis (LIB 12 177)	146:188	
xPierre Pettigrew > LIB	17 880	
Philippe Ordenes > BO	9 855	
Hans Marotte > NPD	1 597	
Yannis Felemegos > AC	1 512	
Emmanuel Préville > PC	963	
Boris-Antoine Legault > PV	917	
Antoine Théorêt-Poupart > PM	765	
Mustaque A. Sarker > IND	510	
Peter Maccrisopoulos > ML	312	


Rosemont-Petite-Patrie (BQ 7 361)	219:225	
xBernard Bigras > BQ	22 730	
Claude Vigneault > LIB	15 371	
Marc Bissonnette > PC	2 143	
Claude Messier > PM	1 454	
Sébastien Chagnon-Jean > PV	1 442	
Noémi Lo Pinto > NPD	1 393	
Etienne Morin > AC	1 334	
Dorothy Sauras > COM	226	
Joanne Pritchard > IND	112	

Saint-Léonard-Saint-Michel (LIB 27 631)		
xAlfonso Gagliano > LIB	34 775	
Marcel Ferlatte > BO	6 520	
Daniel Champagne > AC	1 717	
Mostafa Ben Kirane > PC	1 039	
Karina Néron > PM	626	
Sara Mayo > NPD	513	
Yves Le Seigle > ML	127	


MONTRÉAL-OUEST		
(9 députés)		
Lac-Saint-Louis (LIB 31 320)	188:218	
xClifford Lincoln > LIB	36 522	
Daniel Gendron > PC	3 696	
William F. Shaw > AC	3 558	
Guy Amyot > BO	3 411	
Erin Sikora > NPD	1 247	
Elena d'Apollonia > PM	924	
Garnet Colly > ML	104	


LaSalle-Émard (LIB 19 364)		
xPaul Martin > LIB	32 068	
Denis Martel > BO	11 805	
Giuseppe Joe De Santis > AC	1 806	
Deepak T. Massand > PC	1 111	
David Bernans > NPD	837	
Mathieu St-Cyr > PM	765	
Gilles Bigras > LN	273	
Irma Ortiz > COM	107	


Mont-Royal (LIB 15 172)	183:186	
xIrwin Cotler > LIB	31 705	
Stéphane Gelgoot > PC	2 423	
Jean-Sebastien Houle > BO	1 397	
Alex Gabanski > AC	1 292	
Maria Pia ChDavez > NPD	1 012	
Jean-Claude Balu > PV	665	
Judith Chafoya > COM	147	
Ena Kahn > LN	116	


Notre-Dame-de-Grâce-Lachine (LIB 19 232)	150:209	
xMarlene Jennings > LIB	19 456	
Jeannine Ouellet > BO	7 119	
Kathy Megyery > PC	2 478	
Darrin Etcovitch > AC	1 494	
Bruce Toombs > NPD	1 383	
Katie Graham > PV	695	
Grégoire Faber > PM	662	
Michael Wilson > LN	151	
Rachel Hoffman > ML	106	


Outremont (LIB 9 663)	145:177	
xMartin Cauchon > LIB	15 022	
Amir Khadir > BO	8 906	
Robert Archambault > PC	2 644	
Peter Graefe > NPD	1 653	
Jan Schotte > PV	1 115	
Josée Duchesneau > AC	1 027	
Huguette Plourde > PM	772	
Louise Charron > ML	164	
Pierre Smith > COM	100	


Pierrefonds-Dollard (LIB 27 930)		
xBernard Patry > LIB	39 360	
Sylvie Brousseau > BO	5 937	
Neil Drabkin > AC	3 481	
John Profit > PC	3 247	
Jean-François Labrecque > PM	1 149	
Adam Hodgins > NPD	1 109	


Saint-Laurent-Cartierville (LIB 27 737)	144:175	
xStéphane Dion > LIB	26 645	
Yves Beauregard > BO	5 006	
J. Pierre Rouleau > PC	1 939	
Kaddis R. Sidaros > AC	1 579	
Piper Elizabeth Huggins > NPD	841	
Ken Fernandez > PAC	193	
Oscar Chavez > COM	172	


Verdun-Saint-Henri-Saint-Paul (LIB 6 271)		
xRaymond Lavigne > LIB	20 918	
Pedro Utiliano > BO	11 951	
Bernard Côté > PC	2 642	
Jacques Gendron > AC	2 094	
Matthew McLaughlin > NPD	1 075	
Lorraine Ann Craig > PV	931	
Marc-André Roy > PM	927	
Bill Sloan > COM	194	
William Lorenson > IND	121	


Westmount-Ville-Marie (LIB 19 170)	135:183	
xLucienne Robillard > LIB	16 239	
Bryan Price > PC	3 311	
Marcela Valdivia > BO	2 606	
Willy Blomme > NPD	1 440	
Felix Cotte > AC	1 186	
Brian Sarwer-Foner > PV	921	
Patrice Caron > PM	492	
Michel Laporte > IND	454	
Saroj Bains > ML	117	
Allen Faguy > LN	58	


LAVAL		
(3 députés)		
Laval-Centre (BQ 2 446)	235:236	
xMadeleine Daphond-Guiral > BQ	23 558	
Pierre Lafleur > LIB	23 144	
Guy Fortin > PC	2 763	
Eric Marchand > AC	2 415	
Julien Bernard > PV	1 306	
Jean-Yves Dion > NPD	816	


Laval-Est (BQ 3 814)	219:224	
xCarole-Marie Allard > LIB	25 352	
Mathieu Alarie > BO	24 001	
André G. Plourde > PC	2 391	
Rosane Raymond > AC	2 260	
Christian Lajoie > PM	853	
Frédéric Gauvin > PV	639	
Sujata Dey > NPD	559	
Régent Millette > IND	249	
Gabriel Cornélien-Brunelle > ML	174	


Laval-Ouest (LIB 12 019)	230:235	
xRaymonde Folco > LIB	31 005	
Manon Sauvé > BO	19 616	
Leo Housakos > AC	4 523	
Michael M. Fortier > PC	3 516	
Luc Beaulieu > PV	968	
Christian Patenaude > NPD	753	
Polyvios Tsakanikas > ML	180	


RIVE-SUD		
(12 députés)		
Bas-Richelieu-Nicolet-Bécancour (BQ 12 480)	196:202	
xLouis Plamondon > BQ	24 305	
Roland Paradis > LIB	13 222	
Frédéric Lajoie > AC	2 037	
Gabriel Rousseau > PC	1 824	
Black D. Blackburn > PM	877	
Raymond Dorion > NPD	405	

Beauharnois-Salaberry (BQ 3 223)		
Serge Marclil > LIB	23 786	
xDaniel Turp > BO	21 011	
Roma Myre > PC	2 132	
Stephane Renaud > AC	1 783	
Elizabeth Clark > NPD	698	


Brossard-La Prairie (LIB 7 334)	200:207	
xJacques Saada > LIB	25 079	
Nicolas Tétrault > BO	16 091	
Sylvain St-Louis > PC	2 895	
Richard Bélisle > AC	2 836	
Clémence Provencher > NPD	806	
Sylvia Larras > LN	504	
Normand Chouinard > ML	168	


Chambly (BQ 12 048)	207:208	
xGhislain Lebel > BQ	25 874	
Denis Caron > LIB	17 337	
Jacques Parenteau > PC	3 431	
Gaétan Paquette > AC	2 922	
Sébastien Duclos > PM	1 757	
Darren O'Toole > NPD	765	


Châteauguay (BQ 6 742)		
Robert Lanctôt > BQ	26 320	
Carole Marclil > LIB	22 840	
Ricardo Lopez > AC	3 124	
Réjeanne Rioux > PC	2 110	
Margaret Larras > LN	745	
Robert Lindblad > NPD	619	


Longueuil (BQ 8 830)		
xCaroline St-Hilaire > BQ	20 868	
Sophie Joncas > LIB	12 980	
Richard Lafleur > PC	2 210	
Michel Anguy > AC	2 066	
David Fiset > PM	968	
Timothy Spurr > NPD	655	
Stéphane Chénier > ML	183	


Saint-Bruno-Saint-Hubert (BQ 6 480)	190:199	
xPierrette Venne > BQ	21 212	
Claude Leblanc > LIB	18 652	
Jean Vézina > AC	3 160	
Otmame Brixi > PC	2 568	
Maryève Daigle > PM	1 467	
Marie Henretta > NPD	976	

Saint-Hyacinthe-Bagot (BQ 4 803)	180:200	
xYvan Loubier > BQ	23 100	
Michel Gaudette > LIB	14 339	
Jacques Bousquet > AC	1 976	
Frédéric Mantha > PC	1 749	
Rachel Dicaire > NPD	444	

Saint-Jean (BQ 9 202)	180:196	
xClaude Bachand > BQ	20 502	
Joseph Khoury > LIB	15 237	
Josée Coulombe > AC	2 835	
Gérald L'Ecuyer > PC	2 517	
Marc St-Jean > PM	1 161	
Julien Patenaude > NPD	634	

Saint-Lambert (LIB 978)	155:188	
xYolande Thibeault > LIB	15 891	
Christian Picard > BQ	13 313	
Nic Leblanc > AC	2 417	
Walter Stirling > PC	2 208	
Katherine Léveillé > PM	1 133	

Verchères-Les-Patriotes (BQ 17 359)	155:207	
xStéphane Bergeron > BQ	20 744	
Mark Provencher > LIB	12 484	
Frédéric Grenier > PC	3 046	
Stéphane Désilets > AC	2 095	
Jonathan Bérubé > PM	1 245	
Charles Bussières > NPD	840	

Vaudreuil-Soulanges (LIB 6 102)	212:214	
xNick Discipola > LIB	26 173	
Eric Cimon > BO	17 547	
Dean Drysdale > AC	4 184	
Stratos Psarianos > PC	2 015	
Shaun G. Lynch > NPD	904	

LAURENTIDES-MANAUDIÈRE

(5 députés) Joliette (BQ 5 188) 160:214 Pierre Paquette > BQ 17 568 Robert Malo > LIB 10 578 Eric Champagne > PC 1 994 Clément Lévesque > AC 1 812 François Rivest > NPD 772 Bob Aubin > COM 380

Laurentides (BQ 9 594) 295:297 xMonique Guay > BQ 29 890 Dominique Boyer > LIB 23 176 Jacques Vien > PC 3 027 William Azeff > AC 2 269 Jacinthe Millaire > LN 752 Brendan Naef > NPD 703

Repentigny (BQ 20 788) 220:236 xBenoît Sauvageau > BQ 31 170 David Veillette > LIB 14 579 Michel Carignan > PC 2 898 Michel Paulette > AC 2 794 Lise Dufour > PM 1 887 Pierre Péclet > NPD 849

Rivière-des-Mille-Îles (BQ 9 527) 165:262 xGilles-A. Perron > BQ 16 562 Robert Fraguasso > LIB 10 896 François Desrochers > AC 2 228 Michel Paquette > PC 1 792 Eric Squire > PV 777 Stéphane Thinel > NPD 442

Terrebonne-Blainville (BQ 13 379) 215:223 Diane Bourgeois > BQ 28 215 François-Hugues Liberge > LIB 17 152 Guyline St-Georges > AC 3 639 Mélanie Gemme > PC 2 958 Pascale Levert > LN 1 164 Normand Beaudet > NPD 1 086

MAURICIE

(4 députés) Berthier-Montcalm (BQ 17 634) 261:275 xMichel Bellehumeur > BQ 30 364 Jean-Carlé Hudon > LIB 15 765 Réal Naud > AC 2 728 Paul Lavigne > PC 1 940 Sébastien Hénauld > PM 1 410 Jean-Pierre De Billy > NPD 824

Champlain (BQ 7 772) Julie Boulet > LIB 20 483 Marcel Gagnon > BQ 20 426 Eric Labranche > AC 2 597 Paul Giroux > PM 1 021 Philippe Toone > NPD 675

Saint-Maurice (LIB 1 602) 185:186 xJean Chrétien > LIB 22 739 François Marchand > BQ 16 681 Jean-Guy Mercier > AC 1 445 Pierre Blais > PC 950 Raymond Chase > NPD 356 Sylvain Archambault > COM 216

Trois-Rivières (BQ 5 575) xYves Rocheleau > BQ 22 873 Denis Normandin > LIB 20 503 Luc Legaré > AC 2 515 Scott Healy > PC 1 568 Gilles Raymond > LN 887 David Horlock > NPD 599 Alexandre Deschênes > ML 404

OUTAOUAIS

(4 députés) Argenteuil-Papineau-Mirabel (BQ 3 554) 191:230 Mario Laframboise > BQ 18 038 Lise Bourgault > LIB 16 822 Francine Labelle > AC 2 439 Jean-Denis Pelletier > PC 1 554 Pierre Audette > PM 782 Gilles Bisson > PV 629 Didier Charles > NPD 454 Marie-Thérèse Nault > LN 218 Laurent Filion > IND 135

Gatineau (LIB 9 512) 233:260 xMark Assad > LIB 23 175 Richard Nadeau > BO 11 475 Stéphanie Crowley > AC 4 553 Michael F. Vasseur > PC 3 252 Carl Héту > NPD 1 580 Jean-Claude Pomet > LN 448 Ronald Bélanger > IND 352 Samantha Demers > IND 211 Françoise Roy > ML 129

Hull-Aylmer (LIB 5 037) 213:215 xMarcel Proulx > LIB 22 006 Caroline Brouard > BO 9 953 Guy Dufort > PC 4 136 Michel Geisterfer > AC 3 581 Peter Piening > NPD 1 509 Aubert Martins > PM 879 Rita Bouchard > LN 430 Ron Gray > IND 183 Robert Brooks > PAC 167 Alexandre Legeais > ML 106

Pontiac-Gatineau-Labelle (LIB 6 839) 180:242 xRobert Bertrand > LIB 14 743 Johanne Deschamps > BO 10 182 Judith Grant > AC 4 989 Benoît Larocque > PC 1 186 Melissa Hunter > NPD 555 Gretchen Schwarz > PV 455 Eleanor Hyodo > LN 131 Christian Legeais > ML 59 Thomas J. Sabourin > IND 52

NORD-OUEST

(2 députés) Abitibi-Baie-James-Nunavik (LIB 2 635) 208:223 xGuy St-Julien > LIB 17 929 François Lemieux > BO 15 537 François Dionne > AC 1 289 Sylvain Gemme > PC 795 Daniel Fredrick > NPD 524

Témiscamingue (BQ 5 850) 195:200 xPierre Brien > BQ 18 293 Roch Charron > LIB 15 512 Eric Laroche > AC 1 330 Sébastien Héroux > PC 793 Anik-Maude Morin > NPD 479

ONTARIO

(103 députés) Algoma-Manitowlin (LIB 5 457) xBrent St. Denis > LIB 15 000 Ron Swain > AC 8 992 Grant Buck > NPD 4 328 Dale Lapham > PC 2 269 Alexander Jablanczy > PV 428

Ancaster-Dun.-Flam.-Al. (LIB 6 103) xJohn Bryden > LIB 19 172 Ray Pennings > AC 14 679 Gerry Aggus > PC 9 025 Gordon Guyatt > NPD 3 627

Barrie-Simcoe-Bradford (LIB 7 507) 294:296 xAileen Carroll > LIB 26 220 Rob Hamilton > AC 17 573 Jane MacLaren > PC 7 522 Keith Lindsay > NPD 2 384 Ian Woods > PAC 386 Brian K. White > IND 232

Bramalea-Gore-Mal.-Spring. (LIB 8 278) xGurbax S. Malhi > LIB 21 882 Gurdish Mangat > AC 7 214 Vishnu Varaiach > PC 6 018 Vishnu Roche > NPD 1 863 Gurinder Malhi > IND 783 Jim Bridgewood > COM 351 David Greig > ML 267

Brampton-Centre (LIB 7 798) xS. Assadourian > LIB 18 365 Beryl Ford > PC 9 229 Prabhath Kapur > AC 6 247 Sue Sleas > NPD 1 785 Andrew K. Roy > PV 628

Brampton-O.-Mississauga (LIB 18 850) 223:226 xColleen Beaumier > LIB 31 031 Hardial Sangha > AC 7 657 W. Glenn Harewood > PC 5 952 Matt Harsant > NPD 1 566 Mike Hofer > PV 524

Brant (LIB 13 689) xJane Stewart > LIB 24 025 Chris Cattle > AC 10 944 Stephen Kun > PC 3 579 Dee Chisholm > NPD 3 132 Graeme Dunn > PV 490 Mike Clancy > PAC 444

Bruce-Grey-Owen Sound (LIB 1 735) xOvid L. Jackson > LIB 19 722 Murray Peer > AC 15 990 Allen Wilford > PC 6 869 Karen Gventer > NPD 2 166

Burlington (LIB 5 698) xPaddy Torsney > LIB 22 110 Don Pennell > AC 11 490 Stephen Collinson > PC 11 281 Larry McMahon > NPD 1 723 Tom Snyder > PV 773

Cambridge (LIB 6 906) xJanko Peric > LIB 22 146 Reg Petersen > AC 14 914 John L. Housser > PC 6 319 Pam Wolf > NPD 4 111 Thomas Mitchell > LN 210 John G. Gots > IND 161

Chatham-Kent Essex (LIB 12 510) xJerry Pickard > LIB 19 985 Sean Smart > AC 12 957 Ryan Bailey > PC 4 133 Susan MacKay > NPD 2 209 Buddy Clarke > PV 715 Dobby Smith > PAC 213 Louis Duke > IND 72

Durham (LIB 6 819) xAlex Shepherd > LIB 20 519 Gerry Skipwith > AC 13 601 Sam Cureatz > PC 8 358 Ken Raney > NPD 2 538 Durk Bruinsma > IND 343

Elgin-Middlesex-London (LIB 6 391) xGar Knutson > LIB 17 080 Bill Walters > AC 15 502 Delia Reiche > PC 6 044 Tim McCallum > NPD 2 304 Ken DeVries > IND 476 John R. Fisher > PV 425

Erie-Lincoln (LIB 4 754) xJohn Maloney > LIB 17 057 Dean Allison > AC 14 992 David Hurren > AC 5 174 Jody Di Bartolomeo > NPD 2 423 David W. Bylsma > IND 473 John Gregory > LN 143 William Schleich > PAC 137

Essex (LIB 7 872) 239:242 xSusan Whelan > LIB 20 317 Scott Cowan > AC 15 859 Marion Overholt > NPD 6 361 Merrill Baker > PC 3 144 Robert Cruise > ML 150

Glengarry-Prescott-Russell (LIB 28 877) 201:202 xDon Boudria > LIB 31 425 L. Sebastian Anders > AC 8 633 Ashley O'Kurley > PC 3 921 Guy Belle-Isle > NPD 1 862 Wayne Foster > LN 335

Guelph-Wellington (LIB 13 844) 244:251 xB. Chamberlain > LIB 26 268 Max Layton > AC 11 031 Marie Adsett > PC 10 158 Edward Pickersgill > NPD 5 665 Bill Hulet > PV 991 Gord Truscott > IND 276 Sharon Tanti > PAC 208 Manuel Couto > ML 70

Haldimand-Norfolk-Brant (LIB 8 495) xBob Speller > LIB 20 671 Jim Maki > AC 15 201 Gary Muntz > PC 5 738 Norm Walpole > NPD 2 096 L. Scott Morgan > PAC 395

Haliburton-Victoria-Brock (LIB 1 181) xJohn O'Reilly > LIB 16 564 Pat Dunn > AC 15 505 Laurie Scott > PC 14 426 Rick Denyer > NPD 2 396

Hamilton Mountain (LIB 12 251) xBeth Phinney > LIB 22 497 Mike Scott > AC 9 581 John Smith > PC 7 479 James Stephenson > NPD 4 381 Rolf Gerstenberger > ML 262

Hamilton-Ouest (LIB 13 303) xStan Keyes > LIB 21 272 Leon O'Connor > AC 7 293 Catherine Hudson > NPD 5 302 Ron Blackie > PC 5 024 Hamish J. Campbell > PV 634 Danielle Keir > PM 437 Stephen Downey > IND 163 Rita Rassenberg > LN 95 Mike Mirza > COM 90 Wendell Fields > ML 61

Hastings-Fron.-Lennox-Ad. (LIB 6 172) xLarry McCormick > LIB 17 096 Sean McAdam > AC 13 327 Daryl Kramp > PC 10 231 Tom O'Neill > NPD 2 200 Chris Walker > PV 516 Ross Baker > IND 204 Paul Isaacs > PAC 156 Kenneth Switzer > IND 45

Huron-Bruce (LIB 9 315) xPaul Steckle > LIB 21 552 Mark Beaven > AC 10 342 Ken Kelly > PC 8 090 Christine Kemp > NPD 2 728 Dave Joslin > IND 250 Philip Holley > PAC 228

Kenora-Rainy River (LIB 4 302) xBob Nault > LIB 14 332 Ed Prefontaine > AC 9 119 Susan Barclay > NPD 6 845 Brian Barrett > PC 1 465

Kingston et les Îles (LIB 14 336) xPeter Milliken > LIB 26 462 Blair MacLean > PC 9 227 Kevin Goligher > AC 7 893 Gary Wilson > NPD 5 043 Chris Milburn > PV 2 657

Kitchener-Centre (LIB 12 129) xKaren Redman > LIB 23 511 Eloise Jantzi > AC 11 603 Steven D. Gadbois > PC 6 162 Paul Royston > NPD 3 058 Martin Suter > COM 167

Kitchener-Waterloo (LIB 13 498) 276:277 xAndrew Telegdi > LIB 27 130 Joshua Doig > AC 12 433 Brian Bourke > PC 8 611 Richard W.-Bowers > NPD 4 397 Jack MacAulay > PV 809 Robert E. Cormier > PAC 273 Christine Nugent > ML 164 Frank Ellis > IND 105

Lambton-Kent-Middlesex (LIB 8 553) 216:220 xRose-Marie Ur > LIB 21 149 Ron Young > AC 13 264 John Phair > PC 5 894 Joyce Jolliffe > NPD 1 869 Roger James > IND 364 Dan Valkos > PV 339 Eva Cryderman > PAC 231

Lanark-Carleton (LIB 11 386) Scott Reid > AC 24 646 xIan Murray > LIB 22 838 Bryan Brulotte > PC 12 396 Theresa Kiefer > NPD 1 939 Stuart Langstaff > PV 870 Ross Elliott > PAC 388 John Baranyi > IND 148 Britt Roberts > LN 109

Leeds-Grenville (LIB 3 487) xJoe Jordan > LIB 18 601 Gord Brown > AC 18 529 John M. Johnston > PC 7 912 Martin Hanratty > NPD 990 Jerry Healy > PV 815 Jane Pamela Scharf > PAC 182

London-Fanshawe (LIB 13 659) 187:188 xPat O'Brien > LIB 19 677 Robert Vaughan > AC 7 998 Derrall Bellaire > AC 4 116 Andrew Sadler > NPD 4 110

London-Centre-Nord (LIB 15 819) xJoe Fontana > LIB 21 507 Nancy Branscombe > AC 8 370 Lorie Johnson > PC 7 103 Colleen Redmond > NPD 3 712 Jeremy McNaughton > PV 694 Tim Berg > PM 580 Albert Smith > ML 85

London-Ouest (LIB 13 752) 226:228 xSue Barnes > LIB 23 614 Salim Mansur > AC 10 036 Jeff Lang > PC 9 725 George Goodlet > NPD 3 571 Jeremy Price > PV 606 Richard Goos > PAC 164 Margaret Villamizar > ML 73

Markham (PC 3 639) 200:204 John McCallum > LIB 31 410 xJim Jones > AC 8 796 David Scrymgeour > PC 4 986 Janice Hagan > NPD 1 096 Bernadette Manning > PV 474 Akber Choudhry > IND 213 Jim Conrad > PAC 127

Mississauga-Centre (LIB 19 832) 202:204 xCarolyn Parrish > LIB 24 238 Harry Dhaliwal > AC 6 632 Nina Tangri > PC 5 066 Gail McCabe > NPD 1 403 Alan Ward > PM 387 Bob McCabe > AC 126

Mississauga-Est (LIB 15 928) 184:188 xAlbina Guarnieri > LIB 22 058 JiinStien Dookie > AC 5 363 Raana DeFaria > PC 5 244 Henry Beer > NPD 1 451 Pierre Chénier > ML 227

Mississauga-Sud (LIB 11 130) xPaul Szabo > LIB 20 512 Brad Butt > AC 10 009 David Brown > PC 6 845 Ken Cole > NPD 1 619 Pamela Murray > PV 515 Tim Sullivan > ML 76

Mississauga-Ouest (LIB 21 438) 234:235 xSteve Mahoney > LIB 31 096 Philip Leong > AC 10 490 Gul Nawaz > PC 5 257 Cynthia Kazadi > NPD 1 520 Carolyn Brown > PV 803

Nepean-Carleton (LIB 13 033) xDavid Pratt > LIB 24 534 Michael Green > AC 22 355 Bill Knott > PC 9 527 Craig Parsons > NPD 2 225 Isabel McGregor > PV 808 Jacques Wiswiz > PAC 130 Lester Newby > LN 126

Niagara-Centre (LIB 12 062) Tony Tirabassi > LIB 21 643 Bernie Law > AC 13 313 Mike Grimaldi > NPD 6 975 Joe Atkinson > PC 4 893 Tom Prue > PAC 290 Ron Walker > ML 149

Niagara Falls (LIB 4 882) xGary Pillitteri > LIB 18 120 Mel Grunstein > AC 12 282 Tony Baldinelli > PC 6 136 Ed Booker > NPD 2 366 Clara Tarnoy > PV 497 William Norman Amos > LN 155

Nickel Belt (LIB 6 134) xRaymond Bonin > LIB 19 182 Sandy Bass > NPD 7 303 Neil Martin > AC 6 373 Reg Couldridge > PC 1 665

Nipissing (LIB 12 396) xBob Wood > LIB 18 887 Ken Ferron > AC 7 453 Alan Daves > PC 4 192 Wendy Young > NPD 2 562

Northumberland (LIB 9 724) Paul H. Macklin > LIB 20 107 Rick Norlock > AC 11 412 Ralph James Zarboni > PC 8 758 Ben Burd > NPD 2 141 Tom Lawson > PV 1 103 Gail Thompson > PAC 276

Oak Ridges (LIB 15 162) xBryon Wilfert > LIB 32 586 Bob Callow > AC 11 630 John Oostrom > PC 8 355 Joseph Thevarkunnel > NPD 1 619 Steven Haylestrom > PV 671 Mary Wan > LN 180

Oakville (LIB 9 014) xM.A. B. Brown > LIB 23 071 Dan Ferrone > AC 13 509 Rick Byers > PC 9 599 Willie Lambert > NPD 1 336 David DeBelle > PV 795

Oshawa (LIB 3 951) xIvan Grose > LIB 16 184 Barry Bussey > AC 10 853 Bruce L. Wright > PC 5 675 Bruce Rogers > NPD 4 203 Craig J. M. McMillan > PM 689 David Gershuny > ML 97

Ottawa-Centre (LIB 12 341) 247:261 xMac Harb > LIB 21 270 Heather J. Robertson > NPD 12 939 9 445 Beverly Mitchell > PC 7 050 Chris Bradshaw > PV 1 475 Brad Powers > PM 787 Carla Marie Dancy > PAC 199 Marvin Glass > COM 130 Neil Patterson > LN 102 Mistahi Corkill > ML 66

Ottawa-Oriéans (LIB 19 902) xE. Bellemare > LIB 26 636 Rita Burke > AC 13 316 Marc-André Bélair > PC 8 798 Maureen Prebinksi > NPD 2 154 Richard Warman > PV 565 John Albert > PM 534 Heather Hanson > LN 132 Jean Saintonge > PAC 106 Louis Lang > ML 41

Ottawa-Sud (LIB 23 203) xJohn Manly > LIB 26 590 Brad Darbyson > AC 12 648 Kevin Lister > PC 8 100 Jeannie Page > NPD 3 468 Ron Whalen > PM 699 James Hea > LN 141 Marsha Fine > ML 80 Mick Panesar > COM 79

Ottawa-Vanier (LIB 23 974) xMauril Bélanger > LIB 26 542 Nestor Gayowsky > AC 7 590 Stephen Woolcombe > PC 4 200 Joseph Zebrowski > NPD 4 460 Adam Sommerfeld > PV 1 083 Raymond Turmel > PM 728 PierreBlondin > LN 187 Raymond Samuëls > PAC 131 Kim Roberge > ML 74

Ottawa-Ouest-Nepean (LIB 17 910) xMarlene Catterall > LIB 22 608 Barry Yeates > AC 14 858 Tom Curran > PC 10 519 Kevin Kinsella > NPD 2 745 Matt Takach > PV 585 David Creighton > PAC 443 Sotos Petrides > PM 423 John Turmel > IND 80 Stuart Ryan > COM 78 Richard M. Wolfson > LN 58

Oxford (LIB 1 575) xJohn Finlay > LIB 18 869 Dave MacKenzie > PC 12 834 Patricia Smith > AC 11 215 Shawn Rouse > NPD 2 223 John Thomas Markus > IND 534 Alex Kreider > PAC 223

Parry Sound-Muskoka (LIB 6 317) 205:206 xAndy Mitchell > LIB 17 811 George Stripe > AC 9 502 Keith Montgomery > PC 7 009 Joanne Burg > NPD 1 655 Richard Thomas > PV 1 491

Perth-Middlesex (LIB 8 510) xJ. A. Richardson > LIB 16 987 Gary Schellenberger > PC 11 545 Garnet Bloomfield > AC 9 786 Sam Dinciel > NPD 2 800 Eric Eberhardt > PV 689 Tom Kroesbergen > IND 141 Larry Cuthberts > PAC 128

Peterborough (LIB 9 835) xPeter Adams > LIB 25 235 Eric John Allan Mann > AC 14 880 Darrin Langen > PC 7 023 Herb Wiseman > NPD 3 959 Bob Bowers > IND 1 476 Tim Holland > PV 900

Pickering-Ajax-Uxbridge (LIB 15 201) xDan McTeague > LIB 28 713 Ken Griffith > AC 11 941 Michael Hills > PC 6 883 Ralph Chatoor > NPD 1 524 Chris Pennington > PV 1 053

Prince Edward-Hastings (LIB 13 110) xLyle Vanclief > LIB 20 483 Jim Graham > AC 10 003 Dennis Timbrell > PC 8 212 Jason Gannon > NPD 1 920

Renfrew-Nipis.-Pembroke (LIB 6 534) Cheryl Gallant > AC 20 639 xHec Clouthier > LIB 18 216 Bob Amaron > PC 1 526 Ole Hendrickson > NPD 1 609 Stanley E. Sambey > PM 742 Thane C. Heins > IND 121 André Giordano > LN 85

Sarnia-Lambton (LIB 9 322) xRoger Galloway > LIB 19 420 Dave Christie > AC 11 329 Paul Bailey > PC 3 343 Glenn Sonier > NPD 2 789 Allan McKeown > PV 524 Ed Banninga > IND 362 John Elliott > IND 198 Rene Phillion > PAC 148 Shannon Bourke > LN 95 Andre C. Vachon > ML 34

Sault Ste. Marie (LIB 6 588) xC. F. Provenzano > LIB 18 878 Bud Wildman > NPD 9 202 David Ronald Rose > AC 7 006 Doug Lawson > PC 1 168 Kathie Brosemer > PV 776 Martin Bruce Odber > PAC 128

Simcoe-Grey (LIB 4 81) xPaul Bonwick > LIB 22 224 George Demery > AC 18 112 Bill Dunkley > PC 8 655 Michael Kennedy > NPD 1 646 James W. McGillivray > PAC 751 Victor Carvalho > IND 246

Simcoe-Nord (LIB 8 412) xPaul DeVilliers > LIB 24 511 Peter Stock > AC 14 281 Lucy Stewart > PC 6 921 Ann Billings > NPD 2 285 Adrian P. Kooger > IND 305

St. Catharines (LIB 6 052) xWalt Lastewka > LIB 20 989 Randy Taylor Dumont > AC 15 872 Ken Atkinson > PC 6 521 John Bacher > NPD 2 877 Jim Morris > LN 204 Tilly Bylsma > IND 167 Elaine Couto > ML 94

Stoney Creek (LIB 13 540) xTony Valeri > LIB 24 010 Doug Conley > AC 13 353 Grant Howell > PC 6 107 Mark Davies > NPD 3 083 Phil Rose > PAC 450 Paul Lane > ML 137

Stormont-Dundas-Charlot. (LIB 13 912) xBob Kilger > LIB 19 117 Guy Lauzon > AC 16 136 Michael Bailey > PC 3 636 Kimberley Fry > NPD 1 681 Ian Campbell > LN 214 Georges Elie Novy > PAC 176

Sudbury (LIB 13 752) 198:199 xDiane Marleau > LIB 20 319 Mike Smith > AC 6 559 Paul Chislett > NPD 4 346 Alex McGregor > PV 2 642 Thomas Gerry > PV 536 Kathy Wells-McNeil > PAC 216 Daryl Janet Shandro > COM 97

Thornhill (LIB 14 230) xElinor Caplan > LIB 27 151 Robert Goldin > AC 6 643 Lou Watson > PC 6 338 Nathan Rotman > NPD 1 653 Art Jaszczczyk > PAC 254

Thunder Bay-Atikokan (LIB 6 170) 169:170 xStan Dromisky > LIB 11 130 David R. Leskowsky > AC 8 927 Rick Baker > NPD 5 927 Ian M. Sinclair > PC 3 594 Kristin Boyer > PV 759

Thunder Bay-Superior-Nord (LIB 10 040) xJoe Comuzzi > LIB 15 224 Doug Pantry > AC 6 277 John Rafferty > NPD 6 191 Richard Neumann > PC 2 751 Carl Rose > PV 648 Denis A. Carrière > PM 581

Timiskaming-Cochrane (LIB 15 694) xBen Serré > LIB 19 403 Dan Louie > AC 5 840 William J. Stairs > PC 2 603 Ambrose Ruffis > NPD 2 461 Joseph Gold > PV 796

Timiskaming-Ouest (LIB 12 757) xTom Wapling > LIB 21 646 Eillery Hoppesworth > PC 5 254 Nabih El-Khazen > AC 4 934 Dan Harris > NPD 3 671 Walter Aolari > PAC 384 Dora Stewart > COM 164

Toronto-Centre-Rosedale (LIB 13 348) xBill Graham > LIB 26 264 Randall Pearce > PC 8 150 David Berlin > NPD 5 398 Richard Walker > AC 5 057 Paul Hellyer > PAC 1 466 Neel Tapiero > PM 722 David Gordon > LN 224 Danny Goldstick > COM 121 Philip Fernandez > ML 116

Toronto-Danforth (LIB 7 205) xDennis Mills > LIB 20 340 Paula Turtle > NPD 10 830 Rose A. Dyson > PC 3 138 Chris Butryn > AC 3 040 Robert Nevin > PV 761 Sean Keir > PM 516 William Angus Miller > PAC 202 Linda Martin > LN 184 Miguel Figueroa >

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

28 novembre 2000

Page A18 manquante

MONDE

Aucune trêve en vue au Proche-Orient

JOONEED KHAN

BARAK EN CHUTE libre, Sharon haussant la mise et poussant à des élections anticipées en Israël, pressions internationales à la hausse, sept autres Palestiniens tués: le début du ramadan, hier dans la Territoires occupés, a marqué un tournant sans qu'aucune trêve ne soit toutefois en vue.

Coup sur coup, Mary Robinson, haut-commissaire des droits humains de l'ONU, et Amnesty internationale, ont demandé hier, au terme de missions séparées dans les Territoires occupés, le déploiement d'observateurs de l'ONU pour protéger les civils palestiniens.

Résumant sa visite du 8 au 16 novembre dans un rapport remis au secrétaire général Kofi Annan, alors que le Conseil de sécurité étudie la demande d'Arafat d'une protection internationale pour son peuple, Mme Robinson cite la quatrième Convention de Genève sur la protection des civils sous occupation et en temps de guerre, et le respect de la proportionnalité dans l'usage de la force.

Quant à Amnesty, sa troisième mission sur place en six semaines a fait état hier à Londres d'une requête analogue adressée par écrit dès la semaine dernière à l'ONU. Les missions précédentes ont été très critiques d'Israël, estimant que ses « violations des droits pourraient s'apparenter à des crimes de

guerre ». Amnesty-USA a de son côté demandé aux États-Unis de cesser les livraisons à Israël d'hélicoptères de combat.

La Commission sur les violences, créée en octobre au sommet de Charm el-Cheikh, annonçait pour début décembre sa première visite sur le terrain. Présidée par l'ancien sénateur démocrate George Mitchell, elle comprend l'ancien sénateur républicain Warren Rudman, l'ancien président turc Soleiman Demirel, le chef de la diplomatie de l'UE Javier Solana et celui de la diplomatie norvégienne Thorbjorn Jagland.

Ces développements, liés à l'affaiblissement des États-Unis en attente d'un nouveau président, ont amené le Likoud à faire voter hier à la Knesset une loi rendant plus difficile des concessions sur Jérusalem — alors que les Palestiniens voient Jérusalem-Est, annexée par Israël, comme capitale de leur futur État.

L'opposition de droite menée par Ariel Sharon a aussi fait voter en première lecture un projet de loi bloquant le droit au retour des 3,7 millions de réfugiés palestiniens et de leurs familles.

Dans les deux cas, une majorité absolue de 61 députés sur 120 sera requise pour modifier le statu quo. Le député Mossi Raz, du Meretz (gauche) a indiqué entre-temps qu'Israël avait intensifié la colonisation juive des Territoires en octobre, doublant à 607 le nombre de

parcelles vendues pour la construction de colonies.

Ehud Barak, qui a fait boucler les Territoires depuis le début de l'Intifada al-Quds (Soulèvement de Jérusalem), coupé la bande de Gaza de la Cisjordanie, et isolé Jérusalem-Est des Territoires, a autorisé hier, pour le début du jeûne musulman du ramadan, que du carburant soit livré à Gaza.

Il a aussi proposé aux Palestiniens une formule d'« accord final graduel », ce que Nabil Abou Rodeina, proche d'Arafat, a aussitôt rejeté. Son collègue Ahmad Qoreï a posé quatre conditions à une reprise des négociations: l'arrêt immédiat de la colonisation, la libération des détenus, le retrait israélien de certaines zones, et la fin du siège et du bouclage des Territoires.

Barak n'a plus qu'une trentaine de députés (sur 120) et compte sur une dizaine d'autres. Le Likoud espère aujourd'hui mobiliser les 61 députés requis pour faire dissoudre la Knesset et obtenir de nouvelles élections.

Les sept Palestiniens tués portent à 290 le nombre de victimes depuis le début de la nouvelle Intifada le 28 septembre, dont 12 Arabes et 35 juifs israéliens, l'écrasante majorité étant des Palestiniens. Près de 50 % des Palestiniens tués sont des enfants de moins de 18 ans, a souligné Mme Robinson.

(avec AFP, AP, CNN et MSNBC)

Al Gore lance sa contre-attaque

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale

NEW YORK — Al Gore a lancé une contre-attaque sur deux fronts hier, au lendemain de la proclamation de la victoire de George W. Bush en Floride, l'État décisif dans l'élection présidentielle américaine.

En matinée, devant un tribunal de Tallahassee, en Floride, le vice-président a déposé un recours afin de contester formellement les résultats du scrutin présidentiel dans trois comtés floridiens, comme le permet la loi électorale de l'État.

Et en soirée, lors d'une allocution diffusée en direct par les grandes chaînes de télévision, il a tenté de convaincre le public américain du bien-fondé de son combat sans précédent, se présentant comme le protecteur de la démocratie.

« Si nous ignorons les votes de milliers d'électeurs en Floride dans cette élection, comment pouvez-vous avoir confiance que votre vote ne sera pas ignoré dans une élection future? Tout ce que nous avons demandé depuis le jour du scrutin, c'est un décompte complet de tous les votes déposés en Floride. Nous ne l'avons pas encore eu », a déclaré Gore en accusant les républicains d'avoir tenté « poursuite après poursuite » pour empêcher la tenue des décomptes manuels.

Et Gore d'ajouter: « Dans un comté (Miami-Dade), les responsa-

bles électoraux ont arrêté le dépouillement à la main de façon prématurée, faisant face à une intimidation organisée. Dans un autre comté (Palm Beach), des votes correctement comptés ont été tout simplement mis de côté. Et plusieurs milliers de votes n'ont pas encore été dépouillés une seule fois. »

Selon les résultats certifiés, Bush a enlevé la Floride par 537 voix sur six millions de suffrages exprimés. Sa victoire est microscopique, mais elle lui a permis de se déclarer vainqueur et de commencer à se préparer aux fonctions de président des États-Unis.

Le gouverneur du Texas a désigné son colistier, Dick Cheney, à la tête de son équipe de transition. Il a également annoncé la nomination d'Andrew Card au poste de chef de cabinet. Card est un autre vétéran de l'administration de George Bush père, au sein de laquelle il a servi comme secrétaire aux Transports.

Bush n'a pas fait de déclaration publique hier. Il a déploré le refus de Gore d'accepter les résultats annoncés dimanche soir.

Gore est confronté à plusieurs défis de taille. Il doit d'abord gagner la bataille des relations publiques. Selon un sondage de CNN, 56 % des Américains estiment que le vice-président doit maintenant admettre sa défaite.

Retour des ex-communistes en Roumanie

ALEXANDRU ALEXE
AP

BUCAREST — L'ex-communiste Ion Iliescu a remporté le premier tour de l'élection présidentielle en Roumanie et les électeurs devront choisir entre lui et l'ultranationaliste Corneliu Vadim Tudor au deuxième tour.

Président de 1990 à 1996, Ion Iliescu remporte 36,89 % des voix, après dépouillement de quelque 92 % des 17,7 millions de bulletins, tandis que le populiste xénophobe Vadim Tudor se classe deuxième avec 28,33 %, selon le bureau central électoral. L'ancien apparatchik communiste tombé en disgrâce sous la dictature Ceaucescu et le poète apogée du Conducator s'affronteront de nouveau le 10 décembre.

La hausse de la popularité de Corneliu Vadim Tudor a été phénoménale en l'espace de quatre ans. Lors de la présidentielle de 1996, il avait obtenu moins de 5 % des suffrages. Ion Iliescu n'avait alors fait que légèrement mieux.

Dans la course au Parlement, le PDSR de Ion Iliescu remporte plus de 37 % des suffrages, contre un peu plus de 20 % à la Grande Roumanie de Vadim Tudor. Cinq partis en tout passent la barre des cinq pour cent nécessaires pour être représentés au Parlement.

Ce sont les querelles politiciennes, l'appauvrissement généralisé et la corruption qui ont dégoûté les électeurs de la coalition de cinq partis de centre-droit au pouvoir, autour du chef d'État sortant Emil Constantinescu, qui ne se représentait pas.

Le gouvernement sortant laisse la Roumanie à l'écart de l'économie de marché, à la porte de l'Europe, avec un salaire mensuel moyen de 2,5 millions de lei (100 dollars), une inflation qui devrait atteindre les 40 % cette année, un chômage à 11 %. Mais la nouvelle et détonante configuration (néo-communistes et extrême droite) inquiète : Les investisseurs étrangers vont boudier la Roumanie, dont les chances d'entrer dans l'Union euro-

péenne et dans l'OTAN, risquent de s'éloigner.

« Dernière en Europe », titre le quotidien *Adevarul*. « En novembre 2000, nous sommes le seul pays d'Europe centrale et orientale où les réformes économiques n'ont pas réussi (...) et avec l'ascension du parti de la Grande Roumanie, l'Ouest va se poser d'importantes questions sur la réussite des réformes politiques. »

Ion Iliescu s'est engagé à « relancer l'économie, faire revenir la croissance, rebâtir l'État et accélérer le rapprochement avec l'UE et l'OTAN ». Et à gouverner avec d'autres, principalement le parti libéral (centre-gauche). « Ceux qui pensent qu'on peut trouver des solutions à nos nombreux problèmes via des slogans extrémistes ou xénophobes, étrangers à la démocratie se trompent », a-t-il lancé à l'attention de Vadim Tudor.

Ce dernier, pour lequel la Roumanie doit se gouverner « à la mitrailleuse », a un peu baissé le ton, pour rassurer : « Il n'y aura pas de dictature, n'ayez pas peur », déclarait-il dimanche, après avoir voté.

POLO RALPH LAUREN

SOLDE
JUSQU'À 40%

Sur marchandises sélectionnées pour hommes, femmes, enfants ainsi que les accessoires


LA BOUTIQUE POLO

MONTREAL - 1290 RUE SHERBROOKE OUEST
TEL.: (514)288-3988

Votre magasin de cadeaux

dessus de table

SOUPIÈRE 59⁹⁵



argenterie

PLAT DE SERVICE CAVIAR/VODKA ARGENT PLAQUÉ 129⁹⁵



cadeaux

ENSEMBLE À CAFÉ prix sugg. 80⁰⁰ notre prix 39⁹⁵



porcelaine

NORITAKE ALSATIA prix sugg 154⁰⁰ notre prix 76⁹⁵



cadeaux

VOTIVE ORREFORS prix sugg 56⁰⁰ notre prix 27⁹⁵



cadeaux

CARAFE notre prix 89⁹⁵



cadres

CADRES ASSORTIS cristal, bois, étain, argent de 12⁹⁵ à 199⁹⁵




cristal

DA VINCI CETONA Italie à partir de 23⁹⁵



cadeaux

COLLECTION DE BOLS ORIENTAUX • 6 PIÈCES 89⁹⁵



articles maison

50% de rabais

AMBRY HOME (ENSEMBLE DE 3) COUTEAUX DE CHEF TREMPÉES. GARANTIE À VIE prix sugg. 160⁰⁰ notre prix 79⁹⁵



articles maison

plus de 50% de rabais

AMBRY HOME CAST-DELUXE BATTERIE DE CUISINE (9 PIÈCES) GARANTIE À VIE prix sugg. 800⁰⁰ notre prix 349⁹⁹



articles maison

KITCHEN AID MÉLANGEUR À PIED (CHROMÉ) prix sugg. 699⁰⁰ Notre prix 549⁹⁵



EN BREF

Des étrangers élus dans le Jura suisse

LES ÉLECTIONS municipales dans le Jura suisse ont connu une première ce week-end avec l'élection de quatre étrangers, trois Italiens et un Espagnol au « législatif » de Delémont, tous sur des listes de gauche. Pour la première fois en Suisse, des étrangers étaient éligibles à des conseils locaux. Au total, 21 étrangers s'étaient portés candidats. Dans le Jura, les étrangers sont éligibles depuis 20 ans dans les commissions communales (commissions scolaires par exemple) et comme fonctionnaires communaux. Leur éligibilité aux législatifs communaux a été approuvée le 9 décembre 1998 par le Parlement jurassien, ce canton faisant ainsi oeuvre de pionnier en Suisse. — d'après AP

Lynchages au Guatemala

AU TOTAL 164 personnes ont été tuées lors de 359 lynchages au Guatemala depuis 1996, année où avait été répertorié le premier cas de ce type de violence qui a fortement affecté le tourisme dans le pays, a annoncé hier l'Institut guatémaltèque du tourisme (INGUAT). Depuis le début de l'année, 24 personnes ont été tuées lors de 11 lynchages et 30 autres tentatives ont fait « près d'une centaine de victimes » (blessés), a précisé l'INGUAT. Ce type de violence est principalement répertorié dans la capitale Guatemala, ainsi qu'à Huehuetenango, Alta Verapaz et Quiché où les indigènes, qui dénoncent la lenteur et l'inefficacité du système judiciaire, entendent se faire justice eux-mêmes. — d'après AFP

LA BOUGIE SAINTE

AVEC SUPPORT de Bethléem en Terre sainte (514) 420-9032

Appellez 7 jours sur 7 - 24 h sur 24

Lorsque la bougie brûle, vous voyez l'image sainte de Jésus-Christ notre Sauveur ou de la Vierge Marie.




AVANT **NOUVEAU 14,95\$** NOUVEAU APRÈS

Un cadeau de Noël très original pour vous, vos amis ou votre famille

Démo en ligne www.catholicandle.com • Les Entreprises A.M.G. 33

Pas cher... pour chauffer l'hiver!

SEPHIA 13 845\$

Taux d'intérêt à partir de 2,23%



KIA

Kia Montréal incontournable!

514 • 908 • 2300

www.kiamontreal.com

4815, Buchan
Angle Jean-Talon et Victoria
Namur

Enfin, la qualité accessible à tous!

Mini prix, bonne garantie!

Le spécialiste du ski de fond au Québec

Touring • Course • Hors piste



- Cliniques de fartage
- Vêtements et accessoires
- Rabais sur équipement complet

Grand choix de raquettes à neige

TUBBS - MSR - ATLAS

2910501

André Jac Sport

5520, boul. des Laurentides, Laval

4 km au nord de la 440 / 6 km au sud de la 640
(450) 622-2410 / Sans frais 1 800 997-2410



LINEN CHEST

DÉCOR DÉPÔT

« Le supercentre de la mode maison »



CHAQUE JOUR/TOUTE L'ANNÉE
Si vous trouvez la même marchandise ailleurs à plus bas prix, nous respecterons non seulement ce prix mais nous vous accorderons un rabais additionnel de 10 %

gratuit Service à domicile

331-5260

Centre Rockland

341-7810

Place Portobello Brossard

671-2202

Les Galeries Laval

681-9090

La Cathédrale (centre-ville)

282-9525

Tout pour la maison aux prix garantis les plus bas !

Vers une victoire sans surprise d'Aristide en Haïti

JACQUES LANUSSE-CAZALE
et DOMINIQUE LEVANTI
AFP

PORT-AU-PRINCE — Jean-Bertrand Aristide a dominé dimanche une élection présidentielle sans surprise, dont le taux de participation, estimé à 60,5 % par le conseil électoral et à 5 % par l'opposition, semble refléter un certain désenchantement de la population face au pouvoir.

Dix ans après une arrivée triomphale à la tête du pays, l'ancien prêtre des bidonvilles qui avait marqué la rupture avec la dictature de Duvalier et ses « tontons macou-

tes » (milices populaires), n'a pas cette fois déclenché la même ferveur.

Outre l'aggravation de la crise socio-économique, les irrégularités constatées lors des dernières sénatoriales et la persistance de l'insécurité et de violences à caractère politique, ont apparemment favorisé une désaffection des bureaux de vote.

« Le pouvoir a été sanctionné par le peuple haïtien qui demandait une alternative », a estimé Hervé Denis, ancien ministre (1993-1994).

En l'absence d'une opposition incapable de présenter un candidat d'union et qui avait appelé au boycott du scrutin, Aristide a toutefois capté incontestablement les voix de couches populaires, notamment

dans les provinces et les bidonvilles tel celui de Cité Soleil à Port-au-Prince, un des bastions de l'ancien prêtre et de son parti, la Famille Lavalas.

« La population a gagné son pari, bravant le danger et les menaces pour aller voter », a assuré le premier ministre Jacques Edouard Alexis, se félicitant que les Haïtiens aient « voté massivement » dans le pays.

Selon le président du CEP, Ernst Mirville, la participation s'est élevée à 60,5 %. « Le peuple n'a pas été pris par la peur », a renchéri Yvon Neptune, président du Sénat et porte-parole de la Famille Lavalas.

Au contraire, pour le coordinateur de l'Organisation du peuple en lutte (opposition, gauche), Gé-

rard Pierre-Charles, le taux de participation ne dépasserait pas 5 %. « En dix ans de faillite, de corruption et de violations des droits de l'homme avec un Conseil électoral aux ordres, Lavalas a perdu des plumes », a-t-il jugé.

La communauté internationale avait décidé de ne pas s'impliquer dans l'organisation de ce scrutin après avoir dénoncé en vain de multiples irrégularités après les sénatoriales de mai.

De fait, l'absence d'observateurs officiels dans les principaux bureaux de vote, rendait très difficile l'analyse des chiffres contradictoires du CEP et de l'opposition.

Les radios haïtiennes estimaient hier que les électeurs avaient été moins nombreux que pour le scrutin de mai pour lequel la participa-

tion s'était élevée alors à 60 %, selon les observateurs internationaux et le CEP.

À Port-Au-Prince où des dizaines de milliers d'habitants avaient préféré quitter la ville avant l'élection par peur de nouvelles violences, l'affluence a été qualifiée de faible dans un grand nombre de bureaux, selon les médias.

Selon le responsable des opérations électorales du CEP, Carlo Dupiton, « la stratégie utilisée par le peuple haïtien a consisté à aller voter par petits groupes » pour des raisons de sécurité.

Le président René Prével, dont le mandat prendra fin le 7 février 2001, a salué le « respect de la Constitution » par le gouvernement haïtien qui a organisé l'élection présidentielle à la date prévue.

Serbie: Kostunica demande une réaction rapide de l'ONU

AFP

BUJANOVAC (Yougoslavie) — Les séparatistes albanais ont prolongé hier leur cessez-le-feu unilatéral dans le sud de la Serbie alors que Belgrade tentait d'éviter une escalade du conflit par des moyens diplomatiques tout en renforçant ses troupes aux abords de la région.

Le président yougoslave Vojislav Kostunica a pour sa part demandé une réaction rapide du Conseil de Sécurité des Nations unies devant la brusque tension dans le sud de la Serbie, et a révoqué que la Yougoslavie se réservait le droit de protéger ses citoyens.

Dans sa lettre au secrétaire général Kofi Annan, M. Kostunica a accusé la Force multinationale de paix de l'OTAN au Kosovo (KFOR) et la mission de l'ONU d'avoir « laissé entrer d'importants groupes paramilitaires albanais dans la zone » de sécurité séparant le Kosovo et le sud de la Serbie.

Une femme et deux enfants albanais ont par ailleurs été tués hier dans la région lorsque le tracteur à l'aide duquel ils fuyaient vers le Kosovo a sauté sur une mine antichar.

Le président yougoslave Vojislav Kostunica, qui a quitté à la mi-journée la conférence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à Vienne, est arrivé hier soir à Bujanovac,

dans le sud de la Serbie, pour se rendre compte de la situation dans la région, qu'il avait qualifié auparavant comme de « plus en plus tendue ».

Accompagné du chef de l'État-major de l'armée yougoslave, Nebojsa Pavkovic, et du chef du service de sécurité d'État, Rade Markovic, le président yougoslave a été accueilli par plus d'un millier de personnes devant la mairie de Bujanovac.

« Il n'y aura pas de guerre parce que nous luttons pour la paix », a-t-il déclaré à la presse, tout en affirmant que Belgrade respecterait « tous les accords » signés.

Jonuz Musliu, le chef de la branche politique de l'Armée de libération de Presevo-Medvedja-Bujanovac (UCPMB), trois villes à forte population albanaise dans le sud de la Serbie, a déclaré que le cessez-le-feu des séparatistes, qui devait expirer hier, avait été prolongé jusqu'à vendredi.

Belgrade a considérablement renforcé son dispositif de forces de sécurité dans la région, mais a accepté la prolongation du cessez-le-feu, selon Nebojsa Covic, vice-Premier ministre serbe.

« La KFOR nous a informé de la prolongation du cessez-le-feu, ce qui a automatiquement été accepté », a déclaré à la presse M. Covic, en visite dans la région depuis hier matin.

Belgrade avait donné jusqu'à lundi 19h aux séparatistes de l'UCPMB, qui se sont implantés dans la zone de séparation entre le Kosovo et cette partie de la Serbie, pour se retirer.

« Nous ne souhaitons pas jouer avec le feu et nous attendons de l'autre partie qu'elle cesse d'ouvrir le feu », a déclaré M. Covic, soulignant que Belgrade était en faveur d'un règlement diplomatique du conflit sur le terrain.


La situation dans la Zone terrestre de sécurité (GSZ), instaurée aux termes de l'accord militaire technique signé par Belgrade et l'OTAN en juin 1999, s'est aggravée après une série d'attaques des séparatistes albanais qui ont fait trois morts parmi la police serbe.

La GSZ s'étend sur cinq kilomètres en territoire serbe à partir de la limite administrative du Kosovo, et seule la police locale serbe est autorisée à y patrouiller.


Depuis un an environ, plus d'une cinquantaine d'incidents entre des membres de l'UCPMB et la police serbe y ont fait une dizaine de morts, mais les séparatistes albanais ont intensifié leurs attaques depuis un mois.

Depuis une semaine, plus de 2000 Albanais ont fui la région pour se réfugier au Kosovo, par crainte de combats, selon le haut commissariat aux réfugiés de l'ONU.

FLOWING LINES®
par
KAUFMANN de SUISSE



De notre magnifique collection. Boucles d'oreilles "Flowing Lines"
18 ct. et inox avec aigues marines,
créées par KAUFMANN de SUISSE à partir de \$ 2,900.-.



KAUFMANN de SUISSE
BIJOUX ET MONTRES - DEPUIS 1954
2195 RUE CRESCENT, MONTRÉAL H3G 2C1, (514) 848-0595
À PALM BEACH, FL. 210 WORTH AVE.
Christopher & Charles Kaufmann, Designers

www.kaufmannsuisse.com



Qui dit affaires dit Rapidair!

Au gré de vos horaires pour seulement 399\$ l'aller-retour¹

• Voici le **tout nouveau** tarif RAPIDAIR qui vous simplifie la vie: faites votre réservation trois jours à l'avance et choisissez parmi **plus de 60 vols, chaque jour d'affaires**, entre Montréal et Toronto.

• **Aucuns** frais additionnels pour les changements de réservations.

• **Aucun** séjour minimal ou maximal exigé.

• Accumulez des **milles Aéroplan^{MD} ou des points Canadien Plus^{MC}** admissibles sur tous nos vols.

• **Aussi disponibles, tarifs réduits offerts à partir de seulement 158\$ l'aller-retour¹. Certaines conditions s'appliquent.**

Pour plus de renseignements, communiquez avec votre agent de voyages ou avec Air Canada/Canadien au 1 888 247-2262 (ATS: 1 800 361-8071). Réservez par Internet au www.aircanada.ca

Doublez vos milles Aéroplan ou points Canadien Plus² du 18 novembre 2000 au 28 février 2001.

Canadien
AIR CANADA

Voici des offres de Crowne Plaza et de Avis exclusives aux passagers de Rapidair. Pour en profiter, vous n'avez qu'à présenter votre billet ou votre carte d'embarquement.

CROWNE PLAZA: voyagez avec Rapidair entre le 25 novembre 2000 et le 28 février 2001, enregistrez-vous le jour même³ à l'hôtel Crowne Plaza[®] ci-dessous indiqué et profitez de ce tarif réduit. Restez deux nuitées consécutives et accumulez le triple des milles Aéroplan.

Toronto/Centre-ville 159\$
(416) 597-1400

Location avec AVIS: voyagez avec Rapidair entre le 25 novembre et le 20 décembre 2000 et obtenez gratuitement⁴ un surclassement pour la catégorie de voiture suivante au centre de location Avis à l'aéroport de Toronto. D'autres conditions s'appliquent. Pour réserver, composez le 1 800 TRY-AVIS et mentionnez le code UCNA002.



AVIS

¹Sauf avis contraire, les vols peuvent être assurés sur des appareils d'Air Canada, des transporteurs Liaison Air Canada^{MD} ou des Lignes aériennes Canadien International Itée. Tarifs en vigueur au moment de la publication. Applicables aux nouvelles réservations seulement. Les taxes, les redevances de navigation de NAV CANADA et les frais d'aéroport ne sont pas inclus. Les billets sont totalement non remboursables. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. D'autres conditions peuvent s'appliquer. **Tarif de 399\$:** achat trois jours à l'avance. Tous les voyages doivent prendre fin au plus tard le 28 février 2001. **Tarif de 158\$:** achat sept jours à l'avance. Le tarif peut différer selon l'heure, le jour, les dates de départ et de retour. Séjour minimal et maximal. ²Du 18 novembre 2000 au 28 février 2001, obtenez le double des milles Aéroplan ou des points Canadien Plus pour les classes de réservation J, Y, M ou B d'Air Canada, des Lignes aériennes Canadien International Itée ou d'Air Ontario, pour les vols assurés entre Toronto et Montréal. Les vols pour ou depuis Toronto sont assurés à l'Aéroport international Lester B. Pearson de Toronto et à l'Aéroport du centre-ville de Toronto. Boni Canadien Plus en vigueur du 18 novembre au 31 décembre 2000 seulement. ³Tarif par chambre en occupation simple ou double, basé sur une disponibilité limitée. Le tarif n'inclut pas les taxes ni les frais de service. Des périodes de restriction s'appliquent. Les membres Aéroplan doivent également être membres du programme Priority Club^{MD} pour profiter de l'offre de 500 milles Aéroplan de base et de 1000 autres en boni. D'autres conditions s'appliquent. ©2000 Bass Hotels and Resorts, Inc. La majorité des hôtels Crowne Plaza sont détenus et administrés par des propriétaires indépendants. ⁴Offre de surclassement valide jusqu'au 20 décembre 2000 pour une seule et même location au centre de location Avis à l'aéroport de Toronto. Les véhicules sont sous réserve des disponibilités. Certaines conditions s'appliquent. ⁵Aéroplan et Liaison Air Canada sont des marques déposées d'Air Canada. ⁶Canadien Plus est une marque de commerce des Lignes aériennes Canadien International Itée.

FORUM

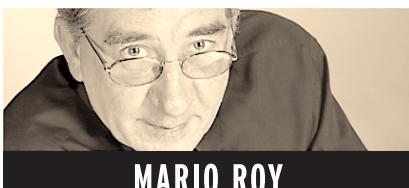
La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur

MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint

YVES BELLEFLEUR > Directeur de l'information ALAIN DUBUC > Editorialiste en chef

Une victoire incontestable



MARIO ROY
mroy@lapresse.ca

La seule question, s'il y en avait une, était de savoir: le prochain gouvernement libéral sera-t-il majoritaire ou minoritaire? Voilà: il sera majoritaire, et dans une proportion supérieure encore aux 155 sièges remportés par les libéraux à l'élection de 1997 et même davantage qu'à la dissolution de la Chambre, en octobre, alors qu'ils en avaient six de plus.

Ils en ont aujourd'hui 169, une incontestable victoire pour Jean Chrétien, qui acquiert ainsi une place privilégiée dans l'Histoire comme étant un des rares premiers ministres canadiens à avoir été élu trois fois, à l'égal de John A. Macdonald, Mackenzie King et Wilfrid Laurier.

C'est aussi une victoire personnelle pour le premier ministre, qui a pris seul la décision d'en appeler au peuple, pour battre de vitesse la nouvelle Alliance canadienne et, sans doute aussi, l'opposition qui se présentait à l'intérieur même de son parti.

Ce résultat correspond en tous points aux sondages publiés au cours de la campagne électorale et qui, bien qu'ayant alloué des fortunes diverses aux libéraux, n'ont jamais mis en doute la réélection du parti avec un pourcentage d'appui populaire supérieur à 40 pour cent.

Cependant, cette réélection est un peu grise, en quelque sorte, puisqu'elle survient au terme d'une des plus étranges élections fédérales qu'on ait connues de mémoire d'électeur et qui annonçait une victoire escomptée sans beaucoup de péril.

Il s'est agi, en effet, d'un scrutin non désiré, déclenché après 40 mois d'un règne libéral qui n'a fait que se consolider depuis la réélection du gouvernement Chrétien.

D'une campagne où on a vu le premier ministre sortant, virtuellement assuré d'être réélu, se constituer en victime — dans l'affaire des subventions à l'Auberge Grand-Mère, notamment — et utiliser comme argument de vente la promesse de se retirer à mi-terme d'un éventuel troisième mandat, ce qui est proprement étonnant.

On a vu une opposition officielle qui a changé d'identité à l'ultime seconde, du Parti réformiste à l'Alliance canadienne. De surcroît dirigée par un nouveau chef, Stockwell Day, qui a forcément mené une campagne en forme de boîte à sur-

prises où ses convictions personnelles, de sa foi dans la thèse créationniste à son penchant pour des référendums sur de délicats sujets comme l'avortement ou la peine de mort, ont occupé un espace médiatique considérable en devenant soudain des affaires d'État — dont personne ne voulait, comme le scrutin lui-même. Day a aussi gagné son pari, avec au moins une demi-douzaine de sièges de plus que les réformistes en 1997.

On a vu aussi des tiers partis surpris en pleine déroute. Celui de Joe Clark, le Parti progressiste-conservateur, tout juste sauvé de l'extinction par la digne et intelligente performance de son chef. Celui d'Alexa McDonough, le Nouveau parti démocratique, titulaire d'un discours archaïque, caricatural, menaçant le citoyen de débauches de dépenses étatiques, qui relègue la gauche canadienne au rang du paléolithique inférieur et qui a effectivement fortement reculé. Enfin, on aura noté l'irruption dans la campagne — version québécoise — de considérations qui n'avaient théoriquement rien à y voir. Le dossier des réformes municipales au premier chef, qui n'a vraiment aucun rapport avec le niveau de gouvernement auquel, hier, l'électorat devait s'intéresser. Mais aussi du bon vieux contentieux souverainiste, attisé par Lucien Bouchard et Jacques Parizeau, fort éloigné du sort immédiat du Bloc québécois, situé en éternel porte-à-faux dans une capitale dont, fondamentalement, il nie la juridiction.

Au Québec, toujours au moment d'écrire ces lignes, le Bloc québécois était en déficit de cinq sièges par rapport à 1997, puisqu'une grande partie des votes conservateurs — il y en avait 811 000 en 1997 — sont allés aux libéraux. Sachant que, si le mouvement s'était produit en sens inverse, il aurait été interprété comme étant un sursaut de ferveur souverainiste, il n'est certainement pas téméraire d'affirmer, à la lumière de ces résultats, que l'option indépendantiste se retrouve ici en position de recul, concédant du terrain à un chef, Jean Chrétien, réputé, à tort ou à raison, ne pas jouir d'une très haute cote d'amour dans sa province natale.

Cette réélection de Jean Chrétien transcende les résultats obtenus par une opposition irrémédiablement divisée en blocs régionaux, qui demeurent à peu près en l'état, mais tout de même écorchés par la vague libérale.

Au bout du compte, Jean Chrétien a remporté un pari, non pas celui de remporter l'élection, ce que tout le monde lui concédait volontiers, mais d'améliorer sa performance de 1997, ce que personne ne croyait possible.

Le soufflé est vite retombé



AGNÈS GRUDA
agruda@lapresse.ca

C'est en Ontario que devait se jouer l'avenir de Stockwell Day. Sans une percée significative dans cette province, l'Alliance canadienne était condamnée à demeurer une formation régionale, collée à ses racines albertaines. Mais même s'il a passé plus de la moitié de la campagne électorale à essayer de convaincre les Ontariens de voter pour lui, Stockwell Day a raté son pari. Lui qui avait déjà espéré récolter une quarantaine de circonscriptions dans cette province, il a dû diviser ses ambitions par plus que dix.

Pourquoi la recette de Stockwell Day n'a-t-elle pas levé? Bien sûr, le leader allianciste a été pris de court par des élections précoces. Bien sûr, ses adversaires ont publié les déclarations douteuses de certains de ses candidats et mis en lumière les aspects les plus controversés du personnage.

Mais si Stockwell Day a frappé un mur, ce n'est pas seulement parce qu'il a été diabolisé par des adversaires malveillants. A bien des égards, il s'est en fait démonstré tout seul. Il jouissait pourtant d'atouts appréciables. Jeune, charismatique, il injectait un vent de

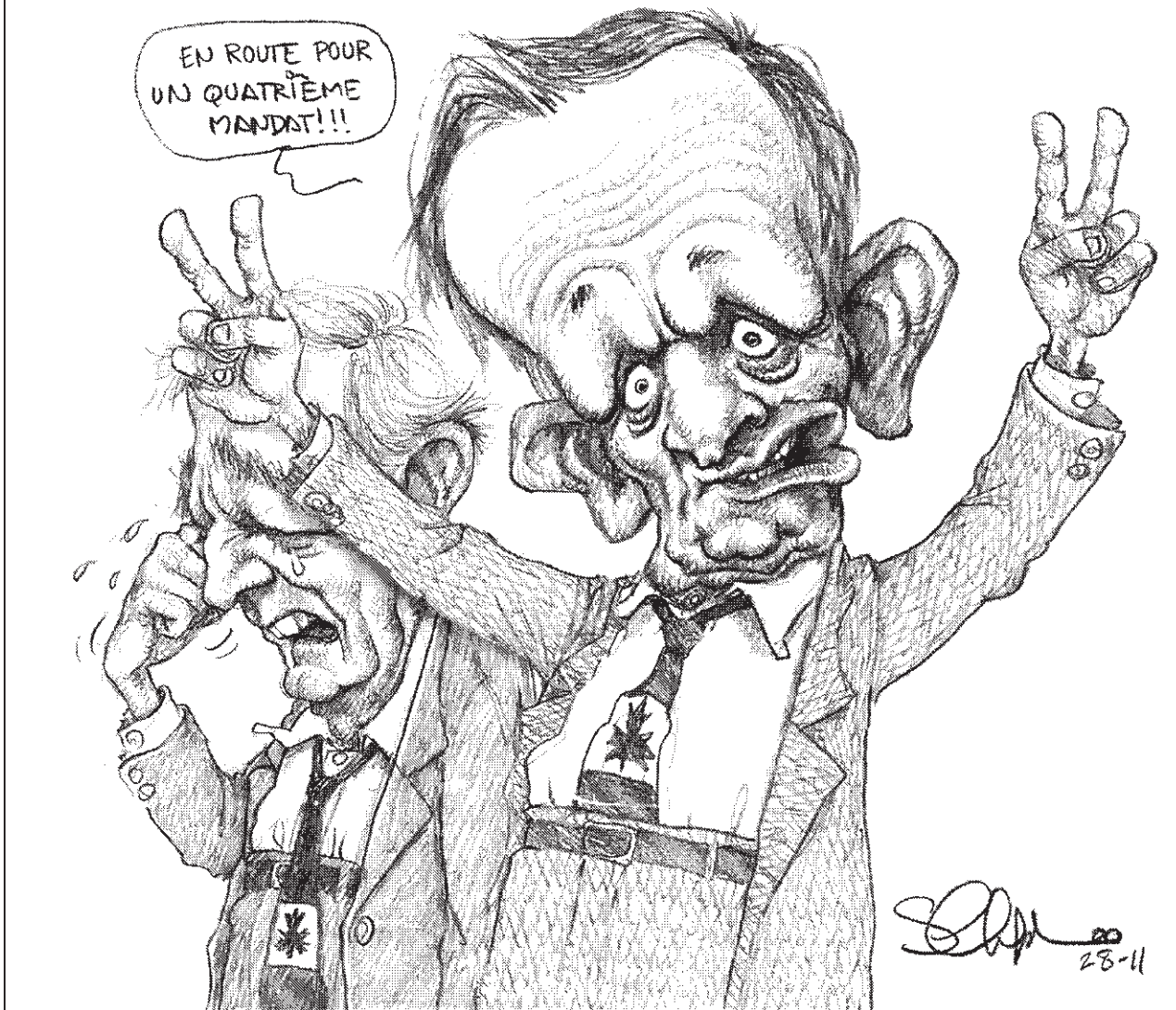
fraîcheur sur la scène politique canadienne, et ne traînait aucun cadavre connu dans son placard.

C'est probablement grâce à ces atouts que l'Alliance canadienne a atteint 28 % de popularité dans les sondages qui lui étaient les plus favorables. Mais le soufflé est vite retombé. Pas à cause d'une méchante propagande. Mais à la suite du choc avec le « vrai » Stockwell Day.

Référendums populaires, avortement, créationnisme, subventions publiques aux écoles religieuses: le chef allianciste aura eu le mérite d'apporter des thèmes nouveaux en politique canadienne. Mais manifestement, à l'est du Manitoba, la vaste majorité des Canadiens ne veulent pas d'un parti qui met ces sujets là sur la table. Et ils ne se reconnaissent pas dans les valeurs morales proches de la droite religieuse américaine que véhicule M. Day.

Avec une poignée de sièges supplémentaires et 24 % des votes, l'Alliance canadienne a dépassé les résultats de son ancêtre, le Parti réformiste. Mais c'est sans commune mesure avec ses espoirs de début de campagne. Ce que l'on peut en conclure, c'est que l'Alliance canadienne est idéologiquement déconnectée de toute une partie du Canada — ce qu'elle ne devra pas oublier lorsqu'elle agira comme opposition officielle aux Communes.

JEAN CHRÉTIEN ET PAUL MARTIN FÊTENT UN GOUVERNEMENT LIBÉRAL MAJORITAIRE



Serge.Chapleau@lapresse.ca

LA BOÎTE AUX LETTRES

Une mégafusion

DANS LA foulée des fusions de municipalités forcées par notre très démocratique gouvernement, je suggère que soient fusionnées les villes de Québec et de Montréal. Cette fusion mettrait fin à la rivalité qui oppose les deux villes depuis plus de trois cents ans; la nouvelle ville posséderait à la fois le métro et le siège du gouvernement, le premier ministre pourrait résider dans la ville où il siège. Le nouveau complexe hospitalier engloberait l'Université Laval et pourrait s'appeler CHMUQ. Le problème du lieu des greffes coeur-poumons serait résolu. Enfin, la nouvelle ville aurait une fenêtre incomparable sur le fleuve.

MICHELLE CHARRON
Lachenaie

Québec à la manie des « grosseurs »!

APRÈS LES gros hôpitaux, les grosses écoles, les grosses bibliothèques puis les grosses villes s'annonce le temps des grosses librairies! Pourtant, souffrez-vous assez des effets des premières grosseurs: perte d'appartenance, d'identité, épuisement et solitude, érosion du tissu social. Je n'ose imaginer ce que sera la vie dans ma grosse bibliothèque alimentée par la grosse librairie de ma grosse ville!

Ma foi, peut-être arriverons-nous à vivre sans âme. Sera-t-il ainsi plus facile de faire enfin le gros pays?

Une indépendantiste de la première heure qui songe sérieusement à réviser ses positions pour la dernière heure.

CÉLYNE FORTIN
Saint-Lambert

L'Ordre du Canada à Lucien Bouchard?

M. BOUCHARD, j'étais un adversaire farouche des fusions municipales car je voyais mille raisons pour m'y opposer et absolument aucune pour m'y rallier. Jusqu'à ce que je lise, dans l'entrevue que vous avez accordée à *La Presse*, que la fusion (forcée) allait abattre les cloisons qui existeraient entre les communautés anglophone et francophone, ce qui amènerait une ère d'harmonie et de prospérité.

Là j'applaudis à tout rompre. C'est un très bel objectif. Pendant que j'y pense, vous pourriez devenir le champion de la politique canadienne! Vous devriez soumettre cette idée à l'ensemble du Canada, à un niveau supérieur bien sûr. Imaginez que nous abattons les cloisons qui séparent le Québec des autres provinces!!! Plus de provinces! Un seul pays géré par un seul gouvernement démocratiquement élu! Plus de chicanes fédérales-provinciales! Plus de disparités d'un océan à l'autre!

Pensez-y, Monsieur Bouchard, ça pourrait vous valoir le prix Nobel de la paix ou peut-être même, qui sait, l'Ordre du Canada!

VICTOR MURCIANO
Westmount

L'Abitibi a pris les devants

LE MINISTRE des Transports a décidé d'inclure les villes de l'Abitibi-Témiscamingue dans une expérience pilote sur le virage à droite aux feux rouges. Or, cela fait une éternité que les municipalités de la région le permettent. Pour les intersections où cela cause des problèmes de sécurité pour les piétons, les municipalités ont prévu des périodes, dans le cycle normal des feux de circulation, où seuls les piétons ont le droit de passer et leur sécurité est assurée, dans la mesure du possible.

Il n'y a pas plus d'accidents là qu'ailleurs.

CLÉMENT MARCOTTE

blait pas droguée. » Lui arrive-t-il de l'être?

Cet état de fait se conjugue et s'accroît probablement en réaction à la sensibilisation aux effets pervers qu'engendrent alcool et volant. Mais la fin doit aussi tenir compte des moyens et pour la cause que je défends, je dénonce la nouvelle qui suscite la suspicion par l'ajout d'une connotation inappropriée et tendancieuse.

YVES DESLAURIERS
Prévost

42 \$ pour une marche sur le mont Royal

NE TOUCHEZ pas à leur ville! N'y mettez même pas les pieds, vous n'y êtes plus bienvenus. À Outremont, dimanche dernier, la leçon m'a coûté 42 dollars.

La portion du boulevard Mont-Royal qui longe la montagne est bordée de maisons plutôt cossues, chacune dotée d'une longue allée privée menant aux garages. J'avais pris l'habitude de stationner ma voiture sur le boulevard pour marcher dans les sentiers déserts de ce morceau de montagne un peu oublié.

Désormais, ces espaces sont réservés aux résidents, tous les jours, de 10 heures le matin jusqu'à minuit. Constatant avec moi l'absence presque complète de voitures de résidents dans la rue, la jeune femme qui m'a tendu la contravention a avoué candidement que la nouvelle réglementation visait surtout à décourager les promeneurs du dimanche. C'est réussi.

ANNE BERGERON
Montréal

Disgrâce La Haye

Monsieur le premier ministre du Canada, JE TIENS par la présente à vous exprimer ma grande déception au vu du comportement du Canada lors des négociations sur le réchauffement de la planète, à la sixième conférence des Parties de La Haye, selon les rapports des organisations écologistes présentes (www.fossil-of-the-day.org).

La question du réchauffement de la planète est à mettre au même niveau que la crise de l'eau infectée à Walkerton en Ontario, de la maladie de la vache folle en Europe ou des transfusions de sang contaminé aux hémophiles dans divers pays du monde. Des intérêts économiques à court terme ralentissent la prise de décisions publiques pour prévenir une crise majeure à long terme touchant l'ensemble de la collectivité. Le réchauffement de la planète est une certitude. Ses origines, l'industrie pétrolière en grande partie, sont connues aussi. Mais, à la différence de l'eau à Walkerton, de la maladie de la vache folle, du sang contaminé, les répercussions se feront sentir à l'échelle de la planète.

Rappelons, de surcroît, que l'application du protocole de Kyoto ne serait qu'un début et non une fin en soi, car il ne ferait que ralentir la progression du réchauffement de la planète, loin de stabiliser la situation.

CHARLES-ANTOINE ROUYER



Guy Chevrette

Le dernier métro

PETITE QUESTION à l'approche du temps des fêtes et qui, finalement, serait pertinente à l'année: Comment concilier le fait que « l'alcool au volant, c'est criminel », que les bars ferment à 3h du matin et que le dernier départ du métro est à 1h30 du matin?

SYLVIE DESJARDINS
Longueuil

Quand l'alcool n'est pas en cause

« L'ALCOOL NE ne serait pas en cause dans cet accident... » Va pour la campagne anti-alcool au volant. Devant le nombre croissant de drames dus à ce fléau, il fallait que le ministre de la Sécurité publique s'implique de façon musclée et baraquée pour l'endiguer. Ce ne sont pas les mises en garde de la publicité qui titillent ma susceptibilité, mais cette manie récente qu'on a d'évoquer le mot alcool presque chaque fois qu'on rapporte un accident de la circulation. Quand il y a un accident qui n'a rien à voir avec l'alcool pourquoi y faire allusion et y accoler un conditionnel qui attise le soupçon, sinon l'éveil. N'y a-t-il pas là une forme d'attentat à l'intégrité et à l'innocence de quelqu'un? Il en est de même pour la drogue. « La personne ne sem-

FORUM MUNICIPAL

Un projet trop centralisateur

Témoignant lors du début des audiences de la commission parlementaire sur le projet de loi 170, ce matin, la présidente de la CUM réclame des amendements

VERA DANYLUK

L'auteure est présidente du Comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal.

Il n'est pas trop tard pour intervenir dans le processus décisionnel du gouvernement en matière de réforme municipale : la commission parlementaire qui commence aujourd'hui sur le projet de loi 170 en fournira l'occasion. La dernière. Mais dans quelles dispositions d'esprit faut-il le faire ? Cela dépend de la réponse aux deux questions suivantes : Est-il légitime pour le gouvernement d'entreprendre la réforme qu'il propose ? Et celle-ci est-elle raisonnable ou déraisonnable ?

Certains espèrent que le gouvernement, face à des manifestations

d'opposition, pourrait changer radicalement son fusil d'épaule. Cela m'apparaît improbable, car le projet du gouvernement du Québec correspond bel et bien à un engagement électoral du Parti québécois, formulé notamment dans une entrevue accordée par le premier ministre Bouchard au magazine *L'Actualité* en 1998 pendant la campagne électorale. Sur cette base, le gouvernement se dit en terrain solide au plan de la légitimité politique. D'ailleurs, j'avais moi-même, il y a quelques mois, invoqué cette même entrevue pour mettre publiquement le gouvernement en demeure de respecter son propre échéancier en matière de réforme.

Et pour ce qui est du fond lui-même de son projet, caractérisé pour l'instant par une forte centralisation des fonctions municipales sur l'Île de Montréal, le gouvernement a le vent dans les voiles du fait que toutes les analyses indépendantes commandées sur le sujet depuis dix ans par l'État, quel que soit le parti au pouvoir, ont toujours fait, à l'égard de la fragmentation municipale, les mêmes critiques que le gouvernement invoque maintenant : la fragmentation municipale dans la région montréalaise coûte cher en énergies éparpillées, elle crée des iniquités fiscales et elle empêche la région de s'épanouir harmonieusement. Aucune étude de même type n'a jamais prôné la thèse contraire, aucune n'a jamais recommandé qu'il fallait laisser les choses comme elles sont. Par conséquent, quant au sens général de sa réforme, le gouvernement peut s'estimer là aussi en terrain solide.

Le blocage n'est plus une option

Il en découle qu'une opposition systématique à la réforme ne saurait avoir pour base que le rejet de ses principes, ce qui se traduit chez plusieurs par une tentative tous azimuts de bloquer le projet. Le débat sur les principes dure depuis

des années et il est terminé. S'il faut continuer ce débat, c'est sur une autre base : le projet de loi du gouvernement contient plusieurs imperfections à l'égard de ses propres principes, et il faut les corriger. Bref, faisons le débat dans le cadre stratégique de la situation telle qu'elle est, soit la présence devant nous d'un projet de loi précis, auquel le gouvernement s'est légitimement engagé, et qu'il s'agit de bonifier là où c'est encore possible.

Ma disposition d'esprit en me présentant en commission parlementaire ne sera donc pas empreinte du désir de bloquer une chose qui apparaît de toute façon irréversible. J'irai dans un esprit de participation, munie de toute mon expérience et surtout de tout mon sens critique. Je le ferai en vue d'obtenir un résultat, le seul qui soit raisonnable : bonifier la loi à la lumière des valeurs que j'ai inlassablement affirmées depuis des années. Lesquelles ?

J'ai prôné depuis le début de ce débat la nécessité d'un changement fondamental de nos institutions régionales, car je souscris au diagnostic des études que j'ai évoquées plus haut. J'ai comme objectif de doter la région d'instruments politiques assez puissants, notamment pour qu'elle puisse affronter la concurrence des autres métropoles du monde de manière homogène, tout en garantissant l'équité fiscale entre tous les contribuables du Grand Montréal. Je vise aussi à lui fournir des instruments démocratiques forts, comme l'électivité régionale au suffrage universel. Seule l'électivité peut développer dans la population un sentiment d'appartenance capable de la mobiliser autour des grands enjeux régionaux.

Enfin, j'aurais quant à moi souhaité que l'homogénéité et la cohérence qu'on s'apprête à instaurer

sur l'Île de Montréal implique davantage politiquement et financièrement — donc stratégiquement — les deux rives, Nord et Sud, et Laval. Ce sera pour une autre fois. Dans dix ans ? Dans 30 ans ? Hélas !

Cependant, autant j'appelle de tous mes vœux la naissance d'une

gouvernance régionale forte et distincte de la gouvernance locale, autant je suis convaincue qu'il n'est pas nécessaire, pour ce faire, de réduire les arrondissements (qui succèdent grosso modo aux villes actuelles et aux grands quartiers de Montréal) à l'insignifiance juridique donc politique. Je vais même jusqu'à dire qu'une instance régionale forte, pour bien fonctionner, a absolument besoin d'instances locales politiquement plus autonomes que ce que prévoit le projet du gouvernement.

Je crois en effet fermement que notre démocratie municipale sera mieux servie si les futurs candidats à l'élection savent clairement que s'ils se présentent comme conseillers ou maire de la grande ville de Montréal, ils auront affaire à des enjeux distinctement régionaux. Et s'ils se présentent aux conseils d'arrondissements, ils auront une responsabilité réelle sur les services de proximité, donc en exclusivité. Cette distinction entre le niveau local (les arrondissements) et le niveau régional (la grande ville de Montréal, la Communauté mé-

ropolitaine) favoriserait l'émergence d'une classe politique de meilleure qualité aux deux niveaux.

Je soumettrai donc au gouvernement non seulement ces arguments, mais les correctifs que je crois pertinents dans le projet de loi 170 lui-même.

Aussi bien les adversaires que les partisans de la réforme ont souvent invoqué la simplicité à l'appui de leurs positions respectives. Les opposants affirment que si l'on crée une instance de gouvernement régional, les citoyens vont trouver cela trop compliqué. Et le gouvernement, de son côté, a passé le robot sur la méritoire proposition de Louis Bernard au nom de la même soi-disant vertu de simplicité.

Les deux ont tort. Les opposants à la réforme ne devraient pas faire aux citoyens l'injure de les considérer incapables de voir que l'épuration des eaux ou le transport en commun, par exemple, sont de nature régionale, tandis que le déneigement des rues ou l'entretien des terrains de jeux sont une affaire locale. Les citoyens comprendraient très bien ce que ça prend des élus différents pour les deux niveaux. Déjà, ils savent que l'armée et la monnaie relèvent du gouvernement fédéral et l'éducation ou la santé du gouvernement provincial. Et quand ils votent à un niveau ou à l'autre, ils savent généralement pourquoi.

Quant au gouvernement, il prétend simplifier ses rapports et ceux des citoyens avec la Ville de Mon-

tréal en la rendant ultimement responsable d'absolument tout ce qui se passe sur l'île de petit ou de grand, à partir de la voirie artérielle (comme le boulevard métropolitain) jusqu'à la hauteur de l'herbe dans les terrains de soccer des quartiers (subordonnée, comme on sait, à l'ampleur des budgets locaux et du nombre d'employés). De là le schéma très centralisateur qui ressort de son projet de loi. C'est excessif, inutile, donc nuisible. Persister dans cette voie tient d'une approche dogmatique, proche de l'immobilisme.

Car en proposant pour l'Île de Montréal le modèle urbain traditionnel, hypercentralisé, le gouvernement fait exactement la même chose qu'il reproche aux tenants du statu quo : il applique une solution issue du passé, la « ville mur-à-mur » en prétextant que c'est plus simple.

Face à un problème nouveau, il faut être plus créatif.

Fusions ? Ou créativité ?

Ceux qui s'opposent aux fusions ne le font pas tous par crainte de perdre leur « job » ou pour préserver leur fief. Il existe dans la population d'autres raisons que celles-là, et bien plus valables, de faire opposition au projet gouvernemental. L'une des raisons auxquelles je m'identifie le plus est la crainte de perdre le sens communautaire attaché aux particularismes des collectivités locales. Une autre est le risque que les citoyens perdent le contrôle, fiscalement et administrativement, de ce qui se passe dans leur collectivité de proximité.

Ce sont là des valeurs sûres qu'on n'a pas le droit de mettre en péril même au nom d'une valeur supérieure comme la gouvernance régionale. Il faut concilier les deux. La notion d'arrondissements qui comporte le projet de loi le permet, sous réserve de certains ajustements que je suggérerai en commission parlementaire.

Mais pour faire inclure dans la notion d'arrondissement, par des amendements à la loi, les outils nécessaires à la préservation des valeurs locales, il faut cesser de faire des querelles de mots. Les mots fusions et statu quo sont devenus des injures qu'on se lance de part et d'autre. Cessons cela, et surtout cessons de faire croire aux gens que ces mots sont en eux-mêmes le mal absolu. Il faut s'occuper du sens des choses, et non des émotions négatives que provoquent les mots. Car quand la poussière sera retombée, nous devons tous obligatoirement travailler ensemble.

Ce qui compte, dans ma perspective de bonifier la loi 170, c'est qui a le pouvoir, quel est ce pouvoir, et comment s'exerce-t-il ? Bref, la gouvernance, tant locale et régionale.

Alors amendons la loi pour corriger sa faiblesse actuelle sans nuire à ses forces. Tournons légèrement la vis dans le sens des réalités locales. Et ainsi, l'ensemble de nos valeurs et de nos sensibilités locales ou régionales sera respecté.

Faisons-nous confiance les uns les autres.



Vera Danyluk



Au cours de la fin de semaine, les opposants au projet de loi 170 ont exprimé leur désaccord avec le gouvernement Bouchard en manifestant devant l'Assemblée nationale.

Que s'est-il donc passé pour qu'on en arrive là ?

JEAN DÉCARIE

Géographe et urbaniste, l'auteur est consultant en aménagement et en environnement.

Grosse déception ! Grande tristesse ! La veille du dépôt du projet de loi 170, dans un panel à l'INRS Urbanisation, je rendais hommage au duo Harel-Bernard pour avoir reconnu, en les maintenant en l'état sous forme d'arrondissements, que le problème à Montréal n'était pas la présence des municipalités locales, déjà arrondissements de la CUM, mais l'absence d'une municipalité d'agglomération, rôle que ni Montréal, ni la CUM ne peuvent jouer et que seul leur démantèlement et la reconstitution de Montréal à l'échelle de sa réalité régionale permettraient d'assumer. Je déplorais seulement que cette reconstitution soit limitée à l'île de Montréal, selon un insularisme primaire, mais on peut comprendre les hésitations du Parti québécois devant les réactions de ses couronnes, ainsi que celles de Québec devant une Montréal concentrant la moitié de la population de la province.

Or non seulement le projet de loi déposé n'ajoute-t-il rien pour le contrôle du développement urbain périphérique, laissé à une CMM (Communauté métropolitaine de Montréal) encore plus paralysée que la CUM par les idiosyncrasies encore renforcées des maires locaux délégués mais, au centre, il retire aux arrondissements promis les

pouvoirs qui maintenaient les municipalités comme entités politiques représentatives et responsables au niveau des services de première ligne. Alors que l'on annonçait la veille que les neuf arrondissements administratifs de Montréal deviendraient aussi des municipalités à part entière — ce qui n'était pas clair avant, mais après tout, ils sont tous plus peuplés que la plus importante des 28 autres municipalités de l'île ! — confirmer ainsi le démantèlement de Montréal comme simple municipalité, c'est le contraire qui arrive : ce sont les municipalités existantes qui deviennent de simples arrondissements administratifs, sans pouvoir de taxation ou d'embauche, soumis comme leurs avis au Conseil central qui fixera leur allocation annuelle, jugera et gèrera toute demande de taxe locale spéciale et pourra leur retirer leurs quelques compétences résiduelles sur simple vote aux deux tiers en cas de conflit ! Pire, ces « arrondissements » ne sont que des relais électoraux locaux, avec un maire ou un président (pourquoi pas un gérant !)

Peut-être n'est-il pas trop tard pour rétablir un minimum de démocratie représentative pour les municipalités d'arrondissement.

nommé ou élu parmi trois à six conseillers locaux selon la population, la plupart mais pas tous délégués au Conseil lui-même soumis à un exécutif choisi et contrôlé par un maire tout puissant (simple, dites-vous !). Alors qu'il aurait fallu préserver tant l'autonomie régionale que locale en ne faisant pas des municipalités d'arrondissement des circonscriptions de la municipalité d'agglomération.

Que s'est-il passé pour qu'on en arrive là ? On a voulu faire simple, se défend la ministre. Eh ! bien c'est réussi ! Pour faire simple, ça fait simple ! On se croirait à Terre-Neuve... cette île sans pont, alors qu'il y en a 23 autour de l'île menant à d'autres îles (il y en a 325 dans l'archipel !) ou sur le continent où se trouve l'autre moitié de la ville, la moitié montante et débordante des Montréalais ! C'est la faute aux maires, ajoute-t-elle, ils ont creusé leur tombe ! On avait un bon projet mais comme certains rouspétaient toujours, on leur en impose un mauvais, exprès, pour les punir, avouant ainsi implicitement les carences inacceptables du projet de loi.

Pourtant, le rapport Bernard ne suscitait plus grand opposition, si-

non celle de quelques ténors connus. Alors quoi ? Ça ne ressemble ni à Louis Bernard ni à Louise Harel qui doivent être d'autant plus mortifiés qu'obligés de défendre un pareil brouillon, un pareil brûlot. Ça ressemble davantage à l'autoritarisme de ressentiment des Bouchard, Chevrette, Landry, avec qui on sait que la ministre Harel a toujours eu des tensions, qui ont bloqué Montréal et sa ville-région, mais qui ont passé des Québec un peu partout, aux Éboulements, dans les Cantons, qui forcent des projets de technodômes, de cités électroniques, de mégacentres d'achat en zone agricole par Caisse de dépôt ou SGF interposées. Ça ressemble aussi au style de gestion — ça le cautionne surtout ! — du nouvel ami Bourque, qui reçoit le salaire pour sa maîtrise apparente d'une situation multiculturelle insulaire qui dépasse tant Québec que le Parti québécois, et qui a sans doute pesé lourd dans la décision, comme le laisse voir la création hybride d'un arrondissement regroupant trois municipalités non bilingues du West Island qui ne se touchent même pas !

Il y avait trois problèmes à régler avec cette réforme tant attendue, par ordre d'importance : d'abord, le contrôle du développement urbain de façon à minimiser les coûts économiques, sociaux et environnementaux cachés, à la charge de tous les Québécois, d'une croissance alimentée par la concurrence municipale à la ségrégation sociale ; de

façon en revanche, à optimiser les avantages économiques régionaux, les économies d'échelle, à l'échelle continentale sinon mondiale. Ensuite, l'anachronisme de Montréal comme municipalité locale incapable d'assumer son rôle régional de ville-centre, vieux rôle dépassé de toute façon, reposant sur l'acceptation d'une opposition dichotomique, structurelle, entre centre et périphérie ; Montréal ne compte plus que 30 % de sa population générique, ne peut plus compter sur ces 30 % les plus coûteux à tous égards de l'agglomération montréalaise. Enfin, l'équité fiscale, le plus simple à régler, mandat du pauvre comité Bédard, par le biais de taux d'imposition variables non plus entre municipalités mais entre catégories d'immeubles et d'usages pour toute la région métropolitaine.

Pas besoin d'éliminer les municipalités pour ça, au contraire il fallait les laisser jouer leur rôle social identitaire et vernaculaire, ne pas en surcharger la municipalité d'agglomération qui n'aura pas trop de toute son énergie pour gérer les dossiers métropolitains. Peut-être n'est-il pas trop tard durant l'étude en Chambre du projet de loi de revenir là dessus et de rétablir, comme d'abord annoncé, un minimum de démocratie représentative — *no taxation without representation* ! — pour les municipalités d'arrondissement, seules garantes d'une démocratie de participation toujours attendue.

